

Banalisation sino-américaine

Si la presse américaine porte un intérêt à la visite que le président chinois Li Xiaomian commence officiellement ce mardi 23 juillet à Washington, c'est surtout parce qu'elle est l'occasion du retour du président Reagan sur la scène publique après sa récente opération. L'événement, d'abord « américano-américain », devrait mettre fin provisoirement aux querelles internes auxquelles a pu donner lieu l'état de santé de l'homme de la Maison Blanche.

En ce qui concerne les relations sino-américaines, en revanche, l'intérêt beaucoup plus faible manifesté pour ce qui est tout de même une « première » (jamais un président de la République populaire ne s'était rendu aux États-Unis) montre à quel point ces relations se sont banalisées depuis la spectaculaire poignée de mains échangée entre Richard Nixon et Mao Tse-toung il y a treize ans.

Depuis lors, Jimmy Carter et Ronald Reagan lui-même ont suivi les traces de leur prédécesseur. Et la visite en retour de M. Li Xiaomian, malgré son rang, a tout de même moins d'éclat que celle que le vrai maître de la Chine, Deng Xiaoping, avait faite à Washington au début de 1979, juste avant la « leçon » qu'il entendait donner au Vietnam pour l'invasion du Cambodge.

Mais cette banalisation est aussi le fait de la Chine et de la considérable inflexion que celle-ci a donnée à sa diplomatie ces dernières années. Après avoir affiché un hostilité irréconciliable envers les États-Unis puis l'URSS, ouvrant ainsi la voie au subtil jeu triangulaire de Richard Nixon et de Henry Kissinger, — Pékin est devenu aujourd'hui le pôle le plus calme de fameux triangle, normalisant ses relations avec l'une et l'autre superpuissances. Dans cet apaisement général, la Chine a sans doute perdu pas mal du mordant qu'avait naguère sa politique étrangère, mais elle a contribué à la réduction des tensions ; même l'équipe éditoriale anti communiste de M. Reagan considère aujourd'hui avec sérénité les retrouvailles sino-américaines.

Pékin y a surtout trouvé son compte sur le plan économique, puisque l'accroissement rapide de son commerce avec Moscou n'a pas ralenti le développement de ses échanges avec les États-Unis : ceux-ci devraient atteindre cette année le montant record de 6 milliards de dollars, ce qui fait d'ores et déjà des États-Unis le troisième partenaire commercial de la République populaire, après le Japon et Hongkong. Les investissements américains en Chine sont également en rapides progrès. De son côté, la Maison Blanche, surmontant ses inquiétudes sur d'éventuelles fuites de technologie en direction du Pakistan, s'apprête à donner son feu vert à l'accord de coopération nucléaire, négocié ces dernières années avec Pékin.

Dans ces conditions, la persistance des différends politiques traditionnels sur Taiwan (Pékin continue de s'inquiéter des fournitures militaires à la Chine nationaliste) ne devrait pas trop porter à conséquence.

Aussi longtemps que M. Deng Xiaoping restera à la barre et poursuivra sa politique de modernisation tous azimuts, les affaires seront les affaires avec Washington comme avec Mos-

LA RÉFORME DE LA COMMUNAUTÉ

L'Europe prépare un nouveau traité d'union

Les ministres des affaires étrangères des Dix ont annoncé lundi 22 juillet à Bruxelles qu'une conférence intergouvernementale sera convoquée le 9 septembre prochain pour préparer la réforme des institutions communautaires et un nouveau traité d'union. Le principe de cette conférence, qui réunira pour sa première session, les ministres des affaires étrangères de Luxembourg, avait été décidé lors du Conseil européen de Milan, fin juin, par sept voix contre trois (Grande-Bretagne, Grèce et Danemark). Les représentants de ces trois pays assisteront à la conférence.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Le mandat de la conférence intergouvernementale chargée de débiter de l'avenir institutionnel de la Communauté est double : aménager les traités existants, afin d'améliorer la prise des décisions dans la Communauté et les relations entre ses différents institutions ; élaborer un nouveau traité, concernant « la coopération politique en vue d'une politique étrangère et de sécurité commune ». La conférence se tiendra au niveau des ministres des affaires étrangères. L'Espagne et le Portugal, qui adhéreront le 1^{er} janvier prochain à la Communauté, y seront représentés.

S'agissant de la révision des traités, les travaux seront préparés par un groupe qui devrait être présidé par M. Jean Dondelinger, secrétaire général du ministère des affaires étrangères du Luxembourg — qui exerce actuellement la présidence tournante du conseil européen — et composé des représentants permanents des pays membres de la Communauté. Le projet de traité sur la politique étrangère sera mis au point par le comité politique, qui rassemble les directeurs des affaires politiques des ministères nationaux des affaires étrangères. Les ministres présenteront leurs conclusions au conseil européen qui se tiendra en décembre à Luxembourg.

Ces décisions de procédure, conformes aux orientations données par le conseil européen de Milan, ont été adoptées lundi par les ministres des affaires étrangères des Dix.

Elles confirment la victoire des « européens », dits aussi « révisionnistes », menés à Milan par les Italiens — ou plutôt par M. Andreotti, ministre des affaires étrangères, car M. Craxi, président du conseil, y avait donné l'impression de pencher pour la modération — et par les « Beneluxiens ». Le chancelier Kohl s'est rallié à ce groupe, et M. Mitterrand avait suivi. Seuls, trois pays membres s'étaient déclarés hostiles à une révision des traités et, par là même, au projet de conférence : le Royaume-Uni, le Danemark et la Grèce. A Bruxelles, leurs représentants n'ont pas répété leur opposition au projet, ce qui ne signifie pas qu'ils se soient ralliés aux objectifs poursuivis.

Ainsi s'achève un épisode où la forme a eu plus d'importance que le fond. Les Dix se sont comptés entre croyants et incroyants ; les fédéralistes et ceux qui les suivent ont imposé une procédure sans avoir débattu de la substance, des objectifs concrets que l'on vise à travers la réforme institutionnelle proposée.

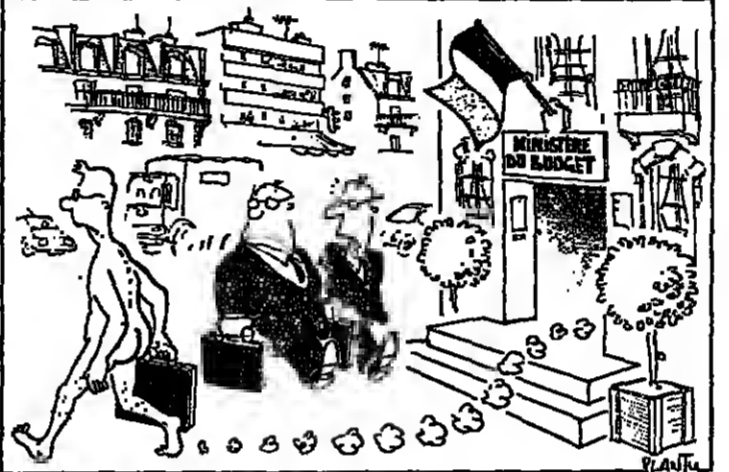
Il serait surprenant que l'exercice dans lequel s'engage la Communauté se révèle fructueux. Les Douze s'apprêtent à débiter d'une révision des traités. Or trois d'entre eux ont fermement indiqué qu'ils ne le voulaient pas, alors qu'elle exige l'unanimité.

PHILIPPE LEMAITRE.
(Lire la suite page 5.)

LES CHOIX ÉCONOMIQUES DU GOUVERNEMENT

MM. Fabius et Bérégovoy arrêtent un budget draconien

Les difficultés de la lire ont pu détourner un moment l'attention de MM. Fabius et Bérégovoy, absorbés ces derniers jours par la difficile mise au point du projet de budget pour 1986. Ils ont pu retarder certaines décisions particulièrement épineuses concernant la défense, l'éducation, l'audiovisuel. Reste que les dépenses de l'Etat pour l'année prochaine devront être arrêtées cette semaine afin que l'ensemble du projet de budget puisse être approuvé au conseil des ministres début septembre pour être transmis au Parlement à la mi-octobre.



Tel qu'il se présente actuellement, dans sa forme inachevée, le projet de budget pour 1986 dépasse, pour la première fois, le chiffre de 1000 milliards de francs. Il est paradoxal que ce cap soit franchi et qu'il donne l'impression d'un océan de dépenses s'étendant devant le gouvernement freiné très sévèrement — certains diront au-delà de tout réalisme — la progression des charges de l'Etat.

Celles-ci atteindront 1035 milliards de francs environ, contre 995 milliards de francs dans le budget 1985, tel qu'il fut voté fin 1984 par le Parlement. La progression ne serait que de 4 % d'une année sur l'autre si les arbitrages de M. Fabius

donnaient tous raison à M. Bérégovoy, ce qui paraît tout de même peu vraisemblable.

Dans la mesure où la hausse des prix retenue pour 1986 est de 3,7 % (1), la dépense publique stagnerait pratiquement.

ALAIN VERNHOLLES.

(Lire la suite page 19.)

(1) Il s'agit de l'augmentation des prix du PIB (produit intérieur brut). La hausse des prix de détail retenue pour l'année prochaine est de 3,4 % en moyenne annuelle. C'est ce dernier chiffre qui sert de référence pour indexer les traitements des fonctionnaires.

Tibet : la terre des dieux dans l'attente du dalaï-lama

Le dalaï-lama, chef spirituel du Tibet, ne restera pas dans son pays. C'est ce qu'il a déclaré dans un entretien publié par le Monde, daté 21-22 juillet. Il ne croit pas aux ouvertures des auto-

rités communistes chinoises qui l'ont contraint à l'exil en 1959. A Lhasa, les bouddhistes tibétains attendent le retour de leur roi. Dans une série de cinq arti-

par JULIEN BESANÇON

Lhasa. — L'aérodrome de Lhasa. Le vieux bouddhisme, ses toiles bricolées, ses statues en bois, ses rituels, tout cela est si vieux, si ancien, si différent de ce que nous connaissons, que l'on se sent étranger. On se sent étranger, mais on se sent aussi chez soi. On se sent chez soi, car on a l'impression de retrouver un monde perdu, un monde qui a disparu, un monde qui n'existe plus. On se sent chez soi, car on a l'impression de retrouver un monde perdu, un monde qui a disparu, un monde qui n'existe plus.

la place de la Concorde. Des vélos partout, des vélos de 100 mètres de large et pourtant bonifiés. Les vélos sont partout, les vélos sont partout, les vélos sont partout. Les vélos sont partout, les vélos sont partout, les vélos sont partout.

Mais, avant l'aube, dans l'aéroport, la salle d'attente n'était remplie que de candidats au voyage tibétain. Étaient-ils d'ailleurs tous candidats ? Outre quelques touristes, les autres étaient tous des Chinois, un peu plus d'une centaine, l'air las, un peu épuisé. Ils ne faisaient pas froid, mais les Chinois ont tous des peisses en peau de mouton avec des perles cousues. Ils parviennent pour l'Alaska qu'ils ne seraient pas équipés autrement. Pour eux, le dépaysement d'un tel voyage est aussi grand que de passer en quelques heures du Congo au sommet des Alpes.

Leurs bagages ne sont pas ces paniers hétéroclites en paille de riz ou en fibre de bambou que l'on voit en tas dans les aéroports de Canton ou de Pékin. Pour le Tibet, ils ont préparé des valises en bois à trois cerceaux de fer, renforcées aux coins. Car le séjour sera long : officiellement, on part pour quatre ans, sept ans parfois, et, quand on est indisponible ou qu'on s'y fait oublier, on y reste toute une vie.

Le Tibet n'a pas bonne réputation chez les Chinois. Ils ne disent pas vraiment ce qu'ils y craignent : l'éloignement, l'altitude, la nourriture ? Il y a aussi l'exil culturel, linguistique, politique, familial. Ce n'est pas le départ pour la « colonie », puisque, officiellement, le Tibet, région autonome, fait quand même partie intégrante de la Chine, et, dans la conversation, il est mal venu d'opposer Chinois à Tibétain.

La Sécurité sociale en manque de recettes

Avec un déficit prévisionnel de 1,5 milliard de francs pour 1985, la Sécurité sociale est elle victime de la bombe à retardement que représente la suppression de la contribution exceptionnelle de 1 % ? Le résultat est là : pour 1985 l'annulation du 1 % a diminué les recettes du régime général ont diminué de 1,35 %. M. Dufoux s'en sort cependant convenablement : un déficit de 1,5 milliard ne représentant que 0,23 % du total des recettes ascomptées et à peine plus d'une journée de remboursements pour l'assurance-maladie. Par rapport aux 140 milliards de francs de déficit attendus pour la budget de l'Etat, c'est dérisoire.

Mais la Sécurité sociale devrait disposer de 16 milliards de réserves en trésorerie pour aborder 1986. Car cette année-là s'annonce très difficile. Certes ce n'est qu'en décembre prochain que la commission des comptes de la Sécurité sociale pourra établir une prévision qui, pour l'heure, n'existe pas officiellement. La CGT affirme pourtant que le déficit pourrait dépasser les 25 milliards de francs. D'autres experts parlent même de 30 ou 35 milliards de francs... Le poids persistant du chômage éminent, les recettes du régime général devraient diminuer de nouveau en volume alors que les branches vieillesse et maladie risquent de connaître de lourds déficits.

Or M. Dufoux dispose d'une marge de manœuvre extrêmement étroite. Elle se trouve ligotée par l'objectif de M. Mitterrand de baisser chaque année les prélèvements obligatoires. Un impératif qui va à contre-courant de l'évolution souhaitable pour la Sécurité sociale. M. Dufoux n'a, pour l'essentiel, qu'une possibilité, l'action sur les dépenses. La maîtrise de celles-ci est déjà bien engagée, mais jusqu'où peut-elle aller sans mettre en cause le niveau des prestations ? D'ailleurs, les assurés ont subi une baisse de remboursement pour certains médicaments et les prestations familiales ont vu leur pouvoir d'achat diminuer légèrement. Rien d'irréversible et de fondamental n'a été atteint. Mais il y a un début de glissement qui ne peut que se poursuivre si on se prive, comme l'implique la recommandation du président de la République, de toute action sur les recettes.

MICHEL NOBLECOURT.
(Lire nos Informations page 18.)

LIRE

- 3. SOUDAN
Le nouveau régime s'efforce de rassurer ses voisins.
- 7. PROCRÉATION ARTIFICIELLE
Les réactions de l'Eglise catholique et des CECOS.
- 13. CULTURE
Les digressions de Bernard Frank.
- 20. EDF
Des emplois après les grands chantiers.

Le Monde SCIENCES

Le laser à enrichir l'uranium
(Pages 11 et 12)

enquête

Tibet : la terre des dieux dans l'attente du dalaï-lama

(Suite de la première page.)

Filet en main, il faut passer sous l'œil froid des miliciens gardes-frontières, jeunes gens et jeunes filles de vingt ans en uniforme vert olive, casquette à étoile rouge, rond et plat comme une pizza, portant baudrier et pistolet tout neuf dans un étui de cuir verni. Passeport, carte d'embarquement, portique de détection d'armes, bagage à main. Rien que de très banal quand il faut passer aujourd'hui une frontière, mais ici on ne passe pas une frontière... La fiction politique veut que de Chengdu à Lhasa, on reste en Chine, et puis les contrôles se renouvellent, deux fois, trois fois. Chaque papier est vérifié, chaque livra ouvert.

De la porte de l'aéroport au siège de l'avion, j'aurai, comme tout le monde d'ailleurs, subi quatorze contrôles. Depuis quelque temps, les Chinois ont fait connaissance avec les pirates de l'air, les mutineries de mer. Plusieurs avions ont été détournés sur la Corée, avions militaires et avions civils. Les avions organisés contre les complices des fuyards n'ont pas eu, malgré la lourdeur des verdicts, l'effet dissuasif espéré. Du coup, la réglementation a été durcie, la sécurité renforcée. Quand on est chinois, il faut être un fonctionnaire de haut niveau ou avoir une raison d'être motivée pour obtenir sa carte d'embarquement. Voilà pourquoi, si on débarque sans difficulté, même à Lhasa, on embarque non sans peine. Faut de passagers, certains vols, au dernier moment, restent au sol. Ainsi, la politique d'ouverture de Deng Xiaoping, très réelle sur bien des points, ne va pas sans quelques farinettes, que Pékin appelle « ajustements ».

Après une demi-heure de vol, le soleil se lève derrière nous. L'avion vole vers l'ouest. Il n'est pas 7 heures et je n'ai jamais vu nulle part une telle luminosité. Le plan de vol semble suivre l'antique route des caravanes des ambassadeurs de

Chine, ou des envahisseurs tartares ou mongols. Les vallées sont si étroites et couvertes par quelques lambeaux de bruma que je devine plus que je ne vois les torrents qui donnent naissance au Mékong et au Yangtze Jiang. Ainsi, vu du ciel ou du sol, par quelque côté qu'on l'aborde, le Tibet c'est d'abord un soleil comme nulle part. On comprend mieux l'or des temples, des bouddhas, des génies, des emblèmes, des attributs, qui reflète ce soleil. Les soleils des Incas ou du Mexique semblent pâles à côté. Et



FRANCHINI

puis, la montagne... pas la montagne d'Europe, dont les pieds baignent presque au niveau de la mer, mais une montagne posée sur une autre montagne, Alpes sur Alpes. Toit du monde, mais sur un monde haut comme quatre cents gratte-ciels. Lhasa se niche à 4 000 mètres et les sommets alentour dépassent souvent 6 000 mètres.

Arrivé au Tibet, encore fallait-il faire connaissance avec sa poussière. Ici, l'absence quasi complète d'humidité pendant l'été a réduit en poudre le peu de végétation, lichen et herbe rare, qui pousse sur les pentes, le moindre courant d'air soulève des nuages de particules qui prennent à la gorge. Alors, pour se déplacer, le mieux est encore de se masquer comme le fait le peuple toujours avec la première écharpe venue, ou de s'accrocher aux oreilles le masque blanc de chirurgien, habituel aux Chinois.

De l'aéroport, il faut six heures pour gagner Lhasa dans des tourbillons de poussière. La piste, construite par l'armée populaire de libération, longe le fleuve Zang Foa, dans la vallée du Zangbo. Rien que par ces 190 kilomètres de piste, on comprend tout de suite que la Chine a réalisé ici des travaux qui ont peu d'exemples dans l'histoire de l'humanité, si ce n'est la Grande Muraille. Car, des pistes comme celle-ci, taillées dans le roc, à la barre à mine et à la dynamite, il y en a des dizaines de milliers de kilomètres au Tibet.

Le tracteur tracté

Près du fleuve, bleu-vert comme un lagon polynésien, des bouquets de saules ou de peupliers déjà jaunissants. De loin en loin, des cantonniers conduisent des bulldozers à cheval, curieux équipage que cet homme assis sur une lame horizontale de quelques dizaines de centimètres et tracté lentement par un de ces chevaux bas, courts et trapus. Et puis, une scène où on ne peut voir qu'au Tibet : un gros tracteur chinois, rouge, massif, en panne. Tirant, arc-boutés sur deux longues cordes, une cinquantaine de paysans en robe de cuir, les femmes enturbannées de laine verte ou bleue, remorquent l'engin trop moderne vers une hypothétique station de réparation.



A un tournant de route, près du fleuve aux tourbillons aussi turquoise que le ciel, un massif d'arbres chétifs, une allée. C'est l'hôtel. On ne dit pas hôtel, on dit « maison des hôtes ». Quelques groupes de pavillons en granite d'un étage, entourés de murs, enserrés dans d'autres camps qui abritent des fonctionnaires chinois. Civils ou militaires ? Difficile à dire.

« Maintenant, on se repose, dit Yan, mon accompagnateur. Il faut s'acclimater à l'altitude. »

Pas question, je veux voir Lhasa et tout de suite.

« Un taxi ? »

« Il n'y en a pas. »

« Un bus ? »

« Pas possible. »

« Un vélo ? (La ville est à moins de 10 kilomètres et je ne veux pas attendre une journée entière si près du but, à ne rien faire.) »

« Pas de vélo. »

« Même si j'en achète un ? »

« C'est impossible. »

« Bien, je fais du stop. »

Il me regarde, incrédule. Faire du stop au Tibet...

Ja pars. Je marche pendant une demi-heure. Les quelques camions chinois qui

me doubrent ne s'arrêtent pas. Puis, un chariot transportant du sable s'arrête et le conducteur me fait monter à l'arrière avec des femmes qui rient à gorge déployée de cette compagnie tout à fait exceptionnelle sur le chemin de Lhasa.

Arrivée en ville après quelques maisons grises en brique, quelques poteries à étoile rouge des bâtiments officiels chinois : le Potala, l'ancien palais-monastère du dalaï-lama. Une accumulation de pyramides tronquées, de cubes rouge sang de boue, blancs fait de chaux, de plus de 100 mètres de haut. Le Potala écrase l'agglomération, qui semble minuscule au-dessous. Y a-t-il vraiment plus de cent mille habitants ? Non, ne le sait, les chiffres, ici, changent au gré de l'interlocuteur. Mais on ne voit pas les troupeaux de vaches et de yak qui se croisent, on ne voit pas les foules de prière ou de félicité, « chevaux de vent », accablés des mâles. Les Tibétains en costume traditionnel, les femmes au tablier multicolore, sont perdus dans la grisaille des murs ; on ne voit que le Potala, symbole du pouvoir, de la mystique, de la culture, de l'histoire du Tibet.

Le Potala est vide. Le dalaï-lama est parti il y a vingt-six ans. Et depuis, le Tibet est orphelin, passif, si ce n'est récalcitrant.

JULIEN BESANÇON.
(A suivre.)

« Comment être catalan ? »

« Le rouleau compresseur »

Le Roussillon n'est pas « devenu français par le plus grand des hasards ». Certes non ! Le traité de l'île des Faisans est l'aboutissement d'une politique qui, depuis le quinzième siècle, tendait à porter la frontière méridionale du royaume de France sur la ligne des Pyrénées, voire au-delà (cf. la correspondance de Mazariu), mais il était envisagé, aussi, un échange éventuel... avec les Flandres hispaniques. Avatars de la politique de deux États luttant pour l'hégémonie en Europe, sans souci de l'intérêt ou de la volonté des nations.

Si les Roussillonnais sont, depuis, dans l'Etat français, ils ne considèrent nullement que cela soit « grâce à Mazariu » : tout au plus à cause de sa politique. Et, surtout, cela ne les oblige pas à « tenter de concilier l'Espagne et eux... » car les Catalans ne sont ni ne se veulent espagnols. (...) Disons simplement que l'Etat espagnol est castillan et que la longue histoire des Catalans est marquée par la lutte contre la castilianisation. (...)

Les Roussillonnais ne sont pas « assis entre deux cultures » (...), à savoir la française et la castillane, dite espagnole. (...) Et si dichotomie il y a, c'est entre la culture catalane, systématiquement dépréciée, pour ne

pas dire plus, par les instances étatiques, suivies par une certaine bourgeoisie ambitieuse, jusqu'à une date récente, et la culture officielle imposée par le rouleau compresseur de l'École. (...) Le Roussillon, depuis son annexion à la France, n'a jamais connu d'activité industrielle notable. Il y a à cela plusieurs raisons, dont l'une au moins témoigne d'une belle permanence : dès le règne de Louis XIV, l'Etat français a privilégié la Laoguedoc, politiquement beaucoup plus docile que le Roussillon, en faisant, par exemple, de ce dernier, une province étrangère.

Mais il y a une autre raison, interne celle-ci : la bourgeoisie roussillonnaise, généralement perpignanaise, qui a acquis depuis longtemps les meilleures terres du pays, n'a pas suivi l'exemple barcelonais et n'a pas investi dans les activités industrielles, manquant ainsi la révolution du dix-neuvième, puis celle du vingtième siècle, au moment même où elle jouait la carte de la francisation. Seuls les petits paysans, micropropriétaires ou métayers, sont restés catalans, en même temps qu'ils devenaient incapables d'affronter les grandes transformations économiques actuelles. (...)

La méfiance à l'égard de l'Espagne existe, soigneusement entretenue du reste par des gens qui sont tout ce que l'on veut sauf roussillonnais, mais elle existe. Mais que dire

du rapprochement fait dans l'article avec la situation qui a suivi la fin de la guerre civile espagnole ? Serait-ce la « méfiance » des Roussillonnais qui a construit les camps de concentration (gardés par les tirailleurs algériens) des plages roussillonnaises, mais aussi d'ailleurs ? Ou le gouvernement français ?

ALICE MARCET,
maître de conférences
à l'université de Perpignan.

Un mensonge par omission

En signalant que M. Paul Alduy, « maire UDF de Perpignan, demande la création d'une région catalane », vous n'êtes pas loin de commettre un mensonge par omission. En effet, l'idée d'une région catalane, dont vos lecteurs pourraient croire qu'elle émane exclusivement d'un seul courant politique, constitue au contraire l'objectif unitaire, et unificateur de notre Union per la regio catalana, créée en 1981 par des Catalans venus de tous les horizons. Le sénateur, maire de Perpignan, mais aussi d'autres maires et conseillers généraux, dont deux conseillers généraux socialistes, comptent parmi nos membres (...).

Il faut rappeler que l'idée de région catalane est aussi ancienne que les premiers projets de régionalisation, et que M. Paul Alduy l'avait déjà défendue en 1969, alors qu'il dirigeait une municipalité de gauche (...).

On peut juger insuffisantes, ou trop limitées aux questions de langue et de culture, les relations qui se sont établies entre Perpignan et Barcelone, entre notre « Catalunya Nord » et la Catalogne « tout court ». Il n'en reste pas moins que ces relations existent, et qu'elles sont beaucoup plus sérieuses et substantielles que celles dont se vante « le bouillotteur maire de Montpellier » (...).

C'est dans un tout autre cadre que doivent s'établir les relations intercatalanes, de part et d'autre d'une frontière qui n'a pas été établie par nous. La condition préalable, c'est que le Roussillon cesse d'être l'« appendice méridional

d'une construction régionale artificielle », pour reprendre la juste expression d'un géographe montpelliérain.

Unio
per la regio catalana.

Arago, Joffre, Maillo

Je n'accepte pas que (Bernard Revel) accuse les gens du Roussillon de détester les Espagnols et de ne point aimer la France (...). M. Revel ignore que notre région a donné à la République de fidèles serviteurs tels les frères Arago, Joffre, Maillo (...). Qu'il sache cependant que de l'extrême bout de l'Hexagone, petit coin poussiéreux, dit-il, oublié même des vedettes de la météo, des passeurs régionaux, au risque de leur vie, se sont dévoués avec courage afin d'aider les fugitifs de la Résistance à franchir la frontière franco-espagnole durant la période de novembre 1942 à août 1944.

Mme BASTELICA
originaire de Cerdère
(Pyrénées-Orientales).

Ces foutus « journaliers » !

Après la lecture de l'article de M. B. Revel, l'abonné traditionnel du journal, tout en plaignant le plagieur, pourrai s'exclamer : « Comment être journaliste ! »

Un journaliste, bien des gens vous le diront, ce n'est pas recommandable : ça n'écoute pas, ça enregistre ; ça a toujours du sensationnel ; ça agit des torchons, qu'il est le seul à prendre pour des serviettes, mais ce n'est jamais que du chiffon ; ça se dit équilibré et ça fait gicler sa bile en mêlant ses états d'âme et ses tourments aux enquêtes ; ça prétend parler de rugby, mais ça ne va pas plus loin que le tournoi des Cinq Nations ; ça rêve de liberté et d'objectivité, et ça se lance à fond dans la course aux appuis politiques ; ça a l'âme pas ses confrères ; ça déteste les lecteurs ; ça ne voit pas plus loin que la une de son journal, et ça n'a souvent droit qu'à un bas

est chateaufort, voire lyrique. D'autres lecteurs, en revanche, se sont sentis différenciés, insultés et ont voulu nous faire part de leur indignation. Insensibles, semble-t-il, au style tendrement moqueur de cet article, certains vont jusqu'à soupçonner notre correspondant, journaliste à l'Indépendant de Perpignan depuis de nombreuses années, de nourrir contre les Catalans des griefs personnels et... de noirs desseins ! Ils se trompent. Bernard Revel est un Catalan de cœur. Il aime ce « pays » dans lequel il vit depuis longtemps. — N. A.

JACQUES BOSCH,
Ancien catalan
des Pyrénées-Atlantiques.

Invitation

En ma qualité de vice-président du syndicat d'initiative d'un petit village du Vallespir (qui est, au

demeurant, une magnifique vallée, verdoyante et non poussiéreuse, comme il se plaît à l'écrire), et hôtelier dans ce même village, j'invite ce monsieur à venir passer un week-end et même une semaine dans mon établissement afin qu'il puisse apprécier et juger sur place des qualités qui sont les nôtres. Je signale à ce monsieur que le Camigou mesure 2 785 mètres ; notre rue n'est donc pas limitée, comme il le prétend, ou alors il a mal choisi l'image.

MARCEL BOSSOLE
(Arles-sur-Tech).

ABONNEZ-VOUS AU MONDE DES PHILATÉLISTES

Pour mieux gérer votre patrimoine philatélique

1 an (11 numéros), 115 F □ 2 ans (22 numéros), 230 F □

NOM : Prénom :

Adresse :

Code postal : Localité :

Ci-joint mon règlement : F

Le Monde des Philatélistes-Abonnement : BP 507.09
75422 Paris Cedex 09

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 680872 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Date de la société :
cinquante ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur :
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :
Daniel Verne

Correspondant en chef :
Claude Siles

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

| | 3 mois | 6 mois | 9 mois | 12 mois |
|----------------------|--------|---------|---------|---------|
| FRANCE | 354 F | 672 F | 994 F | 1 200 F |
| TOUTS PAYS ÉTRANGERS | 687 F | 1 337 F | 1 952 F | 2 530 F |

ÉTRANGER (par mandat international)

| | 3 mois | 6 mois | 9 mois | 12 mois |
|----------------------|--------|--------|---------|---------|
| BELGIQUE-LUXEMBOURG | 399 F | 762 F | 1 089 F | 1 380 F |
| IL - SUISSE, TUNISIE | 504 F | 972 F | 1 404 F | 1 800 F |

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande non semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte-d'Ivoire, 235 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 \$; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 85 p. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Soudan, 235 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; Yougoslavie, 110 ad.

سكنا من الأصل

étranger

AFRIQUE

République sud-africaine

APRÈS L'INSTAURATION DE L'ÉTAT D'URGENCE

L'incertitude règne sur les objectifs de M. Botha

Les dix ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne se sont réunis à Bruxelles, sur invitation de la Commission européenne, pour discuter de l'impact des sanctions économiques à l'égard du régime sud-africain. La CEE a réaffirmé la levée de l'état d'urgence instauré dans trente-six districts depuis dimanche, ainsi que la libération des personnes arrêtées en vertu des lois d'exception. Les dix États de la Communauté ont également exigé la libération inconditionnelle de Nelson Mandela, président du Congrès national africain (ANC).

A Washington, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, a souligné que le gouvernement américain « était très préoccupé » par les

violences en Afrique du Sud, estimant que le système « répressif » de l'apartheid était « largement responsable ». M. Speakes a cependant souligné que la politique américaine est toujours de rester « en contact étroit » avec les dirigeants de Pretoria et, à cet égard, « de leur faire connaître nos vues ».

Les gouvernements de plusieurs pays européens ont fait état de leur « inquiétude » et de leur « préoccupation » à la suite de l'instauration de l'état d'urgence. L'événement a été condamné par Mgr Desmond Tutu, a estimé que c'était « une réponse typique » d'un pays « totalitaire », mais il a également condamné les violences commises entre Noirs. — (AFP, Reuters, AP, UPI.)

De notre correspondant

avaient été opérées, rien de tel ne s'est succédé. Le chef de l'Etat a pourtant répété lundi « qu'il est et reste de la responsabilité du gouvernement d'assurer la sécurité de tous ». « Mon gouvernement, a-t-il ajouté, ne fuira pas ses responsabilités ».

Que prépare donc le pouvoir ? Les jours à venir apporteront la réponse. Mais pour le moment c'est l'attente et l'incertitude sur la façon dont va s'abattre la répression. Chacun se demande quelles sont les véritables raisons qui ont poussé le premier responsable du pays à proclamer l'état d'urgence, d'autant que les moyens qu'il procure n'ont pas été immédiatement mobilisés. Beaucoup constatent que ces dispositions ne s'appliquent qu'à un système des quelques trois cents districts judiciaires du pays, tout en concernant les deux principales zones économiques, celle de Johannesburg et celle de Port-Elizabeth.

Boycottage

Dans cette dernière région, les Noirs ont décrié il y a une semaine un boycottage des magasins tenu par des Blancs, pour protester contre la disparition de trois des leurs et réclamer le retrait de l'armée et de la police des townships. Ce boycottage est particulièrement bien suivi et inquiète les commerçants, dont beaucoup sont menacés par la faillite.

Kenya

Le chef du putsch manqué d'août 1982 a été pendu

De notre correspondant

Nairobi. — M. Hezekiah Ochuka, soldat de l'armée de l'air kenyan, tenu pour le « cerveau » du coup d'Etat manqué du 1^{er} août 1982, a été pendu, le 9 juillet, à la prison de haute sécurité de Kamiti, près de Nairobi, vient d'indiquer à l'AFP un de ses proches, qui avait appris la nouvelle par un gardien. Il est de tradition, au Kenya, que les exécutions capitales se soient parvenues publiques.

Au lendemain du putsch avorté, M. Ochuka, en compagnie de M. Pancras Ojoo Okumu, un autre aviateur, s'était enfui en Tanzanie, où il avait obtenu l'asile politique. Début novembre 1983, en prélude à leur réconciliation, Nairobi et Dar-es-Salaam avaient procédé à un « troc » secret d'otages, parmi lesquels ces deux militaires. Le haut commissariat pour les réfugiés exprime alors sa « grave préoccupation ».

Reconnu coupable de trahison par une cour martiale, M. Ochuka, trente et un ans, fut condamné à mort en mars 1984. Ce verdict a été confirmé en mai dernier. Plus d'un millier de membres de l'armée de l'air impliqués dans le coup d'Etat manqué qui aurait fait officiellement cent cinquante-neuf victimes, ont été condamnés à des peines de six mois à vingt-cinq ans de prison. Sur les quatorze militaires condamnés à mort, douze ont vu leur appel rejeté. Des rumeurs persistantes veulent que tous ces conjurés aient été récemment exécutés.

En novembre dernier, Amnesty International avait lancé un appel à M. Daniel Arap Moi, le président

kenyan, pour lui demander de libérer les prisonniers politiques, d'ouvrir, « de toute urgence », une enquête sur les conditions de détention et d'exercer son droit de grâce en faveur des « douze personnes déclarées coupables de trahison » et des « cent autres qui seraient actuellement en attente d'exécution pour meurtre ou vol avec violence ». Le destinataire de cette supplique y avait déjà répondu d'avance en octobre 1983 : « La solitaire Amnesty International devrait me laisser tranquille, car, quoi qu'elle écrive, je ne changerai rien de mon comportement... ».

Autant que l'on puisse le savoir, l'exécution de M. Ochuka est la première que M. Moi ait signée depuis qu'il a succédé, en août 1978, à Jomo Kenyatta. En faisant ainsi preuve d'une rigueur inhabituelle, a-t-il voulu couper court à une certaine agitation dans les casernes ? Sa décision « tombe » au moment où le Kenya accueille la Conférence internationale des femmes et s'apprête à recevoir Jean-Paul II à l'occasion du Congrès eucharistique mondial.

J. d. B.

Zimbabwe

L'AMBASSADEUR D'ESPAGNE A ÉTÉ ASSASSINÉ

Le corps — à moitié dévêtu et portant des traces de coups — de l'ambassadeur d'Espagne à Harare, M. José Luis Blanco-Briones y de Cuellar, a été découvert, lundi 22 juillet, dans une rue de Mableton, une cité de la banlieue de Harare. Le véhicule du diplomate assassiné a été retrouvé non loin de son corps. Les plaques minéralogiques avaient été changées et la police zimbabwéenne soupçonne une « mise en scène ».

Selon des sources diplomatiques, l'ambassadeur espagnol a été « battu de façon barbare », en particulier au visage, avant d'être tué. Deux ingénieurs de la compagnie aéronautique espagnole Casa, qui avaient diné dimanche avec M. Blanco-Briones y de Cuellar, sont interrogés. Selon la police, ils sont probablement les derniers personnes à avoir vu le diplomate en vie. — (AFP, Reuters).

Soudan

Le général Dahab s'efforce de rassurer ses voisins sur son rapprochement avec Tripoli

Le ministre soudanais du Plan et des finances, M. Awad Abdel Majed, et le gouverneur de la Banque centrale du Soudan, M. Mahdi Al Faki, ont démissionné de leur poste en raison de divergences avec le premier ministre, a annoncé, lundi 22 juillet, la presse soudanaise.

M. Majed, cité par les journaux soudanais, a affirmé qu'il avait remis sa démission au premier

ministre Dafaallah Djazouli parce qu'il « ne pouvait plus concilier sa politique économique avec celle qui lui était demandée par le chef du gouvernement et les syndicats ». Le gouverneur de la Banque centrale a indiqué qu'il avait donné sa démission « en signe de solidarité avec le ministre des finances », selon la presse.

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — « Les problèmes du Soudan ne peuvent pas être résolus sur le champ de bataille ». Que cette constatation de bon sens ait été faite par M. Mansour Khalid, un des responsables du Mouvement populaire pour la libération du Soudan (MPLS), lors d'un entretien accordé à l'AFP en marge du 21^e sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), peut donner à penser qu'il y a peut-être négociation sous roche, même si cet ancien ministre des affaires étrangères, passé du côté de la rébellion, estime que les « conditions objectives » ne sont pas encore réunies pour un dialogue, malgré les gestes d'apaisement déjà faits par le nouveau pouvoir militaire.

Il est certain, en tout cas, que le sommet de l'OUA a permis d'utiles prises de contact entre les différentes parties directement intéressées au règlement de la question soudanaise. Le général Abdel Rahman Sewar El Dahab, le nouveau « homme fort » de Khartoum, a pu s'entretenir de vive voix, à Addis-Abeba, avec M. Hosni Moubarak et le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, ses collègues égyptien et éthiopien. Rien n'a, cependant, filtré de ces rencontres bilatérales.

Le Caire souhaitait une « mise au net » de la part du régime de Khartoum après la récente signature par celui-ci d'un accord de coopération militaire avec la Libye. « Nos amis occidentaux n'ont aucune raison de s'en inquiéter », vient de déclarer au New York Times le général Sewar El Dahab. « Ce n'est ni un pacte militaire ni un traité », a-t-il précisé, cet accord porte principale-

ment sur la livraison d'équipements militaires. Révoquant la proposition que lui a faite le colonel Kadhafi de former des soldats soudanais dans ses écoles, il a précisé : « Cela ne signifie pas que nous sommes preneurs de tout ce que l'on nous offre ». Interrogé à Addis-Abeba, M. Ali Triki, le chef de la diplomatie libyenne, a indiqué que ce rapprochement avec le Soudan n'était pas dirigé contre le « peuple égyptien ». « Il est, a-t-il dit, un facteur important susceptible d'encourager l'Egypte à abandonner les accords de Camp David ».

Pas de base arrière

Entre Khartoum et Addis-Abeba, le contentieux est beaucoup plus ancien, plus lourd et plus délicat à régler, l'un offrant l'hospitalité aux Fronts de libération érythréen et tigréen, l'autre apportant son appui aux mouvements d'opposition soudanais, notamment à John Garang, le chef de la guérilla sudiste. Ayant été échaudé par les promesses non tenues du précédent régime, les dirigeants éthiopiens gardent la tête

froide face aux avances de leur voisin, dont ils attendent davantage que des paroles et des démonstrations d'amitié.

« Nous sommes en train de négocier le départ des Érythréens du Soudan et des autres groupes d'opposition », a déclaré à l'AFP, à Addis-Abeba, M. Ibrahim Ayoub, le ministre soudanais des affaires étrangères. « Nous avons arrêté toutes les formes d'aide militaire aux Érythréens ainsi que le transit des armes à travers notre territoire. Nous faisons de notre mieux pour que notre pays ne serve pas de base contre le gouvernement éthiopien ». Il a cependant souligné que les aspirations des rebelles soient prises en compte au sein d'une « Éthiopie unie ».

Un dégel est-il en vue ? On a appris, fin juin, de source éthiopienne, qu'Addis-Abeba et Khartoum avaient exprimé l'intention de rétablir leurs relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs alors que, depuis novembre 1983, elles étaient maintenues au niveau des chargés d'affaires. Déjà « libérés » par la Libye, les rebelles soudanais seront un jour appelés à faire les frais d'une éventuelle réconciliation, à s'asseoir, eux aussi, autour du tapis vert.

Affaire de longue haleine, car si tous ces « bandits », de part et d'autre de la frontière, risquent de servir de monnaie d'échange entre les deux pays, il est non moins évident que le Soudan et l'Éthiopie sont des pions sur l'échiquier de la guerre froide entre grandes puissances.

JACQUES DE BARRIN.

A TRAVERS LE MONDE

Etats-Unis

• UN NOUVEL AMBASSADEUR AMÉRICAIN A PEKIN. — A la veille de l'arrivée à Washington du président chinois, M. Li Xianmin, M. Reagan a nommé M. William Lord au poste d'ambassadeur des Etats-Unis en Chine, en remplacement de M. Arthur Hummel. A la différence de son prédécesseur, M. Lord n'est pas un diplomate professionnel, mais, sinologue réputé, il a été conseiller de la Maison Blanche et du département d'Etat sur les affaires chinoises pendant près de dix ans. A partir de 1969, il a préparé notamment les visites à Pékin de MM. Nixon et Kissinger en 1972. Depuis 1977, M. Lord présidait, à New-York, le Conseil on Foreign Relations, l'une des institutions privées américaines les plus renommées pour l'étude des relations internationales. — (AFP.)


Liban

• M. GÉRARD BAPT, DÉPUTÉ SOCIALISTE DE HAUTE-GARONNE, président du groupe d'amitié France-Liban, se rendra au Liban du 22 au 26 juillet. Durant son séjour, M. Bapt aura « des contacts avec l'ensemble des composantes de la vie politique locale » et « sera animé, selon la même source, par trois préoccupations : le sort de nos compatriotes otages, la situation des chrétiens rassemblés dans l'enclave de Jezzine » (sud-Liban), et enfin l'évaluation de l'impact sur le terrain des opérations menées par l'association Solidarités internationales, présidée par M^{me} Danièle Mitterrand, en faveur des familles du camp palestinien de Borj-el-Barajneh et de la réinstallation dans leurs villages d'origine de la population chrétienne déplacée à l'est de Safa.

Rfa

• UN ATOMISTE EST-ALLEMAND PASSE A L'OUEST. — Le délégué allemand auprès de l'Agence internationale pour l'énergie atomique à Vienne, M. Peter Adler, est passé en République fédérale, avec son épouse et son fils de onze ans, début juillet. M. Adler était l'un des scientifiques est-allemands jouissant de la plus haute notoriété. — (UPI.)

TOULOUSE. LA VILLE QUI GAGNE.



Aucune ville n'a vécu comme Toulouse l'aventure de l'aéronautique. Depuis les premiers « fous volants », les plus prestigieux programmes — Caravelle, Concorde, Airbus et ATR 42 — ont pris leur envol à Toulouse. L'aventure continue... elle se déroule aujourd'hui aux quatre coins de la planète. Mais, pour l'Europe, le cœur de l'aéronautique et de l'espace est toujours à Toulouse.

Pour le nouvel enjeu spatial des prochaines années : « Hermes » qui assurera le ravitaillement de la station orbitale européenne, Toulouse est déjà prête. Avec ses partenaires industriels français et européens (*), avec son environnement universitaire, avec l'Agence Spatiale Européenne, le CNES, son irremplaçable expérience, son potentiel humain... Avec cet esprit de compétition qui mène à la victoire.

PROMO-TOULOUSE

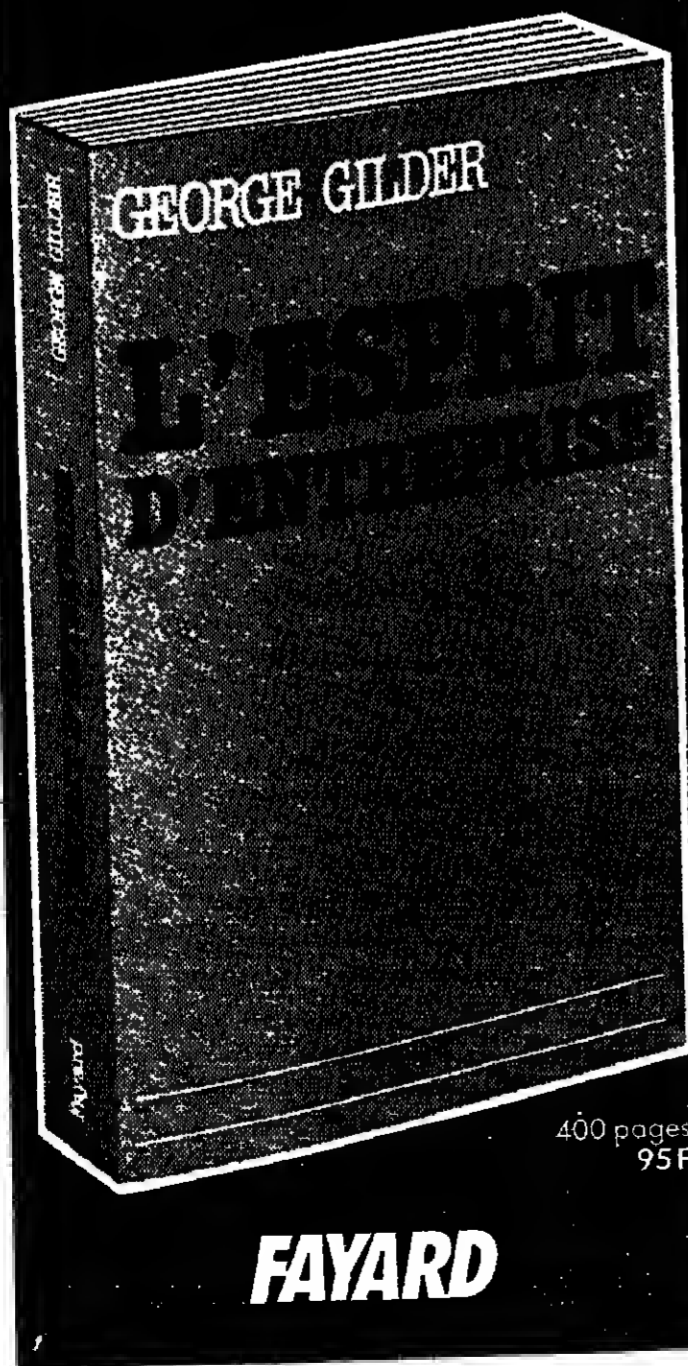
Shaw International, Champion de France de Rugby 1985. Photo Georges Roux.

SI UN JEUNE GARÇON S'INTER-ROGEANT SUR SON DESTIN VENAIT ME TROUVER, JE LUI DIRAIS SEULEMENT CECI:

"Lisez ligne à ligne et relisez souvent l'Esprit d'entreprise de l'écrivain américain George Gilder."

Je crois que j'aurais fait beaucoup pour lui et pour la société.

Louis Pauwels, Le Figaro Magazine



FAYARD

PROCHE-ORIENT

Israël

L'ÉPILOGUE DU PROCÈS DES TERRORISTES JUIFS

Verdict d'apaisement pour les douze accusés qui n'étaient pas coupables de meurtre

Jérusalem. — La campagne en faveur du pardon pour les terroristes juifs, commencée le mardi 22 juillet par le tribunal de Jérusalem, n'a été relancée dès l'annonce des verdicts : trois déclarations à perpétuité et diverses peines dont la plus lourde est de sept ans de prison (les dernières éditions du 23 juillet). L'extrême droite et une grande partie de la droite, emmenées par les chefs du

De notre correspondant Likoud, semblent vouloir batailler ferme pour obtenir une rapide libération des membres du réseau. Le pardon peut revêtir deux formes légales : soit une loi d'amnistie votée par la Knesset, soit une grâce qui relève du seul président de l'Etat, M. Haim Herzog. Chef du Likoud

et vice-premier ministre, M. Shamir a annoncé, lundi, qu'il rencontrerait au plus tôt M. Moshe Nissim, ministre de la justice et membre de son parti, afin d'étudier les moyens de hâter le vote d'une amnistie. Le chef du groupe parlementaire du Likoud, M. Kaufman, a déposé un projet de loi dans ce sens au Parlement, mais le président de la Knesset, M. Shlomo Hillel, s'est déclaré hostile à une telle « ingérence du pouvoir législatif dans les décisions de justice ». M. Herzog, quant à lui, a fait savoir qu'il examinerait les demandes de grâce des accusés en temps voulu, mais sans leur accorder aucune priorité.

Sur les quinze accusés, les trois condamnés à la détention à perpétuité ont été reconnus notamment coupables de meurtre avec préméditation, en 1983, de trois étudiants du collège islamique de Hébron. Ce crime étant obligatoirement puni en Israël de la prison à vie, les commissaires leur sort depuis deux semaines (le Monde du 11 juillet).

Les douze autres accusés ont accueilli les verdicts dans le calme et souvent avec le sourire. « Le tribunal a appliqué la loi. Nous, nous avons obéi à la justice », a déclaré M. Menahem Livni, le « cerveau » du réseau clandestin. « Maintenant, je connais la différence entre la justice et la loi ». En saluant les verdicts par des cris de joie, « On a gagné... On a gagné », parents, amis et avocats ne s'y sont pas trompés : tous ces accusés s'en tirent à bon compte. A une exception près, ils encouraient, en effet, plusieurs peines de vingt ans de prison. Or, la plus lourde sentence infligée lundi ne dépasse pas sept ans de prison ferme, tandis que six des douze accusés devront en théorie purger entre trois et quatre ans. Résultat : la plupart des condamnés seront libres, dans le pire des cas, dès la fin de l'été prochain.

Pour ce qui les concerne, les juges ont donc choisi un verdict d'apaisement qui a vivement surpris le ministre public, au point que celui-ci envisage de faire appel. A titre de comparaison, un tribunal militaire de Naplouse a condamné le même jour deux Palestiniens de Cisjordanie à sept ans de prison ferme pour des faits similaires : appartenance à une organisation terroriste (Fatah) et tentative de sabotage.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Le dépôt d'un projet de loi « anti-OLP »

PROTESTATION D'UNE CINQUANTAINE D'INTELLECTUELS FRANÇAIS

Une cinquantaine d'intellectuels français, dont MM. Maxime Rodinson, Laurent Schwartz, Pierre Vidal-Naquet, Paul Kessler et Marcel-François Kahn, viennent d'adresser au premier ministre israélien, M. Shimon Peres, une lettre dans laquelle ils lui demandent de retirer le projet de loi que le gouvernement vient de déposer et qui vise « à punir de trois ans de prison tout contact direct ou indirect avec l'OLP ». « Nous tenons à vous rappeler, affirment les signataires de ce texte, qu'une telle loi contrevient aux principes fondamentaux de la démocratie qu'Israël se doit de respecter et en outre ferait obstacle au processus de paix ».

[Ce projet a été déposé sur le bureau de la Knesset le 8 juillet au nom du gouvernement par le ministre de la justice, M. Moshe Nissim (parti libéral - Likoud). Aucune date n'a cependant encore été fixée pour son examen. Le projet, s'il est voté, ajoutera un amendement à la loi antiterroriste de 1948 punissant les « contacts avec l'ennemi ». Selon ce nouveau texte, « tout résident ou citoyen d'Israël qui, en connaissance de cause et sans autorisation préalable des autorités, entre en contact en Israël ou à l'étranger avec une personne membre de l'un des organismes existants ou officiels d'une organisation terroriste ou avec un représentant officiel d'une telle organisation », sera passible d'une peine maximale de trois ans de prison ou d'une amende.]

L'organisation terroriste est, bien entendu, l'OLP, et le texte a donc pour objectif d'empêcher pour l'avenir tout contact entre des Israéliens et des membres officiels de l'OLP. Il vise particulièrement les responsables des partis d'extrême gauche, au premier chef ceux de la Liste progressiste pour la paix juéo-arabe (LPP), qui ont eu des contacts dans le passé avec des responsables de l'OLP. Selon la LPP, une quarantaine de députés israéliens ont déjà fait savoir qu'ils refuseraient l'adoption de cet amendement.]

PROCI

Jordan
part de la p
hors du m

Koweït

POUR LEUR ÉVITER DES « DÉSAGRÈMENTS »

Un décret religieux refuse le droit de vote aux femmes

Koweït (AP). — Les femmes du Koweït ne pourront pas voter ni se présenter comme candidate au Parlement. Ainsi en a décidé lundi 22 juillet la Commission des interprétations coraniques et de la législation, infligeant une défaite au mouvement féministe du pays.

Le décret de la Commission islamique a été soumis au président du Parlement, qui devait en faire part aux députés. « La nature du processus électoral convient aux hommes, qui possèdent les capacités et les connaissances techniques », dit le décret. « Il ne peut être permis que des femmes recommandent ou désignent d'autres femmes ou des hommes pour des postes publics ».

Selon la Commission islamique, les femmes peuvent, grâce à leur influence sur les membres de leur famille, prendre part indirectement aux élections. Cette participation indirecte « éviterait aux femmes les désagréments d'une participation directe aux élections ». Il n'y a pas, estime la Commission, « de justification religieuse pour que les femmes demandent le droit de vote. L'islam ne permet pas aux femmes de forger à leurs engagements fondamentaux », c'est-à-dire l'éducation des enfants.

Le décret rappelle le mot du Prophète : « Aucun peuple ne peut réussir s'il est dirigé par une femme ». Ce décret prend en quelque sorte « par surprise » les dirigeantes féministes koweïtiennes puisqu'elles se trouvent actuellement à Nairobi

pour assister à la conférence de l'ONU.

Au regard des règlements religieux très sévères de la région du Golfe, les Koweïtiennes ont vu leurs conditions de vie nettement s'améliorer depuis quelques années : trente d'entre elles sont médecins (sur cent quarante au total au Koweït). Certaines ont des postes importants dans les ministères de l'éducation, des affaires étrangères, de la santé et des affaires sociales. Elles ont laissé tomber le voile au début des années 60, conduisant leur voiture, et avec le modernisme du pays du Golfe une image moderne. Il y a neuf ans, le Parlement avait envisagé d'interdire aux femmes les emplois de bureau. Mais de grandes manifestations l'avaient fait reculer.

Le décret de la Commission des interprétations coraniques et de la législation doit être ratifié par le Parlement. En fait, il a déjà force de loi. Le Parlement avait débattu récemment du vote des femmes, sans trouver de solution. Le ministre de la justice avait été chargé du dossier, et, avec le ministre des affaires islamiques, il avait demandé à la Commission islamique de publier une fatwa, un décret religieux.

« Les Koweïtiennes ne se laisseront pas abattre », a déclaré un député, qui a préféré garder l'anonymat. Cette fois, ce ne sera pas une bataille contre les politiciens mais une bataille bien plus importante contre l'autorité religieuse qui se prétend invincible ».

AMÉRIQUES

Canada

La succession de M. Lévesque à la présidence du Parti québécois

Une femme ministre et un indépendantiste pur et dur

De notre correspondant

Montréal. — En annonçant lundi 22 juillet sa candidature à la succession de M. René Lévesque, M^{me} Pauline Marois, ministre de la main-d'œuvre et de la sécurité du revenu depuis 1983, chargée récemment du portefeuille de la condition féminine, est devenue la première femme à briguer la présidence d'un grand parti politique québécois.

Figure relativement nouvelle sur la scène politique du Québec, puisqu'elle est députée depuis quatre ans seulement, M^{me} Marois avait manifesté ses intentions peu de temps après que M. Lévesque eut annoncé le 20 juin dernier sa décision de démissionner de la présidence du Parti québécois (PQ) et, par conséquent, de son poste de premier ministre de la province. Des considérations d'ordre familial ont toutefois retardé son entrée en lice : M^{me} Marois, trentesix ans, a donné naissance le 6 juillet à son quatrième enfant.

Un sondage, publié quelques jours après son uoconement, a sans doute renforcé sa détermination. Invitées à désigner le meilleur candidat péquiste susceptible de battre M. Robert Bourassa, chef du Parti libéral d'opposition, 29 % des personnes interrogées se sont prononcées en sa faveur, contre 31 % en faveur de M. Pierre-Marc Johnson, ministre de la justice et des affaires intergouvernementales, et 22 % pour M. Bernard Landry, ministre des relations internationales, les deux autres candidats officiellement déclarés.

Le grand nombre d'indécis (56 %) et la relative égalité de chances données à chacun s'expliquent en partie par le fait qu'aucun des « aspirants » n'a énoncé de programme précis à ce stade de la cam-

pagne, qui se terminera le 29 septembre prochain. Ainsi, tous trois ont déclaré qu'ils acceptaient la décision adoptée lors du congrès mouvement de janvier dernier — de rayer provisoirement le thème de la souveraineté du programme du PQ en vue des prochaines élections législatives, sans indiquer clairement quelle importance ils accordaient ultérieurement à cette question-clé.

Le « beau risque » fédéraliste

Pour M^{me} Marois, qui au plus fort de la crise du PQ avait opté pour le clan des orthodoxes avant de se rallier à M. Lévesque et à la majorité du congrès, la souveraineté du Québec est « un choix personnel et une orientation du cœur ». M. Johnson, un des plus fervents partisans du « beau risque » fédéraliste tenté par M. Lévesque après l'élection à Ottawa du conservateur Brian Mulroney, s'est contenté d'affirmer qu'elle constituait « un élément essentiel du programme du PQ ».

M. Landry a, quant à lui, promis de « promouvoir la souveraineté, notamment lors des prochaines négociations sur l'adhésion du Québec à la Constitution canadienne ».

Jugeant ces positions trop timorées, un avocat québécois, M. Guy Bertrand, comptait entrer en lice ce mardi pour représenter le courant « pur et dur » des indépendantistes, opposés au virage fédéraliste de leur parti. Le dernier candidat potentiel, M. Jean Garon, ministre de l'agriculture depuis l'arrivée au pouvoir du PQ en 1976, s'est accordé un délai de réflexion jusqu'au 29 juillet.

(Interim.)

Bolivie

Le « triomphe » en peau de chagrin du général Banzer

De notre envoyée spéciale

La Paz. — Au fil des jours, le « triomphe » du général Hugo Banzer aux élections du 14 juillet se rétrécit comme une peau de chagrin. Lundi 15 juillet, l'Action démocratique nationaliste (ADN), le parti de l'ancien dictateur, annonçait un net avantage de deux cent mille voix sur environ deux millions d'électeurs, soit 10 points de plus que le candidat de centre droit du Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR), M. Victor Paz Estenssoro.

Ces premiers chiffres avaient pour source la « chaîne tricolore », un pool d'informations entre une radio, un quotidien et une chaîne de télévision proches du général Banzer. En fait, ces résultats reflétaient le vote des grandes villes et particulièrement celui de la capitale, où le candidat de l'ADN partait grand favori.

Progressivement, le dépeuplement du vote paysan a permis à M. Paz Estenssoro de remonter la pente. Le journal catholique *Presencia* a publié, en début de semaine, des résultats officiels portant sur un million trois cent quarante mille votes. L'avantage du général Banzer n'est plus que de vingt-quatre mille voix, soit 1,71 %. Les trois cent cinquante mille bulletins de vote qui restent à dépouiller seraient en majorité « Paz estenssoristes », car ils proviennent des zones rurales. Dans la capitale, le grand nombre de votes contestés risquent de retarder la publication des résultats de plusieurs semaines. Mais le président de centre gauche, M. Hernán Siles Zuazo, a annoncé sa décision de remettre le pouvoir le 6 août, comme prévu, même si le résultat définitif des élections n'est pas encore connu.

Comme aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue des suffrages, c'est le Congrès, désigné au cours de cette même consultation, qui devra élire le futur chef de l'Etat, à la majorité absolue, entre le

2 et le 4 août, pour que la cérémonie de passation des pouvoirs ait lieu le 6. Ces dates ne pouvant être retournées, le président Siles laissera sans doute provisoirement le pouvoir entre les mains de la Cour suprême.

Le fait de se retirer discrètement par une porte dérobée ne peut que séduire le président Siles : transmettre le pouvoir à l'ancien dictateur Hugo Banzer lui serait aussi pénible qu'introduire son ancien compagnon de la révolution du 9 avril 1952, M. Victor Paz Estenssoro, devenu frère-ennemi à partir de 1964.

Au Congrès, le MNR peut compter sur l'appui de toutes les formations « nationalistes », formations que la COB, la puissante centrale syndicale, vient d'ailleurs d'exhorter à faire bloc contre la dictature. Le Mouvement de la gauche révolutionnaire, le MIR de M. Jaime Paz Zamora, la troisième force issue des élections, devrait être le « grand électeur » du Congrès, qui départagera l'ADN et le MNR. Le MIR était tenté de voter pour le général Banzer, mais ce parti est dangereux et risque d'entraîner la troisième division du parti en moins d'un an. En effet, plusieurs dirigeants du MIR ne sont pas prêts à oublier les « crimes banzeristes » dont ils ont fait les frais pendant le septennat 1971-1978.

L'élection au Congrès s'annonce orageuse. L'ADN a déjà revendiqué le pouvoir, le MIR sent que le vent lui est favorable, et le MIR joue avec le feu. Fort heureusement, les militaires se tiennent à l'écart de la mêlée : « Nous sommes prêts à intervenir, explique un des chefs de l'armée, mais nous ne le ferons qu'à la demande explicite des civils. En ce moment, un putsch pourrait déboucher sur une révolution sanglante, comme en 1952, mais une révolution à rebours... »

NICOLE BONNET.

DIPE

L'Europe

11 NOVEMBRE

OMME ET VILLES

Levroult

السنة الأولى

PROCHE-ORIENT

Jordanie

Le quart de la population vit hors du royaume

Correspondance

Amman. — Pour la première fois, quelque six cents émigrés jordaniens viennent de tenir un congrès à Amman, du 20 au 23 juillet. Les participants à cette « première conférence des Jordaniens expatriés », organisée par le ministère jordanien du travail, sont venus d'une trentaine de pays pour représenter leurs compatriotes dispersés dans le monde.

Actuellement, trois cent vingt-cinq mille Jordaniens travaillent dans d'autres pays que le leur, dont 85 % dans les Etats arabes pétroliers du Golfe. Avec leurs familles, ce sont en tout huit cent mille Jordaniens — le quart de la population — qui vivent hors du royaume hashémite. Certains depuis dix, quinze, vingt ans, parfois plus. Ces expatriés, en majorité d'origine palestinienne, ont tous gardé de multiples liens familiaux ou autres avec la Jordanie (et la Cisjordanie). D'un niveau d'éducation et de qualification élevé, ils sont enseignants, médecins, avocats, journalistes, ingénieurs, entrepreneurs, hommes d'affaires, etc. Dans les pays du Golfe, ils sont aussi dans l'administration, l'armée, la police et jusque dans l'entourage immédiat des émirats.

Cette exportation de cerveaux est devenue l'une des principales « industries » jordaniennes et la première source de devises du royaume. Les revenus, rapatriés par les émigrés — environ 1 milliard de dollars par les voies officielles et sans doute autant par les circuits parallèles — représentent le quart du PNB du pays.

On comprend donc le souci des dirigeants jordaniens de resserrer les liens avec ces expatriés et de leur prêter une oreille plus attentive. Le congrès d'Amman a ainsi été l'occasion pour les participants d'exposer leurs doléances — vis-à-vis, par exemple, des tracasseries administratives auxquelles ils sont confrontés lors du renouvellement de leur passeport ou de leur retour en Jordanie. Ils ont également largement évoqué leurs difficultés dans les pays d'accueil — en fait, essen-

tiellement dans les Etats du Golfe, où, entre autres problèmes, les écoles publiques et les universités sont fermées à leurs enfants et où ils ne bénéficient d'aucune protection sociale.

En dehors d'une intervention du ministre jordanien des affaires étrangères, M. Masri (qui a justifié la politique d'Amman, du rétablissement des relations diplomatiques jordan-égyptiennes à l'accord jordan-palestinien du 11 février), les représentants du gouvernement se sont surtout étendus sur les possibilités offertes par le royaume hashémite dans le domaine économique.

Confrontés depuis trois ans à des difficultés financières dues, notamment, à la diminution de l'aide arabe (Amman vient de conclure un nouvel emprunt de 215 millions de dollars sur le marché international), les dirigeants souhaitent de toute évidence convaincre les expatriés de participer plus activement par leurs investissements au développement du pays. C'était l'un des objectifs du congrès d'Amman.

Mais il y avait également en toile de fond de ce rassemblement une autre préoccupation : la perspective d'un retour définitif en Jordanie de nombreux émigrés au cours des prochaines années en raison des difficultés économiques des pays du Golfe et des politiques de plus en plus restrictives de ces derniers vis-à-vis du recours à une main-d'œuvre étrangère. L'Arabie saoudite envisagerait ainsi de se « débarrasser » de quelque six cent mille étrangers dans les cinq ans à venir. Une mesure qui ne manquera pas d'affecter les expatriés jordaniens.

La question de l'absorption des émigrés qui seront obligés de rentrer n'a pu être évoquée que superficiellement au congrès d'Amman, mais M. Khaled Al Haj Hassan, ministre jordanien du travail, nous a déclaré que l'un des principaux objectifs du prochain plan de développement sera précisément de s'attaquer à ce problème.

EMMANUEL JARRY.

Afghanistan

Une centaine d'officiers prisonniers de la résistance auraient été tués par l'armée

Islamabad (Reuter). — Des hélicoptères de l'armée afghane ont bombardé une base de la résistance dans la vallée du Panchir, tuant cent trente et un officiers qui allaient être échangés contre des moudjahidins, a annoncé lundi 22 juillet le parti Jamiat-I-Islami basé à Peshawar.

Un porte-parole de l'organisation a cité une lettre du commandant Massoud, affirmant que l'attaque s'est déroulée le 6 juillet, plus d'une semaine après que ses hommes eurent accepté d'échanger les officiers contre des

résistants détenus par les autorités gouvernementales.

La déclaration de Jamiat a été diffusée seulement quelques heures après que Kaboul eut annoncé qu'il avait détruit, le 14 juillet, une des bases du parti dans le Panchir, au cours de ce qui ressemble à une contre-offensive d'un commando contre de violents assauts rebelles dans la vallée. Selon des diplomates occidentaux, des attaques de résistants, la semaine dernière, dans la vallée au nord de Kaboul, se sont transformées en une offensive

majeure qui pourrait déclencher une contre-attaque soviétique de grande envergure.

Le Jamiat a déclaré que, parmi les prisonniers tués, se trouvaient cent vingt officiers et onze membres d'une délégation de haut rang de Kaboul qui visitait le poste militaire de Puzghur au moment où les rebelles l'ont investi, à la mi-juin. Des dizaines d'hélicoptères ont pris d'assaut la prison clandestine, cherchant apparemment à délivrer les prisonniers, malgré un accord conclu le 26 juin sur leur échange, n'indiquant le porte-parole.

Face au Comité des droits de l'homme, « indulgence » de Kaboul

De notre correspondant

commission permanente de l'Afghanistan auprès de l'ONU, a présenté au Comité des droits de l'homme, qui siège actuellement au Palais des Nations. Cet organe des Nations unies se réunit annuellement pour examiner, pays après pays, les rapports des gouvernements qui ont adhéré au pacte international relatif aux droits civils et politiques ; composé de dix-huit juristes appartenant à des pays à régimes divers, il est présidé par M. Giulio Prado Valerio (Equateur), et la France y est représentée par M. Roger Erra.

Les membres du comité sont loin d'avoir souscrit sans réagir à la lec-

ture du rapport de Kaboul, non plus qu'aux déclarations faites à l'occasion de sa présentation par M. Kherad. L'un d'eux, M. Nejib Bouziri (Tunisie) a été jusqu'à juger qu'il y avait là « un tissu de mensonges et un instrument de propagande puisqu'il n'existe aucun lien entre le rapport et la réalité en Afghanistan ». La plupart se sont reportés à un autre rapport, établi à la demande du secrétaire général de l'ONU par un ancien membre du Comité des droits de l'homme, le professeur Felix Ermacora (Autriche), concluant à un « déni flagrant des droits de l'homme ». Pres d'une centaine de questions précises ont été posées par des

membres du comité au représentant afghan à la suite de son exposé.

En voici quelques-unes : le principe de l'habes corpus est-il respecté ? Qui nomme les juges et comment leur indépendance est-elle assurée ? Quelles dispositions garantissent l'impartialité des tribunaux ? Quelle est la durée maximale de la détention provisoire ? Comment la présence des forces étrangères est-elle compatible avec le principe de l'autodétermination ? Comment s'assure-t-on que ces dernières respectent le pacte relatif aux droits civils et politiques ? Enfin celle-ci, qui n'est peut-être naïve qu'en apparence : est-ce que la KHAD (police secrète) qui compte quelque vingt mille membres est contrôlée par un organe démocratique ?

« En Afghanistan, tout traitement inhumain, dégradant ou cruel est interdit », répond la délégation afghane. M. Kherad a, en outre, accusé les Etats-Unis et leurs complices de miner les bases démocratiques de l'Afghanistan en soutenant des activités subversives » ayant revêtu « une telle ampleur » que son pays s'était « vu obligé de solliciter l'aide de l'Union soviétique afin de sauvegarder son intégrité et sa souveraineté [contre] des mercenaires et des bandits contre-révolutionnaires (...) introduits illégalement en Afghanistan ». Ce qui n'empêche pas son gouvernement de témoigner à ces « bandits » son « indulgence et sa clémence ».

L. V.

DIPLOMATIE

L'Europe prépare un nouveau traité d'union

(Suite de la première page.)

Ce travail de réforme porte sur quatre points : l'amélioration du processus de décision ; le renforcement des pouvoirs du Parlement européen ; celui des pouvoirs de gestion de la Commission ; l'extension des domaines relevant de la compétence de la Communauté. Sur plusieurs de ces questions les plus militants des « révisionnistes » sont loin d'avoir tous le même point de vue. C'est vrai pour ce qui touche aux pouvoirs de l'Assemblée ; ce l'est aussi des amendements à apporter à la manière dont le conseil des ministres prend ses décisions.

Le jeu de la France

Ainsi, les Belges, convaincus d'être les seuls détenteurs de la vérité européenne — ce qui ne les empêche pas d'être dans tous les états à chaque passage du général Abrahamson à Bruxelles — refusent de parler, même pour en limiter la portée, du compromis de Luxembourg. C'est là, semblent-ils penser, on acte impie. Ceux qui, pour le malheur collectif de l'Europe, y ont souscrit voici vingt ans, peuvent certes y renoncer, mais on ne saurait en délibérer.

La conférence peut-elle du moins permettre de trouver un compromis entre les thèses des maximalistes et celles des réalistes ? M. Jacques Delors, le président de la Commission, avait suggéré, à Miln,

d'approuver les amendements pragmatiques proposés par les Britanniques, en se contentant d'y ajouter la modification de deux articles du traité de Rome, avec comme objectif proclamé de faciliter l'adoption des décisions devant conduire à la création d'un « grand marché » intérieur européen. La proposition de la Commission était, de surcroît, rédigée de manière à donner des satisfactions au Parlement, en l'associant de façon effective aux décisions concernant la mise en place de ce « grand marché » ; cette orientation ne semblait pas dépourvue de bon sens.

Cependant, la tonalité de guerre de religion prise par le débat, rend incertaine l'adoption des propositions britanniques. Une adoption qui permettrait pourtant, et tout de suite, de prendre les décisions beaucoup plus vite à Bruxelles et à Luxembourg. Au conseil européen de Milan, M. Papandréou a expliqué qu'il s'y refusait parce qu'on lui imposait la conférence intergouvernementale dont il ne voulait pas. Rien n'indique que les Grecs aient changé d'avis. Mais il n'est pas certain que cette obstruction soit la seule. L'adoption et la mise en œuvre des mesures pragmatiques préconisées par Londres pourraient, en effet, faire vite apparaître que la modification des traités est inutile ; perspective que redoutent les maximalistes.

Quel rôle joue exactement la France dans ce drôle de jeu ? C'est apparemment une question dont, seul, le président de la République détient la réponse. Dans ce débat institutionnel, depuis plus d'un an, la position française est ambiguë. Peut-on plaider pour le pragmatisme, pour la solidarité de fait, lorsqu'il s'agit d'Eurêka et de la coopération technologique, puis afficher sa sympathie — à Strasbourg, devant le Parlement européen, au conseil européen de Fontainebleau ; avec plus de retenue, à Milan — aux fervents d'un « bond en avant » institutionnel ?

PHILIPPE LEMAITRE.

L'HOMME ET LES VILLES

MICHEL RAGON

7000 ans d'architecture, de philosophie, de politique et d'aventure
20 x 28 cm - 250 p. - 250 F. - 220 F.

Berger-Levrault
UN GRAND NOM DE FRANCE

EUROPE

Portugal

Le « procès Otelo » est reporté au 7 octobre

Lisbonne (AFP). — Le procès de l'organisation d'extrême gauche portugaise FP-25 (Forces populaires du 25 avril), qui s'était ouvert lundi 22 juillet au tribunal de Monsanto, près de Lisbonne, a été ajourné au 7 octobre prochain, a annoncé le juge Adelino Salgado, qui présidait le tribunal.

Le juge a pris cette décision en raison de l'absence d'un accusé important, M. Jose Rosa Barrada, trente-quatre ans, qui a été victime d'un attentat vendredi dernier près de son domicile. Cet accusé est l'un des trois « repentis » qui ont aidé les enquêteurs durant l'instruction. D'autres complications ont également surgi. De nombreux témoins — ils sont plus de cinq cents — ne se sont pas présentés lundi.

D'autre part, les défenseurs des accusés les plus connus, MM. Otelo de Carvalho et Mouta Liz, contestaient la composition du tribunal.

Roumanie

Un geste envers Washington

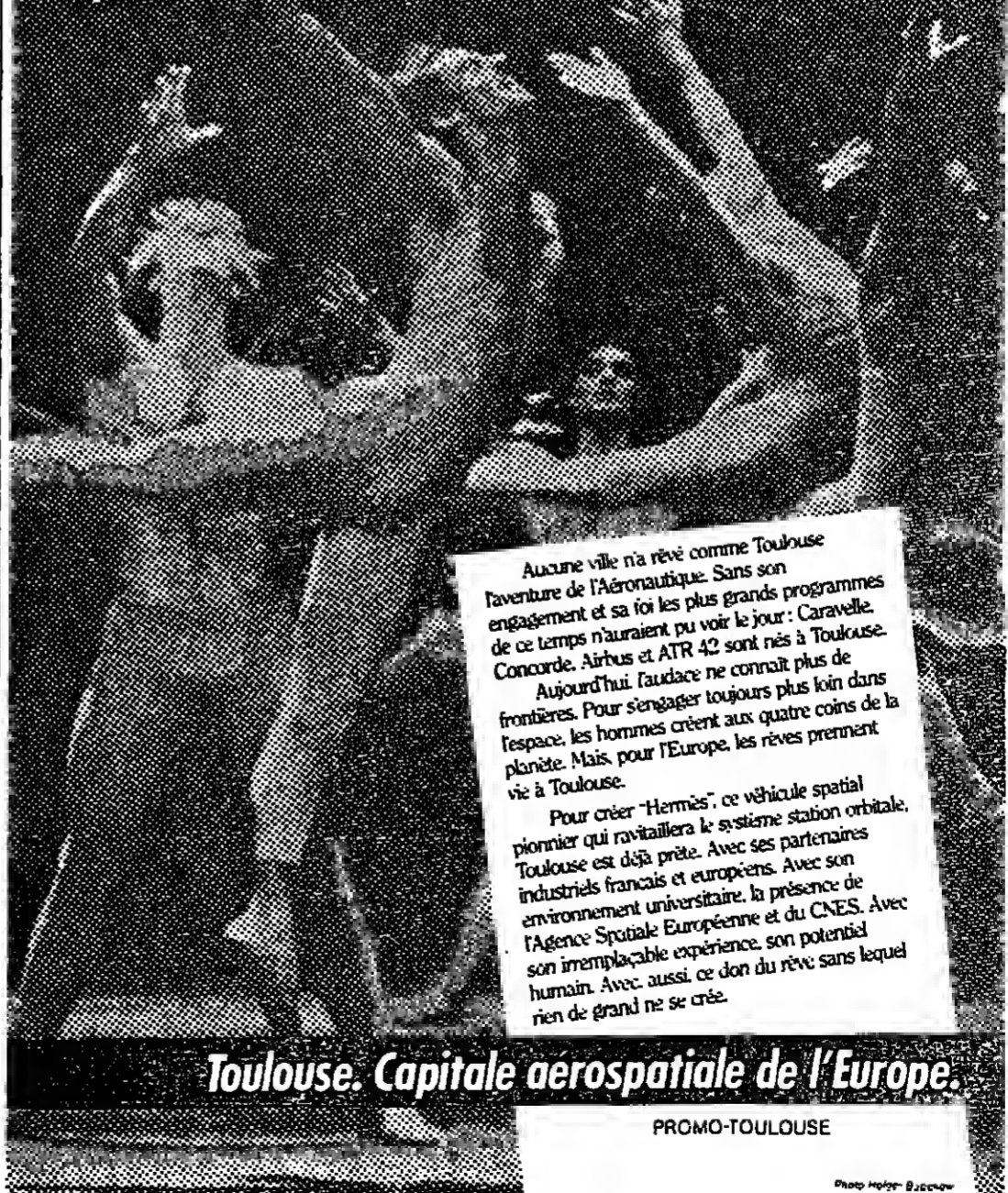
LE PÈRE GEORGHE CALCIU ET L'ÉCRIVAIN DORIN TUDORAN SONT AUTORISÉS À ÉMIGRER

Les autorités roumaines ont accepté de laisser émigrer à l'étranger deux contestataires connus, le prêtre orthodoxe George Calciu et l'écrivain Dorin Tudoran, a annoncé, lundi 22 juillet à Washington, le sénateur Robert Dole, leader de la majorité républicaine au Sénat. Le sénateur Dole, qui avait évoqué avec des responsables roumains le cas de ces deux personnes, n'a été informé récemment par l'ambassadeur de Roumanie à Washington qu'elles seraient autorisées à quitter leur pays pour les Etats-Unis.

M. Dorin Tudoran, mis dans l'impossibilité de publier depuis plusieurs années, avait adressé l'an dernier au chef du parti et de l'Etat, M. Ceausescu, une lettre dans laquelle il revendiquait son « droit à l'émigration » — et avait appuyé au mois d'avril dernier sa demande par une grève de la faim. Le Père Calciu, libéré en août 1984, a passé au total vingt années de sa vie en prison, et avait fait savoir récemment que, soumis à une surveillance constante, il souhaitait lui aussi émigrer.

Les autorisations accordées au prêtre et à l'écrivain apparaissent comme l'un de ces « gestes » que consentent périodiquement les autorités de Bucarest à la demande de Washington. Les Etats-Unis disposent d'un moyen de pression très efficace avec le renouvellement, chaque année au début de l'été, de la clause de la nation la plus favorisée en matière d'échanges commerciaux.

TOULOUSE. LA VILLE QUI CRÉE.



Aucune ville n'a rêvé comme Toulouse l'aventure de l'aéronautique. Sans son engagement et sa foi les plus grands programmes de ce temps n'auraient pu voir le jour : Caravelle, Concorde, Airbus et ATR 42 sont nés à Toulouse. Aujourd'hui, l'audace ne connaît plus de frontières. Pour s'engager toujours plus loin dans l'espace, les hommes créent aux quatre coins de la planète. Mais, pour l'Europe, les rêves prennent vie à Toulouse.

Pour créer «Hermès», ce véhicule spatial pionnier qui ravitallera le système station orbitale, Toulouse est déjà prête. Avec ses partenaires industriels français et européens. Avec son environnement universitaire. La présence de l'Agence Spatiale Européenne et du CNES. Avec son inimitable expérience, son potentiel humain. Avec aussi, ce don du rêve sans lequel rien de grand ne se crée.

Toulouse. Capitale aérospatiale de l'Europe.

PROMO-TOULOUSE

politique

LA REPRISE DU DÉBAT PARLEMENTAIRE SUR LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Le Sénat veut empêcher le gouvernement de favoriser une indépendance rampante

Le Sénat a pris son temps, avant de commencer à examiner, mardi après-midi 23 juillet, le projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie adopté en première lecture, le 4 juin, par l'Assemblée nationale, mais la délégation envoyée par sa commission des lois dans le territoire du 2 au 10 juillet a fait du travail. Les conclusions du rapport de M. Etienne Dailly ont le mérite de ne pas verser dans les simplismes trop répandus.

La logique qui inspire les modifications que le rapporteur de la commission des lois propose d'apporter au plan gouvernemental procède de l'argumentation soutenue par les conservateurs locaux et épuise essentiellement les préoccupations des anti-indépendantistes, majoritaires jusqu'à présent dans le territoire.

Il résulte de cette approche certaines approximations. La thèse selon laquelle le mouvement indépendantiste se réduirait à une « minorité d'agitateurs » ne résiste guère à l'analyse de l'évolution politique du territoire. A l'époque où le Front de libération nationale lésiste socialiste (FLNKS) existait pas encore, et où les pressions des séparatistes les plus extrémistes ne se traduisaient pas par les tentatives totalitaires que dénonce la commission sénatoriale, les convictions indépendantistes s'exprimaient déjà librement et de façon majoritaire, dans les régions de Nouvelle-Calédonie à prédominance mélanésienne. Ce n'est pas le FLNKS qui a engendré le mouvement d'émancipation canaque ; il l'a contrôlé et exploité.

De même, il est pour le moins abusif de laisser entendre que la politique conduite depuis le printemps de 1981 dans le territoire est directement responsable des violences de ces derniers mois. Ecrire que « pour la première fois, la Nouvelle-Calédonie, qui abritait une société pacifique, a été secouée par la peur, le chaos des morts et vécu dans l'angoisse du lendemain », c'est faire bon marché du passé de cette terre des antipodes, dont l'histoire, depuis le début de sa colonisation, n'a été, au contraire, marquée en permanence par des affrontements sanglants entre Canaques et Blancs, les révoltes de 1878 et 1917 n'ayant constitué que les points culminants d'une tension chronique.

Il s'en reste pas moins que la mission du Sénat, venue constater sur place l'ampleur du « glâcis » fait preuve de sagesse en évitant de jeter de l'huile sur le feu. Sa modération, exprimée par la voix de M. Dailly, contraste, au demeurant, avec les prises de position adoptées jusqu'ici par les témoins de l'opposition et leurs représentants locaux.

Contrairement, par exemple, à M. Jacques Chirac, qui déclarait le 5 mai : « La nouvelle majorité abrogera dès 1986 les mesures prises aujourd'hui », la commission des lois estime que le plan de régionalisation mis au point par le gouvernement mérite d'être appliqué et qu'il convient de voir fonctionner le nouveau système institutionnel préconisé avant, éventuellement, de le sanctionner. Contrairement aussi à l'avis du président du gouvernement

territorial, M. Dick Ukeiwé (RPR), qui appartient à la majorité sénatoriale, la commission préfère retarder l'adoption de la loi sur l'autodétermination — jusqu'en 1988 pour éviter toute précipitation et laisser à chacun le temps d'apprécier correctement la valeur d'un statut qui pourrait — pourquoi pas ? — être moins transitoire que prévu. M. Dailly ne reprend pas non plus à son compte le contre-projet élaboré par M. Ukeiwé. Finalement, le projet plan de la commission des lois ne tire que plus de force de ces prises de distance.

Une manœuvre politique

Car le Sénat ne va pas, pour autant, jusqu'à faciliter l'entreprise du gouvernement. Bien au contraire, ses amendements visent sur le fond, à enrayer l'opération de contournement esquissée par M. Edgar Pisani après l'échec de son plan dans sa version initiale. Le Sénat ne veut surtout pas que le découpage de la Nouvelle-Calédonie en quatre régions, dotées chacune d'un pouvoir exécutif, enclenche un processus d'indépendance rampante sur lequel personne ne pourrait sérieusement revenir. Il fera tout pour empêcher que ce processus ne devienne irréversible. Alors que M. Pisani a insisté, en sens inverse, pour convaincre les indépendantistes de participer aux prochaines élections régionales, qui devraient assurer leur prééminence politique sur deux, au moins, des quatre régions. D'où l'opposition cohérente de la commission des lois au rétablissement de la tutelle de l'Etat et au recours aux ordonnances qui permettra, en effet,

un représentant de l'Etat de mener le jeu à sa guise. D'où son refus de maintenir au futur « congrès », qui réunira l'ensemble des conseillers régionaux, les compétences actuelles de l'Assemblée territoriale actuelle. Alors que la démarche de M. Pisani tend, à l'inverse, à transférer la plupart de ces compétences aux conseils de région pour réduire le poids politique dudit congrès.

C'est également pour éviter que le fief de la communauté calédoise — Nouméa — ne se retrouve à la merci des indépendantistes que la majorité sénatoriale renforce les limites du découpage régional prévu par le gouvernement. En incluant dans la région de Nouméa les communes de Thio et de Yaté, la commission des lois assure le maintien de l'approvisionnement du chef-lieu en minerai de nickel et en eau. Elle se livre par la même occasion à une manœuvre politique puisque, par cette renouveau, elle donne pratiquement deux élus de plus à la communauté d'origine européenne et deux de moins aux mélanésiens. C'est de bonne guerre.

Il est dommage, en revanche, que les sénateurs n'aient pas approfondi leurs réflexions sur l'avenir du territoire à long terme et s'en tiennent à l'alternative rituelle — l'indépendance ou le maintien dans la République — alors que le cas particulier de la Nouvelle-Calédonie, et l'absence de précédent de l'histoire européenne, ont conduit à l'adoption d'un statut original et à l'absence d'un traitement original si l'on veut enfin espérer sortir des errements du passé.

ALAIN ROLLAT.

Les nouvelles directives foncières : accélérer la redistribution des terres aux Mélanésiens

De notre correspondant

Nouméa. — Parmi les bouleversements institutionnels que va connaître la Nouvelle-Calédonie, le problème foncier est celui auquel le gouvernement central a porté le plus d'attention. En spécialiste des questions agricoles, M. Edgar Pisani y voit l'occasion d'exercer son esprit novateur, tandis que les experts dont il s'est entouré tentent de résoudre en quelques semaines des questions sur lesquelles travaillent depuis plusieurs années des fonctionnaires envoyés à Nouméa.

Si ces derniers sont encore en proie à de nombreuses interrogations, les collaborateurs du ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie sont animés par une confiance sans faille. L'un d'eux vient de se livrer à une semaine d'intenses consultations sur place. Pour M. Michel Castaignes, les dispositions de l'ordonnance foncière de 1982 « ne seront pas substantiellement modifiées ». L'Etat reconnaît néanmoins les effets juridiques des revendications de terres, et des titres de propriétés détenus par des Européens. Et M. Castaignes d'ajouter : « Nous nous inscrivons dans cette logique. Selon lui, par rapport à l'ordonnance foncière de 1982, il faudra apporter une plus grande précision juridique et définir l'opposabilité des droits de chacun des tiers ». On est loin des modifications en profondeur promises par M. Pisani au début de l'année.

Les nouvelles directives resteront fondées sur l'appropriation de la terre par l'Etat et la redistribution aux Mélanésiens. C'est précisément

ce que fait l'Office foncier de Nouvelle-Calédonie depuis sa création en 1982.

Mais l'ordonnance foncière de 1985 entend se placer dans la perspective d'indépendance-association. Cela implique donc une intensification du processus allant vers une réappropriation quasi complète du foncier rural aux Mélanésiens, ceux-ci louant aux Européens des terres qui auront été rachetées par l'Office foncier. Les termes des baux — et l'obligation faite aux Mélanésiens de louer la terre aux Européens — étant garantis par l'Etat français.

Nombre de propriétaires terriens qui seront concernés par ce système s'interrogent : « Qui nous garantira le respect du contrat en cas d'indépendance ? ». A cette question, l'entourage de M. Pisani oppose l'obligatoire concept d'association dans l'indépendance, qui permettra une pérennité des accords antérieurs.

Autre interrogation soulevée par une intensification de la politique foncière : la réappropriation de la terre par les Mélanésiens. Là, on se heurte au problème difficile de la coutume dont les rouages complexes varient selon les régions.

Les experts du ministère de la Nouvelle-Calédonie n'hésitent pas à s'appuyer sur l'idée de propriété coutumière, obstacle sur lequel l'Office foncier bute depuis plusieurs années. Car les règles de la propriété foncière privée en milieu canaque sont pratiquement inconnues et, en tout cas, non codifiées. Ainsi, les agents de l'Office foncier restent-ils prudents en estimant que la réappropriation et le partage des terres rétrocedées aux Mélanésiens doit se faire « à la carte » et qu'il est pour le moins hasardeux d'espérer appliquer un système rigide.

Le problème est d'autant plus complexe que, de même qu'il n'existe pas de cadastre canaque, il n'existe pas de cadastre mélanésien, et il y a eu à plus de mille ans de cela sur le territoire — qui sont originaires de la terre sur laquelle ils vivent.

« L'erreur de Pisani »

Mais l'idée maîtresse de cette réforme foncière consiste à inscrire dans la perspective d'un développement économique rural. Superposer une telle volonté sur une difficile réforme est une gageure. Pour les fonctionnaires de l'Office foncier, cela revient à confondre la réforme foncière et la réforme agricole. Les conclusions du rapport 1984 de l'Office foncier sont sans ambiguïté : « Assurer aux agriculteurs un revenu satisfaisant nécessite l'intensification de l'exploitation et, concurrentement, un fort endettement. Dans le contexte actuel, en l'absence d'une politique de vente dynamique, estime le rapport, n'est-ce pas à nouveau favoriser la concentration de la propriété, dont les conséquences ont été amères pour de nombreuses familles calédoniennes ? Est-il alors prudent de vouloir briser l'organisation vivrière des tribus pour un projet productiviste incertain ? »

Certains experts de l'Office foncier, installés en Nouvelle-Calédonie depuis plusieurs années, sont encore plus sévères : « C'est toute l'erreur de Pisani, dit l'un d'eux. Le développement agricole n'est pas un problème de structure foncière. On croit qu'en modifiant les structures, on va lancer une production, mais cela suppose [de la part des Mélanésiens] un besoin des revenus de cette production. Or les Canaques ne ressentent en rien participer à l'entreprise elle-même. A l'évidence, la réponse est négative. »

La France peut-elle envisager de se lancer un jour dans l'aventure, seule ou plutôt associée pour les recherches spatiales avec ses principaux partenaires de la Communauté européenne ? Sans doute la question est-elle aujourd'hui largement prématurée. En tout cas, le projet Euréka ne constitue pas la réponse appropriée.

A. P.

M. Chirac : l'Europe doit se joindre aux Etats-Unis dans la « guerre des étoiles »

Avant de quitter Paris pour Washington, où il participera à la conférence de l'Union démocratique internationale, qui regroupent vingt-cinq chefs de partis conservateurs et libéraux, M. Jacques Chirac a reçu, mardi 23 juillet, à l'Hôtel de Ville des journalistes américains accrédités en France.

Il a notamment souligné que les Etats européens « se concertent afin de se joindre au projet américain d'initiative de défense stratégique » (« guerre des étoiles »). Le président du RPR a estimé que la position prise par M. Mitterrand à l'égard de ce projet lors du dernier sommet de Bonn était « très négative et très excessive ».

Il considère que les Etats-Unis doivent continuer la mise au point de leur système antimissile basé dans l'espace pour éviter d'être dépassés par les Soviétiques, qui travaillent déjà sur un projet similaire. Pour lui, M. Mitterrand, en rejetant le projet de « guerre des étoiles », « tente d'imiter, sans y parvenir, le général de Gaulle et sa doctrine de sanctuaire national ».

Le maire de Paris trouve également que le projet Euréka de coopération technologique européenne, essentiellement civil, n'apporte aucune réponse au plan américain.

Par ailleurs, évoquant les problèmes économiques, M. Chirac s'est déclaré d'accord avec la décision de M. Mitterrand de ne pas engager de nouvelles négociations sur les tarifs commerciaux internationaux. Selon lui, les pourparlers doivent se tenir avant tout entre la Communauté européenne et les Etats-Unis, au-delà des divergences

européennes sur les problèmes agricoles.

La prise de position de M. Chirac, à la veille de son départ pour les Etats-Unis, où il doit notamment rencontrer le président Reagan, correspond aux propos presque identiques qu'il tenait sur ce sujet au cours du « Grand Jury RTL-Le Monde » du 5 mai dernier. Il jugeait alors l'attitude de M. Mitterrand « inutilement agressive », dans le sillage « de se donner je ne sais quelle image gaullienne, mais ce n'est pas à sa mesure », et il souhaitait « que la solidarité des pays occidentaux face à l'Union soviétique, qui est renforcée ». Il ajoutait : « Si nous avons des observations — et Dieu sait que nous en avons — à formuler à l'égard de l'initiative américaine de défense, ce n'est pas dans le spectacle de ce sommet des sept qu'il fallait les faire valoir. C'est beaucoup plus dans le cadre des contacts solitaires, fraternels, au sein de l'alliance atlantique que nous devons les exprimer. »

Objections

Devant les journalistes américains, lundi, M. Chirac n'a pas développé les objections qu'il formulait à l'égard de l'IDS. Celles-ci avaient été d'ailleurs soulignées par M. Maurice Couve de Murville, député de Paris, à la tribune de l'Assemblée nationale lorsqu'il avait dit le 11 juin dernier : « Il n'existe aucune raison pour nous d'être associés au projet dans les conditions proposées par Washington, c'est-à-dire pour approuver les principes des principes encore inconnus d'une nouvelle stratégie, et pour fournir éventuellement quelques services rémunérés qui ne nous feraient en rien participer à l'entreprise elle-même. A l'évidence, la réponse est négative. »

La France peut-elle envisager de se lancer un jour dans l'aventure, seule ou plutôt associée pour les recherches spatiales avec ses principaux partenaires de la Communauté européenne ? Sans doute la question est-elle aujourd'hui largement prématurée. En tout cas, le projet Euréka ne constitue pas la réponse appropriée.

La doctrine officielle du RPR en la matière a été fixée dans un document conçu par M. François Fillon, député de la Sarthe et délégué national aux problèmes de défense. Ce texte, publié le mois dernier (le Monde du 26 juin), indique notamment qu'« il ne faut pas interdire à nos industriels de participer à l'initiative de défense stratégique américaine ». Le document affirmait aussi que la stratégie française de dissuasion nucléaire « n'était pas remise en cause par l'initiative de défense stratégique du président Reagan », mais il déplorait « qu'aucun programme stratégique nouveau n'ait été décidé par la France depuis quatre ans ».

A. P.

Les cinq priorités des sénateurs

Les propositions de la commission des lois du Sénat, exposées dans le rapport de M. Etienne Dailly (gauche démocratique, Seine-et-Marne), fixent cinq priorités :

1) ELIMINER TOUT CE QUI RISQUE DE COMPROMETTRE LE SORT ULTIME DU TERRITOIRE. — « Le choix sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie ne doit pas être un choix imposé. Les électeurs doivent être confrontés, le moment venu, à un véritable scrutin d'autodétermination, ouvrant deux choix clairs : l'indépendance ou le maintien dans la République française, avec un statut renouvelé (...). » « Notre propre expérience historique, ajoute la commission, est suffisamment éclairante pour savoir ce qu'il convient de penser des prétendus accords d'association avant l'indépendance : que l'on songe aux accords d'Evian ou aux dispositions qui ont accompagné l'indépendance des Nouvelles-Hébrides.

L'indépendance-association est donc bien un leurre. Elle suppose le préalable de l'indépendance. En revanche, elle ne garantit nullement l'association. Il est donc impossible de demander aux habitants de la Calédonie française de se prononcer pour quelque chose qui n'existe pas et de leur promettre que leurs droits seront sauvegardés, même pris en compte, si l'indépendance venait à être proclamée (...). »

Le référendum retardé ?

« Il est nécessaire d'autre part, souligne le rapport, que le choix n'intervienne qu'en pleine connaissance de cause, c'est-à-dire qu'après qu'il aura été possible de juger véritablement de la réussite ou de l'échec de l'expérience régionale. »

La commission propose donc d'accorder un délai supplémentaire d'une année avant l'organisation du scrutin d'autodétermination. (celui-ci aurait lieu au plus tard fin 1988, au lieu de fin 1987).

2) MAINTENIR L'UNITÉ DU TERRITOIRE. — La commission des lois du Sénat modifie le projet de découpage de la Nouvelle-Calédonie en quatre régions, tel qu'il a été retenu par le gouvernement. Tout en conservant l'existence de quatre régions, elle propose, « afin de ne pas isoler Nouméa », d'enlever quatre communes à la région du Centre délimitée par le gouvernement et de les rattacher à la région de Nouméa. La commission évoque « des raisons économiques, des raisons de facilités de communication et des raisons cou-

turelles ». Elle modifie, en conséquence, la répartition des sièges attribués à chacune de ces deux régions. La région du Centre aurait deux élus en moins (sept au lieu de neuf), tandis que celle de Nouméa en aurait deux de plus (vingt au lieu de dix-huit).

La sincérité du scrutin

3) ASSURER LA LIBERTÉ ET LA SINCÉRITÉ DU SCRUTIN. — La commission « ne souhaite pas, comme certains le préconisent, supprimer le vote en tribu, car cela constituerait une mesure de défiance inacceptable à l'égard de nos compatriotes mélanésiens ». Elle souhaite simplement que le nombre des bureaux de vote « puisse être révisé par le haut-commissaire, s'il le juge utile ». En outre, elle demande que chaque bureau de vote soit « placé sous la présidence d'un magistrat de l'ordre judiciaire ». « Pendant le vote, ajoute la commission, il convient de prendre des modalités particulières qui soient adaptées aux circonstances locales. Afin d'interdire toute possibilité de contrôle ultérieur, donc toutes représailles, il est nécessaire d'assurer une destruction de tous les bulletins non utilisés. »

En ce qui concerne le vote des réfugiés, la commission propose d'ouvrir quatre centres de vote à Nouméa pour les électeurs des régions du Nord, du Centre et des Iles Loyauté et, en ce qui concerne la région du Sud, des communes autres que celles de Nouméa. Ces centres de vote seraient « dotés de listes électorales spéciales ». « Leur résultat, indique-t-elle, sera brassé, comme l'ensemble des bulletins, au niveau de chaque région. » En ce qui concerne le dépouillement, la commission se rallie à la position de l'Assemblée nationale qui a retenu d'organiser le dépouillement du scrutin au chef-lieu de chaque région.

4) FACILITER LE REDEMARRAGE DE L'ECONOMIE. — Selon la commission, « la première condition à ce redémarrage est la non-prorogation de l'état d'urgence ». « Cette mesure, souligne-t-elle, s'est avérée sans effet pratique véritable sur l'ordre public, mais comme ayant des conséquences véritablement catastrophiques, notamment sur le tourisme, en raison de la signification que les visiteurs anglo-saxons de la Nouvelle-Calédonie attachent à la notion anglaise de ce terme. »

5) NE PAS DÉLÉGUER LES POUVOIRS DU PARLEMENT : REFUSER LES ORDON-

NANCES. — La commission « ne peut pas accepter d'habiller le gouvernement à légiférer par voie d'ordonnances sur des problèmes aussi délicats dont l'enjeu est le maintien dans la France ou l'indépendance d'un territoire de la République. Elle ne refusera, pour autant, ni de donner les moyens de maintenir l'ordre public, ni de procéder aux réformes économiques et sociales nécessaires, ni, bien entendu, d'harmoniser certaines dispositions du statut Lemoine avec celles de la précédente loi. »

La commission « entend néanmoins que toutes ces mesures soient soumises au Parlement ». « Le Sénat, ajoute-t-elle, ne refusera jamais de venir siéger à tout moment pour en délibérer. » La commission justifie également son refus en soulignant que « le domaine de l'habilitation (prévu dans le projet de loi) est si vaste que le gouvernement pourrait, par voie d'ordonnances et hors le contrôle de quiconque, prendre toute une série de mesures tendant à rendre l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie inéluctable puisque telle demeure sa politique. »

« Il y a là, conclut-elle sur ce point, une divergence de philosophie fondamentale et qui n'incite pas au blanc-seing : le gouvernement veut conduire la Nouvelle-Calédonie vers l'indépendance, tandis que la commission des lois du Sénat veut la conduire à choisir — mais, ce jour-là, en toute liberté — si elle entend demeurer dans la République ou accéder à l'indépendance. »

M. Delanoë : quatre jours sur sept dans le Vaucluse...

De notre correspondant

Avignon. — M. Bertrand Delanoë, membre du secrétariat national du Parti socialiste, député du Lot, a été élu président du comité directeur du PS pour conduire la liste du parti aux élections législatives dans le Vaucluse, et contesté par certains militants locaux, est descendu sur le terrain où il s'est déclaré confiant sur l'attitude que lui réserveront les socialistes de ce département.

« Je vis désormais quatre jours par semaine dans le Vaucluse, un département où j'ai des attaches familiales et où j'ai noué des liens solides avec des socialistes, dont M. Jean Gerçin, le président du conseil général », a-t-il déclaré, lundi 22 juillet. Interrogé sur les problèmes liés à son parachutage, M. Delanoë a rétorqué au mot : « Dans une dizaine de cas, on peut parler de parachutage, mais pas dans le

mien. Je suis un extérieur qui se soumet au vote des militants. »

A propos des réactions hostiles du député socialiste M. André Borel et de M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat, il a affirmé : « Leur rivalité demeure. Ils ne sont finalement d'accord que contre moi. Je n'ai été désigné que parce qu'il y avait un différend entre socialistes vauclusiens pour le titre de liste. Jean Gatel, dans ce département, n'est pas incontesté. S'il avait seses son autorité, il n'y aurait pas eu d'apport extérieur. »

M. Delanoë a ajouté qu'il vit désormais dans le Vaucluse, quelle que soit la tournure prise par les événements. Mais il juge prématuré d'évoquer la perspective des municipales de 1989 à Avignon.

JEAN SIGNOUD.

société

Les Français et la procréation artificielle

Des diplodocus culturels ?

Plus on est jeune, de formation technique ou supérieure, à gauche et sans religion, plus on se sent à l'aise dans les réalisations. Et les promesses de la procréation médicale assistée (PMA). C'est ce qui ressort, semble-t-il, de l'enquête SOFRES du Monde et de France-Inter.

L'interprétation semble couler de source. Les jeunes, les techniciens, les hommes de gauche, ceux qui sont affranchis des tabous religieux et autres, s'avancent sans complexe sur les chemins d'un avenir prometteur... que les autres abordent évidemment à reculons. La formulation des questions n'induit-elle pas déjà quelque peu les réponses ? Interrogé sur « les progrès de la médecine », on ne peut que s'en réjouir : qui dit progrès dit, étymologiquement, marche en avant ; il faut être vraiment réactionnaire pour y voir une régression.

Pourtant, la réalité est moins transparente que les mots. Pourquoi 63 % des gens sont-ils pour les nouvelles techniques quand il s'agit des autres, alors que 41 % seulement seraient prêts à y recourir pour eux-mêmes ? Persistance d'une inconsciente réaction archaïque ?

Ne serait-ce pas plutôt parce que beaucoup de gens perçoivent qu'on atteint ici une limite ? La limite que, paradoxalement, nous impose notre puissance neuve. C'est loin d'être évident, et c'est pourquoi il ne la formulons pas clairement.

Les possibilités ouvertes par le PMA sont considérables. Comment ne pas comprendre la joie des couples, désespérés par leur stérilité, qui se reprennent à espérer ?

Mais la logique du désir, alimentée par les progrès techniques, se met en route. Ce qui, hier, était accepté comme une fatalité devient insupportable puisque, heureusement, la technique nous arrache à la fatalité. On peut désormais remédier à certaines stérilités par une aide technique au sein du couple ; puis, en cas de besoin, par le don

par Mgr JACQUES JULIEN (*)

du sperme d'un autre que le mari ou par le don d'un ovocyte d'une autre femme. La spirale du désir est jusqu'au-boutiste. La spirale technique aussi. Quand les deux se conjuguent, qu'est-ce qui pourrait nous arrêter ?

Partant d'un simple et à combien légitime désir, on aboutit à une illusoïre toute-puissance. Un enfant si je veux et comme je veux, à tout prix ; pas d'enfant si je ne veux pas, à aucun prix ; la vie si je veux, comme je veux... La mort aussi, d'ailleurs. Parce qu'on veut et qu'on peut, qu'est-ce qui pourrait nous arrêter ? (1).

La question du sans, tout simplement. La question de l'homme. Car le désir en lui-même ne peut pas justifier n'importe quoi. La technique non plus et les deux, désir et technique conjoints, pas davantage. Des questions proprement humaines se posent en effet. Autant on peut comprendre chaque cas particulier, autant on peut et on doit s'interroger sur ce qui arrivera si le modèle se déplace dans l'espace et dans le temps. Que vont devenir les enfants de l'AD (insémination artificielle avec donneur), à qui il faut cacher le vérité, absolument (52 % des réponses), ou au moins relativement (25 %) ? Que vont devenir ces couples « habités » par un tiers ?

Notre liberté n'est pas souveraine

Curieusement, c'est notre puissance qui appelle sa propre limitation. L'efficacité de nos techniques, relayée par le désir, impose une auto-limitation volontaire, humaine, éthique, ici comme ailleurs.

C'est un des problèmes majeurs de l'homme moderne, enivré par sa puissance. Nous avons les moyens de faire une bombe nucléaire.

(*) Archevêque coadjuteur de Rennes, président de la commission familiale de l'épiscopat français.

avens-nous la droit de la construire : est-ce bon, sage, conforme au vrai bien de notre pays et du monde, en un mot, est-ce moral ?

Mais la question éthique est incontournable. Au stade de la puissance décapée qui est le nôtre, si nous ne le dominons pas, c'est elle qui nous dominera. Nous sommes en passe de devenir des diplodocus culturels, une puissance musculaire énorme, mal gouvernée par une petite tête. Les diplodocus n'ont pas survécu. La parabole est à méditer.

Il faut une singulière liberté pour oser contester les logiques dominantes du moment. Il faut ici que la métaphysique relâche, ou du moins délie, l'approche éthique. « Nous allons apprendre à changer l'homme avant de savoir ce que c'est que l'homme », écrivait Jean Rostand voilà vingt ans déjà. Nous y sommes. Nous changeons la vie, la mort, l'amour, l'homme, sans savoir ce qu'est la vie, ce qu'est la mort, l'amour, l'homme. Hier, on pouvait faire l'économie de ces questions, du moins on le pensait. On les laissait à ceux qui offraient le luxe de philosopher. Il fallait vivre d'abord. Mais aujourd'hui, c'est la vie, précisément, qui pose ces questions.

Elles ne sont pas sans implication religieuse, spirituelle. Une fois de plus, fasciné par sa puissance, l'homme se sent poussé à nier sa limite et à jouer les demi-dieux aux frontières de la vie et de la mort. Sa grandeur est de dominer le monde et lui-même. Mais la condition paradoxale de cette domination, c'est la reconnaissance de sa limite et le respect de sa vérité d'homme, créature éternelle à procréation, mais non point créateur. Notre liberté n'est pas souveraine. Nier cette vérité, c'est s'aventurer sur des chemins de mort. La respecter, c'est prendre le chemin de la vie.

(1) Vie et Mort sur commande, déclaration de la commission familiale de l'épiscopat, novembre 1984.

Dix mille enfants

par les professeurs
GEORGES DAVID
et JACQUES LANSAC (*)

Les psychologues sont là alors pour les aider à réfléchir devant ce problème douloureux, et choisis entre l'insémination, l'adoption, la stérilité définitive. Les couples pourront participer à des réunions pour mûrir leur projet. Certains abandonnent, d'autres persévèrent. Le délai d'un an, souvent imposé à cause du nombre de demandes, est psychologiquement nécessaire à bien des couples pour vivre cette décision.

Gardiens de la fécondité

Le cœur a ses raisons... et, dans ce domaine plus qu'en tout autre, c'est le devoir des médecins de s'en préoccuper. L'enquête de la SOFRES nous donne la aussi raison, puisque 74 % des gens interrogés estiment que ces techniques sont faites pour aider les couples stériles, mariés ou non. On notera aussi que l'opinion publique est réticente à l'acceptation des couples homosexuels, que nous avons toujours refusés en tenant compte du rôle nécessaire d'un père et d'une mère dans le développement psychologique des enfants. Nous avons également refusé les femmes célibataires pour le même raison, le désir d'enfant sans père nous paraissant poser un problème pour l'éducation de l'enfant. Il ne s'agit pas là d'un problème de stérilité mais d'un choix personnel dans lequel le médecin n'a rien à voir.

Il nous semble en effet difficile et contestable, à l'heure où on discute le pouvoir médical, de donner aux médecins en matière de procréation un tel pouvoir sur la femme. Il faut de toute façon être deux pour faire un enfant, une femme et un homme. Pourquoi choisir le médecin, qui apporterait par sa technique le spermatozoïde d'un homme « non père » ? Est-ce un nouvel espace de liberté ou une aliénation de la toute-puissance technique ?

Reste le problème des femmes veuves, pour lequel l'opinion publique est plus partagée, et nous le comprenons bien. Dans notre société

où la mort est occultée, avec l'insémination post-mortem elle est curieusement niée, l'enfant renaissant des cendres de son père.

Les parents du défunt voient leur fils mort « renaître » dans l'enfant que va porter leur bru. A-t-on pensé aux problèmes psychologiques d'un enfant né dans ce contexte ? On objectera que bien des enfants ont perdu leur père avant leur naissance, mais est-il nécessaire, comme l'a écrit le professeur Kourpnick dans ces colonnes, de créer des « enfants thérapeutiques » ?

Les médecins des CECOS ont refusé l'enfant post-mortem. Nous pensons n'être que les gardiens de la fécondité d'un homme : la décision de procréer ne peut être prise que par le dépositaire présent et conscient, car il y a parfois une certaine distance entre le désir de préserver ses possibilités de féconder et celui de décider de procréer. Parmi ceux qui lisent ces lignes, 90 % sont féconds. Ont-ils pour autant le désir d'avoir un enfant aujourd'hui ? L'auront-ils demain, surtout s'ils ont un cancer ou subissent une chimiothérapie ?

Faut-il légiférer sur ces nouveaux moyens de procréer ? 9 % seulement des gens interrogés pensent que c'est au Parlement d'en décider. 35 % pensent que c'est aux médecins, au cas par cas, et 28 % que c'est à des Comités d'éthique pluridisciplinaires d'en débiter.

Là encore, on voit que nos concitoyens font confiance aux médecins puisqu'ils participent très largement aux décisions des comités d'éthique. Cette confiance nous honore et justifie notre action.

(*) Fédération française des CECOS.

● La lutte contre le SIDA aux Etats-Unis. — Inquiet des dimensions prises par l'épidémie de SIDA (11 737 cas au 15 juillet 1985), le gouvernement américain a annoncé, le 15 juillet, une augmentation de 50 % des crédits destinés à la recherche sur cette maladie. M^{me} Margaret Heckler, secrétaire à la santé, a indiqué que le gouvernement américain souhaitait consacrer 40,7 millions de dollars supplémentaires sur le budget 1986.

L'émergence d'une nouvelle morale

« Notre génération connaît la plus grande révolution de l'histoire de l'humanité : celle de la maîtrise de la vie qui bouleverse chaque jour davantage d'habitudes, tandis que le citoyen n'en a pas encore pris conscience. » Les enseignements du sondage de la SOFRES confirment cette opinion du docteur Jean Cohen et montrent, s'il en était besoin, que l'on a tendance à babiller d'oripeaux technologiques ou médicaux des comportements controversés qui ne doivent au « progrès scientifique » que de les avoir légitimés, ou aseptisés.

L'intervention du médecin est aussi difficile à justifier dans l'insémination artificielle qui existe depuis un siècle (ni la mère ni le donneur de sperme ne sont stériles) que dans le cas des « mères porteuses » (auxquelles on recourt depuis deux mille ans). Il est permis de se demander, comme le fait le professeur René Frydman, si le médecin n'est pas uniquement dans ces cas un « gardien de la pudeur » dont le rôle essentiel est d'« aseptiser la relation sexuelle ».

La mystique génétique en question

Ce tabou de l'adultère et les interdits que fait enlever l'Eglise catholique reposent essentiellement sur un concept de parenté « biologique », sur une mystique génétique qui fonde depuis le début de la chrétienté la morale familiale. Concepts et mystiques qui sont loin d'être universels dans le temps et dans l'espace. La Bible elle-même donne des exemples de « mères por-

teuses » qui concurent pour Sataf et Rachel, femmes stériles d'Abraham et de Jacob, et les sociétés primitives utilisent encore aujourd'hui un système de filiation sociale qui ne recourt nullement au lien de parenté biologique.

Le droit civil familial tel qu'il fut modifié en 1972 par M. Jean Foyer s'appuie entièrement en France sur cette « mystique génétique » et sur ce concept de « parenté biologique ». D'où le désarroi juridique devant ceux qui naissent « officiellement » ou « médicalement » par dons de sperme ou mères porteuses...

La « médicalisation » n'est, à vrai dire, nécessaire, et donc légitime, que pour la congélation du sperme et l'insémination post mortem après le décès d'un conjoint. Le droit civil français se trouve en pleine contradiction avec ses propres fondements lorsqu'il nie une paternité post mortem dont la filiation biologique est pourtant évidente.

Lorsqu'ils attribuent aux médecins une place prééminente dans la définition des règles applicables aux « nouveaux modes de procréation », les Français manifestent à nouveau leur refus d'admettre que le médecin n'a qu'un rôle, pour le moins accessoire, dans la nouvelle morale de la reproduction. Celle-ci émerge, peu à peu, sous nos yeux et s'est traduite, successivement, par une dissolution de la sexualité et de la procréation, grâce à la contraception, par une séparation de la naissance et de ses sources : la génétique et la maternité, tenues pour essentielles selon la morale chrétienne.

Le désir de « médicaliser », et donc d'aseptiser ce qui relève de la

morale sociale (l'adultère par don de sperme ou par prêt d'utérus), conduit à occulter le seul champ de réflexion réellement nouveau, réellement inspiré par une révolution scientifique et qui soulève d'immenses interrogations éthiques : il s'agit des possibilités qu'offre la technique des fécondations en éprouvette de provoquer en laboratoire l'émergence d'embryons humains, de suivre leur développement, de conduire sur eux toutes les expériences et les manipulations génétiques possibles, et de les offrir à ceux qu'obsède le désir d'enfant...

La vérité biologique ne peut inspirer une échelle de valeurs, pas plus que la rationalité scientifique ne peut fonder une morale des comportements. Les médecins ne peuvent donc assumer seuls la définition des règles auxquelles devront obéir l'avenir les manipulations de la procréation humaine, et cela en dépit du désir évident que manifeste la population de leur laisser ce rôle et de leur laisser aussi la responsabilité de l'eugénisme ambiant.

Qu'on le perçoive ou non, une nouvelle morale de la reproduction se forme sous nos yeux qui porte à la mystique génétique et au concept de parenté biologique les coups les plus insidieux. Elle impliquera nécessairement une évolution de la loi civile et du droit familial et patrimonial.

Les esprits ne paraissent pas encore préparés à cette rupture culturelle, pas plus qu'ils n'étaient préparés à la révolution mondiale familiale et démographique que signifièrent, il y a quarante ans, la découverte de la contraception, tenue, elle aussi, à l'époque, pour un simple « progrès de la médecine ».

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

TOULOUSE. LA VILLE QUI DONNE DES AILES

Lattécère, Newtontine, Daurat, Mermoz, ont pris leur élan vers les airs à Toulouse... Depuis les plus grands programmes aéronautiques de notre temps ont pris leur envol à Toulouse. Aucune autre ville en France, ni en Europe, n'a donné un tel souffle à l'aventure aéronautique. Et pour chacun des grands partenaires européens qui se rencontrent sur les grands projets spatiaux, le cœur de l'Europe est à Toulouse.

Pour « Hermès » - véhicule spatial qui assurera les liaisons et le ravitaillement de la station orbitale européenne - Toulouse ouvre à nouveau tout grand ses ailes. Avec son équipement industriel, son environnement universitaire, son irremplaçable expérience. Avec l'Agence Spatiale Européenne, et le CNES. Avec une foi jamais démentie dans la grande aventure technologique et humaine de l'Espace.

Toulouse. Capitale aérospatiale de l'Europe.

PROMO-TOULOUSE

SOCIÉTÉ

Garges-lès-Gonesse perd sa brigade de gendarmerie

Le projet de caserne de gendarmerie prévue depuis quinze ans à Garges-lès-Gonesse (Val-d'Oise) vient d'être purement et simplement abandonné au profit de la ville voisine de Gonesse. La brigade, composée de sept hommes sera elle-même transférée à Gonesse, à qui sera confiée la responsabilité de Garges. La décision a été confirmée par M. Charles Hernu, ministre de la défense, à M. Henry Cukierman,

maire et conseiller général (PCF) de Garges-lès-Gonesse.

Le principe d'une caserne de gendarmerie à Garges-lès-Gonesse était acquis depuis longtemps, l'emplacement désigné et les crédits relatifs à l'acquisition des terrains inscrits au budget de 1983. La brigade est actuellement regroupée dans les locaux d'un immeuble HLM de la rue Charles-Grenier, et ses véhicules stationnés sur de simples parkings. Après une année de tergiversations, c'est sur un projet de casernement à Gonesse (ville dont le maire, M. Bernard Février, est un élu d'opposition nationale), et non plus à Garges, que les conseillers généraux ont eu à se prononcer le 12 juillet. Le projet approuvé par les groupes socialistes et communistes, mais refusé par le groupe communiste. Pour justifier ce changement, le ministre de la défense invoque la précarité des lieux qui accueillent actuellement la brigade, mais aussi le protocole d'accord signé avec le ministre de l'intérieur en octobre 1983 et définissant la répartition des zones de compétence entre police et gendarmerie. La sécurité de Garges-lès-Gonesse relève principalement de la police, tandis que celle du secteur de Gonesse, qui comprend sept communes, dépend pour moitié de la gendarmerie. D'où la nécessité d'une nouvelle caserne à Gonesse.

M. Cukierman reste peu sensible à cette série d'arguments. En effet, avec ses 40 185 habitants, Garges-lès-Gonesse est la ville la plus importante de la circonscription. Non seulement, elle ne compte pas de brigade de gendarmerie, mais elle ne possède pas non plus de commissariat; le seul poste de police existant à Garges est composé de fonctionnaires détachés du commissariat de Gonesse.

La décision du ministre de la défense est donc un coup dur pour le maire de Garges-lès-Gonesse, d'autant que sa ville connaît depuis toujours une importante délinquance. M. Cukierman a décidé d'en appeler au premier ministre.

Chef du maquis limousin

LE LIEUTENANT-COLONEL GUINGOUIN LANCE UN APPEL POUR UNE « NOUVELLE RÉSISTANCE »

Le lieutenant-colonel Georges Guingouin, compagnon de la Libération et chef du maquis limousin, a lancé, le 21 juillet, à Saint-Gilles-les-Forêts (Haute-Vienne), un appel pour une « nouvelle Résistance » au cours d'une cérémonie à la mémoire d'un groupe de résistants qui trouvèrent la mort, le 18 juillet 1944, dans un combat les opposant à la division Das Reich.

Le lieutenant-colonel Guingouin, qui vient d'engager une action en diffamation contre le directeur du *Crapouillot*, M. Jean-Claude Goudreau (le *Monde* du 9 juillet et daté 21-22 juillet), s'en est pris, dans son appel, aux « historiens qui se permettent de réviser l'histoire à leur convenance », et passent sous silence certains faits d'armes « aux conséquences incalculables ». Il a ajouté : « La paix revenue, non seulement sur leurs exploits tomba le voile de l'oubli, mais ceux qui avaient, pour leur part, manqué de courage, s'efforcèrent de les couvrir de boue et, en particulier, leur chef (...). »

Le lieutenant-colonel Guingouin a demandé que les ouvrages à la Résistance soient sanctionnés comme le sont, « par exemple, les injures à magistrats ».

JUSTICE

SEPT NATIONALISTES CORSES DEVANT LA COUR D'ASSISES DU RHONE

L'intime conviction de M. Robert Broussard

Lyon. — Au début de cette deuxième semaine d'audience du procès, devant la cour d'assises de Lyon, de sept nationalistes Corses, une chose est au moins certaine : les raisons de l'enlèvement et de la mort de Guy Orsoni, le 17 juin 1983 en Corse, n'ont pas été éclaircies au cours des débats. Certes, on n'enlève pas de la tête des accusés qui s'en furent, le 7 juin 1984, tuer dans leur cellule de la prison

d'Ajaccio Jean-Marc Leccia et Salvatore Sentini, impliqués dans cet enlèvement, qu'ils ont accompli une belle et nécessaire besogne et qu'ils ont ainsi pallié les insuffisances d'une justice tennue pour complaisante.

Cependant, aucun des éléments avancés par eux pour démontrer que l'affaire Orsoni fut l'accomplissement d'un machiavélique des-

sein politique visant le FLNC (Front de libération nationale de la Corse) ne saurait être tenu pour une preuve objective. En revanche, qu'ils aient pu les interpréter comme tels ne saurait faire de doute. En quelque sorte, ils ont à leur manière appliqué le principe de l'intime conviction, celui-là même qui commande, dans quelques jours, la décision qu'auront à prendre à leur sujet les jurés du Rhône.

cette remarque : « Personne ne contestera ce qu'il a pu être Contini ».

Après quoi, les accusés ont pu entendre parler d'eux par leurs amis. Ceux-ci ont expliqué la Corse, ses lois, ses rites. Ils ont dit que rien n'est plus insupportable, là-bas, que la privation de sépulture d'un parent et que, pour les amis de Guy Orsoni, il y avait une atteinte insupportable. « Ces hommes sont des justes », a proclamé l'un d'eux. « Je suis fier d'être leur ami, parce qu'ils ont rendu la justice », a ajouté un autre.

Main, pour M. Alain Metzger, partie civile, « ce sont là des affirmations bien hardies ». Il a fait cette remarque : « Vous voulez une justice, mais, en supprimant Contini et Leccia, n'avez-vous pas tout fait pour que l'affaire Orsoni n'ait jamais été évoquée en procès public ? Vous soutenez que la police et le juge d'instruction ont été complaisants envers les auteurs de l'enlèvement de votre ami. Pourtant, dix-neuf personnes ont été inculpées dans cette affaire, alors que pour l'assassinat du secrétaire général Pierre-Jean Massimi, que vous revendiquez, puisque vous êtes membres du FLNC, il n'y a jamais eu aucune inculpation, ce qui ne semble pas la vous réjouir ».

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

De notre envoyé spécial

commun. Mais nous avons bien précisé que cette version était rejetée expressément par la famille Orsoni et par ses amis. Il y avait donc deux thèses en présence, dont une politique. On nous avait annoncé de ce côté-là la révélation d'éléments de nature à la démontrer. Jamais rien n'est venu.

— Pourtant, lui dit-on, vous savez que c'était Jean-Marc Leccia et son frère Grégoire ?

— Oui, je savais qu'ils étaient fichés au grand banditisme, comme je savais aussi qu'il était Roger Orsoni, l'ancêtre de Guy. J'avais même participé personnellement, il y a quelques années, d'une arrestation à la suite d'un « braquage ».

Quant à la filature d'Andréani et d'Alfonsi, interrompue le 17 juin, jour de l'enlèvement, M. Broussard « regrette profondément cette interruption », mais, ajoute-t-il, « ce sont des choses qui arrivent couramment ».

— Il est quand même moins courant que les personnes surveillées en profitent pour commettre un crime, remarque M. Solacaro.

Les « histoires incroyables » du capitaine Barril

Ainsi n'a-t-on pas bougé d'un iota, même si la défense a pu rappeler que M. Broussard, à l'occasion d'un voyage de l'équipe de France de football, aurait bu le champagne avec Alfonsi et Leccia.

— Effectivement, a dit M. Broussard, il m'est arrivé de prendre un pot un soir avec une trentaine ou une quarantaine de jeunes, l'un de nos inspecteurs étant

le frère d'un des joueurs de football. Mais je doute fort qu'il y ait eu là Alfonsi et Leccia; je suis même sûr de l'avoir vu.

On lui a parlé aussi du capitaine Paul Barril, envoyé de l'Elysée et dont Alain Orsoni, frère de Guy, avait raconté, vendredi 19 juin, comment il avait été pressenti par ce militaire pour servir d'intermédiaire entre le président de la République et le FLNC. M. Broussard, visiblement, n'a pas apprécié cet épisode mené dans son dos : « J'ai vu en tout et pour tout deux fois le capitaine Barril. La première, c'était à l'occasion d'une prise d'otages de droits communs à Calvi. La seconde, c'était dans mon bureau à Ajaccio, un dimanche matin, où il est venu me raconter des histoires incroyables auxquelles je n'ai strictement rien compris. Par la suite, parce que je commençais à en avoir un peu marre de tout ce qui se racontait, j'ai fait demander à Paris, dans tous les ministères, qui était venu en Corse, au nom de qui et pour quoi faire. D'après les réponses fournies, personne n'est jamais venu pour quoi que ce soit ».

La défense avait d'autres témoins. L'un d'eux, M. Alberto Luigi, est un Sardo qui a connu Salvatore Contini pour avoir été enlevé par lui. Il a dit que ce Contini était un spécialiste du rapt à l'italienne avec demande de rançon. Il a brossé le portrait d'un homme cruel, « qui a terrorisé le nord de la Sardaigne pendant dix ans, faisant disparaître certaines de ses victimes en brûlant leur corps ou les faisant dévorer par des porcs ».

M. Pierre Truche, de son siège de procureur général, s'est contenté de

LE CARNET DU Monde

Noces d'argent

— Les amis de

Michel et Jeannine CIMENT

s'associent à leur joie à l'occasion de leur noces d'argent célébrées le 8 juillet 1985.

Décès

— M^{me} Marie-Claire Bernheim et ses enfants, M. et M^{me} Serge Bernheim et leurs enfants, M. et M^{me} Gérard Bernheim et leur fils,

ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

M^{me} Roger BERNHEIM, née Colette Demery,

surnuée le 22 juillet 1985.

L'inhumation aura lieu le mercredi 24 juillet, à 9 heures, au cimetière Sud du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Gérard Clin et M^{me}, née Claude Brun, M. Gérard Baumont et M^{me}, née Micheline Brun, M^{me} Danièle Brun, leurs enfants, petits-enfants et beaux-enfants,

ont la grande douleur de faire part du décès de

M^{me} Jeanne BRUN,

leur tante, grand-tante et arrière-grand-tante, surnuée à Paris le 8 juillet 1985.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, au cimetière alsacien de Wintzenheim, le 10 juillet.

Jeanne Brun était la dernière d'une famille de huit enfants, Lucien Brun, Rosa Brun, Léon Brun, Jules Brun, Max Brun et son épouse, Renée Brun, née Rottenbourg, Sarah Brun, Marcel Brun, qu'elle vient de rejoindre.

— M^{me} Nicole Lourier, MM. Jean et Serge Lourier, M. et M^{me} Bernard Lourier et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges LOURIER,

surnuée le 15 juillet 1985, à Villecon-sur-Seine (Yvelines).

Les obsèques à Médan (Yvelines) ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

« Les Renardières », 78670 Villecon-sur-Seine.

Décès

— Christian Maury, son épouse, Jacqueline Jones et Yves Robert, ses parents, Zélia et Pierre Maury, ses beaux-parents,

ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

Sarah MAURY.

Les obsèques auront lieu le 24 juillet 1985, à 16 heures, au cimetière communal de Saint-Ouen (93400).

— Nous apprenons le décès, surnuée le 18 juillet 1985 à Paris, de

M. Claude PETIT,

dont les obsèques seront célébrées le 25 juillet, à 8 h 30, en l'église Saint-François-Xavier à Paris, et l'inhumation à Versailles.

[M] le 9 octobre 1918 à Versailles, Claude Petit a été chargé, dès 1946, du service d'exploitation des recherches de guerre à la direction de la sûreté du gouvernement militaire de la zone française d'occupation en Allemagne. En 1956, il est chargé du service de liquidation des affaires allemandes et autrichiennes au ministère des affaires étrangères, avant d'entrer au ministère de la défense comme administrateur civil.

Entre 1961 et 1969, Claude Petit a appartenu au cabinet de M. Pierre Messmer, ministre des armées, où il est notamment chargé des questions relatives à l'organisation générale de la défense (statut des personnels et services militaires). Chargé de mission auprès du directeur des affaires administratives et juridiques au ministère de la défense, il sert, en 1977, comme chef de la direction de la recherche et de la formation permanente au ministère du travail. En 1979, il est nommé sous-directeur du personnel militaire à l'état-major de la marine nationale, poste qu'il occupe jusqu'en 1984 (année de sa retraite).

— Ses enfants, petits-enfants, Et les familles Ojalvo, Rakemazi et Faray,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Esther SARFATI, née Yalaky,

surnuée à Paris, le 21 juillet 1985.

L'inhumation aura lieu le mercredi 24 juillet.

Réunion à la porte principale du cimetière parisien de Pantin, à 14 h 30. 22, rue du Sergent-Bauchat, 75012 Paris.

Remerciements

Christine et Olivier CHIAVASSA,

très touchés par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de leur fille,

Marie,

expriment leurs sincères remerciements.

— Montpellier. Côte d'Ivoire. Gabon. Toulon.

M. et M^{me} Jean-Claude de Los Rios, les familles parentes et alliées, remercient très sincèrement tous ceux qui, par leur présence, leurs messages et envois de fleurs, se sont associés à leur peine lors des obsèques de

Alain de LOS RIOS.

Qu'ils soient assurés de notre reconnaissance pour toute la sympathie qu'ils nous ont témoignée.

— Dijon. Paris. Bourg-en-Bresse.

M^{me} Alix Meyer, Et toute sa famille,

remercient très sincèrement toutes les personnes qui, par leur présence, messages et envois de fleurs, ont pris part à leur peine lors du décès de

docteur Alix MEYER.

Messes anniversaires

— Le 21 juillet 1984,

Jacqueline RICKER, née Lomat,

nous quitte, elle avait cinquante-deux ans.

Les familles Lepage, Lomat et Rickert, parentes et amis, qui l'ont connue, estimée et aimée, de lui accorder une pensée, en soulant avec la messe qui sera célébrée le 28 juillet, à 10 h 30, en l'église de Villy (Yonne).

— Pour le huitième anniversaire du rappel à Dieu de

Jean SALUSSE,

maître des requêtes au Conseil d'Etat, directeur de la Caisse des monuments historiques, administrateur des Théâtres lyriques nationaux,

décédé tragiquement le 23 juillet 1977.

Une messe a été dite à son intention le 23 juillet 1985, dans sa paroisse, église Saint-Louis, à Hyères (Var).

Une prière sera dite à son intention à tous ceux qui l'ont connu et aimé et restent fidèles à son souvenir.

M. CHRISTIAN VIGOUROUX

DIRECTEUR DU CABINET

DE M. SCHWARTZENBERG

M. Christian Vigouroux, maître des requêtes au Conseil d'Etat, a été nommé directeur du cabinet de M. Roger-Gérard Schwarzenberg, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé des universités.

[Né le 29 septembre 1950, M. Christian Vigouroux est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration (1974-1976). Entré au Conseil d'Etat en 1976, il a été détaché, en 1981, au ministère de l'urbanisme, du logement et des transports, où il était directeur adjoint de l'urbanisme depuis avril 1983.]

D'autre part, ont été nommés au ministère de la jeunesse et des sports, directeur de cabinet : M. Dominique Bellina (né le 25 août 1948, il était auparavant chef de cabinet du ministre de la jeunesse et des sports); chef de cabinet : M. Guillaume de Chantal (né le 4 juillet 1953, il vient de la direction des relations économiques extérieures du ministère de l'économie, des finances et du budget).

Des mesures pour améliorer l'information des parents d'élèves

Le ministère de l'éducation nationale vient d'annoncer une série de mesures destinées à améliorer l'information des parents d'élèves et leur dialogue avec le milieu scolaire. Prévoyées dans une circulaire publiée au *Bulletin officiel* du 18 juillet, ces mesures font suite au renforcement de la participation des parents dans les organes de gestion des établissements (*le Monde* du 14 mai).

Des journées « portes ouvertes » devront être organisées dans les établissements, si possible, le jour de la rentrée et, au plus tard, dans la quinzaine qui suit. Elles porteront plus particulièrement sur l'école maternelle, les classes de cours préparatoire et de sixième et les premières années de lycée et de lycée d'enseignement professionnel.

L'accueil au cours préparatoire fera l'objet d'une attention particulière et tous les parents recevront un

Admissions aux agrégations

(Par ordre alphabétique)

Anglais

M^{me} et M^{me} Dany Albarodes (6^e ex.); Pascale Antonin (11^e); Jocelyne Azouani (80^e ex.); Juliette Barry (9^e ex.); Christine Baux (33^e ex.); Danièle Beaugrand (18^e); Nicolas Belanyi (43^e); Laurence Benarroche (54^e ex.); Catherine Elizabeth Benoit, née Coucouille (105^e ex.); Anne Berdovitch (39^e); Sylviane Beger (32^e ex.); Catherine Bernard (37^e ex.); Pauline Blanc, née Ruberry (64^e ex.); Jean-François Bourget (73^e ex.); Nathalie Buchet (14^e); Antoine Caze (22^e); Jean-Marc Chusseau (73^e ex.); Olivier Champeau (25^e); Jeanne Marie Charon, née Caron (87^e ex.); Claude Chastagnat (19^e ex.); Michèle Collins, née Granger (47^e); Thierry Corbet (79^e ex.); Christine Cotel (105^e ex.); Sylvie Coton (56^e ex.); Bernard De Giorgi (33^e ex.); Isabelle De Kisch (34^e); Amick Degrez, née Le Beller (87 ex.); Bernadette Delis (41^e); Catherine Deleuse (80 ex.); Anne Delon (105 ex.); Yannick Deschamps (77 ex.); Claude Demoulin (52^e ex.); Alison Doria, née Cielack (7^e ex.); François Duchamp (72^e); Bernard Ducloux (48^e ex.); Vincent Dupont (12^e ex.); Antoine Ertle (23^e ex.); Brigitte Félix (44^e); Jean-Patrick Feste (80^e ex.); Pascale Flament (101^e ex.); Ronald Flintham (26^e ex.); Thierry Folscher (94^e ex.); Rodolphe Fouy (67^e ex.); Philippe France (94^e ex.); Suzanne Frayese (35^e ex.); Marc

Fryd (26^e ex.); Anne Geaty (54^e ex.); Frédéric Gerandic (60^e ex.); Jean-Louis Giovannangeli (85^e ex.); Virginie Got (97^e ex.); Pascale Gouteroux, née Deprez (37^e ex.); Jennifer Granger, née Sachs (105^e ex.); Gabrielle Grillet, née O'Donoghue (60^e ex.); Jean-François Guay (16^e); Charyl Guigon (105^e ex.); Nicole Guillaume (87^e ex.); Dominique Guy, née Aspad (56^e ex.); Marie-Christine Hadley, née Peronnet (32^e); Isabelle Hilbert (23^e ex.); Martine Hommey, née Hommey (105^e ex.); Catherine Horellou (75^e ex.); Sylvain Jareau (87^e ex.); Sylvia Julia, née Amstutz (105^e ex.); Thierry Kakouridis (12^e ex.); Michèle Kallenbach (51^e); Chantal Lacourrière (19^e); Pascale Lahaye (33^e ex.); Wilfred Lamb (48^e ex.); Nudine Larrouquet (101^e ex.); Olivier Lamy (105^e ex.); Christian Lohard (37^e ex.); Guyonne Leduc (30^e ex.); Dominique Lescanne (67^e ex.); Philippe Lexpert (105^e ex.); Sylvie Lotz (67^e ex.); Christophe Louis (19^e ex.); François Luitaud (85^e ex.); Michelle Marechal (45^e); Danièle Manonni, née Martin (30^e ex.); Sophie Marzouk (56^e ex.); Christopher Martin (19^e ex.); Gay Mazouzi (67^e ex.); Laurent Miles (14^e); Judith Misrahi (77^e ex.); Anne Murnet (105^e ex.); Sylvie Ohlmann, née Pasco (44^e); Lucette Ollier (9^e ex.); Céline Perez (92^e ex.); Thomas Pilkington (64^e ex.); Linda Pillière, née Saoud (46^e); Pascal Pin (56^e ex.); Françoise Pouchot (29^e); Marie-Christine Prunieras (48^e ex.); Marc Quiniou (97^e ex.); Jacques Rabin (97^e ex.); Véronique Rancurel, née Lalanne (101^e ex.); Marie-Joëlle Ravit (80^e ex.); Virginia Ricard, née Cox (105^e ex.); Marie-Christine Rousseau, née Lesprit (64^e ex.); Helios Salinas (87^e ex.); Anne-Marie Samin (40^e); Alain Savet (94^e ex.); Sabine Simon (26^e ex.); Alexis Tadie (7^e ex.); Marie-Angèle Tani (42^e); Sylvie Toulemon (17^e); Christopher Tremayne (105^e ex.); Alexandra Van Zuylen (77^e ex.); Michel Vincent (60^e ex.); Eve-Marie Wagner (101^e ex.); M^{me} que Walby, née Anard (9^e ex.); Etienne Wanquet, née Williams (60^e ex.); Joëlle Weeks, née Le Four (80^e ex.); Christine Willmet de Rincquesen (6^e); Dairine Williams, née Nicholls (52^e ex.).

Des mesures pour améliorer l'information des parents d'élèves

dépliant d'information. De même, une fiche sur les nouvelles instances de concertation et les modalités des élections sera diffusée dans les premières semaines de la rentrée.

Enfin, le ministre souhaite que les centres de documentation et d'information (CDI) soient ouverts aux parents quelques jours par semaine pour y consulter la documentation sur le système éducatif, les formations, l'orientation, les métiers et « connaître les livres disponibles qui peuvent enrichir les lectures de leurs enfants ».

REJOINDRE L'ÉLITE

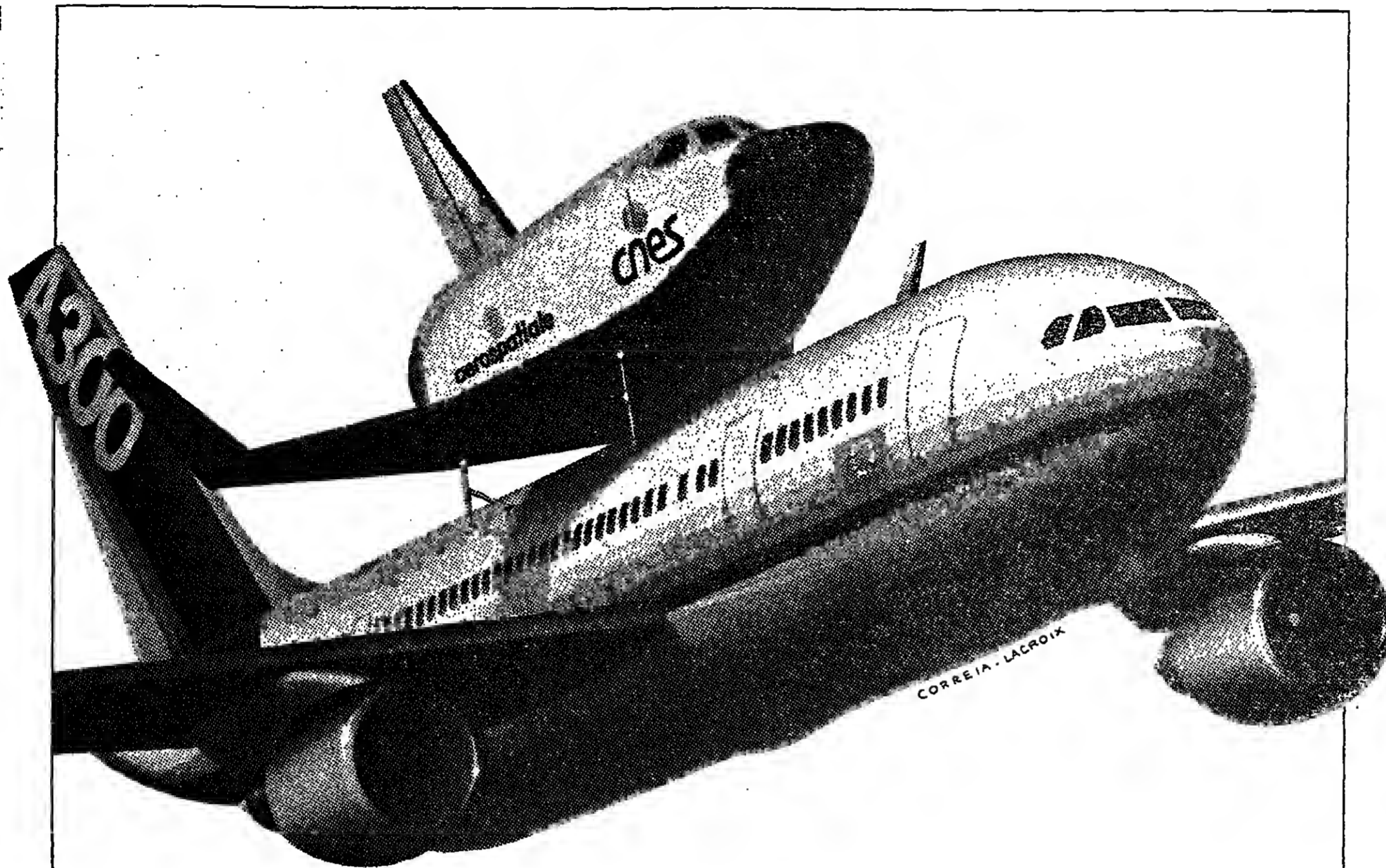
TOUTES PRÉPAS sciences-po

2 centres : Neuilly et Quartier latin

CEPES

57, rue Charles-Laffitte, 92 Neuilly - Tél. : 745.08.19

55 من الأصل



TOULOUSE.

Sur mesure

LA VILLE POUR HERMES.

Toulouse, berceau de l'aéronautique. Toulouse, ville de Caravelle, de Concorde, d'Airbus et d'ATR 42.

Toulouse, carrefour des plus grands "avionneurs" européens, point de rencontre, d'échanges et d'idées d'Aeritalia, d'Aérospatiale, de British Aerospace, de Casa, de Fokker, de Matra, de MBB et Thomson. Toulouse, point de lancement de grands programmes de satellites.

Toulouse, Centre de Recherche du CNES et de l'Agence Spatiale Européenne.

Toulouse, rêveuse, généreuse, gagnante. Toulouse, première ville de France et d'Europe à la dimension des projets les plus grands.

Toulouse est prête pour construire la navette qui ravitaillera les stations de l'espace.

Toulouse attend Hermès!

Toulouse. Capitale aérospatiale de l'Europe.

INFORMATIONS « SERVICES »

LE JEU DU MARDI A LA TRIBUNE

Des ennus techniques ont rendu incompréhensibles certains passages du discours suivant. Sauriez-vous retrouver parmi les solutions qui vous sont proposées les propos authentiques de l'orateur ?

Les vœux du président de la République

(...) Bien qu'à de nombreux signes on voit notre pays sortir peu à peu (1) ... je ne promets rien d'autre à (2) ... ou nous nous sommes engagés.

Ca qui a été fait dans ce sens l'a été grâce à (3) ... qui croient en (4) ... C'est encore grâce à vous que nous venons de battre ces derniers mois le record absolu de (5) ... Quel succès pour nos producteurs et nos exportateurs, et quel exemple pour nous tous !

Mais ne nous y trompons pas, nous avons devant nous deux (6) ... qu'il faut encore réduire, et ce n'est pas facile, pour (8) ... victorieusement la concurrence ; le deuxième, c'est le vieillissement d'une partie de (9) ... qu'il faut adopter au changement (10) ... des techniques, en formant femmes et hommes aux emplois qu'exigent ces techniques.

Et comme (11) ... attendre réaliser en (12) ... la nécessaire allègement des impôts et des charges, c'est ainsi à (13) ... que nous (14) ... l'activité économique, que nous créons des emplois (15) ... que nous révélerons le pouvoir d'écart des (16) ... at que nous ferons de la France (17) ...

A condition, évidemment, qu'une politique sociale de (18) ... inspire à accompagner la politique économique. Elles sont, (19) ... inséparables.

(...) Mes chers (20) ... voilà pour nous de (21) ... Sans oublier les autres : plus de (22) ... des (23) ... renouvelés à plus (24) ... dans nos familles.

En dépit de leurs divergences, je ne me lasserai jamais d'espérer - ni de vouloir - que les Français s'unissent quand il s'agit de (25) ...

(26) ... !

Vive la République ! Vive la France !

1. a) de la crise ; b) du tunnel ; c) du monisme.
2. a) renouveau économique ; b) redressement national ; c) rétablissement indispensable.
3. a) tout ; b) vous ; c) vous tous.
4. a) la gauche ; b) moi ; c) la France.
5. a) nos exportations militaires ; b) nos ventes de voitures ; c) nos ventes à l'étranger.
6. a) obstacles ; b) fautes ; c) combats.
7. a) le chômage ; b) le déficit extérieur ; c) l'inflation.
8. a) soutenir ; b) affronter ; c) relever.
9. a) notre appareil industriel ; b) nos institutions ; c) nos idées économiques.
10. a) permanent et coûteux ; b) constant et sophistiqué ; c) prodigieux et écoulé.
11. a) la gauche ; b) le pays ; c) l'Etat.
12. a) 1984 ; b) 1985 ; c) 1986.
13. a) pas autrement ; b) maintenant ; c) comme je l'entends.
14. a) relancerons ; b) soutiendrons ; c) galvaniserons.
15. a) nouveaux ; b) durables ; c) alternatifs.
16. a) cadres ; b) salariés ; c) travailleurs.
17. a) un grand pays moderne ; b) une grande puissance industrielle ; c) la mère des arts, des armes et des lois.
18. a) justice et d'efficacité ; b) solidarité et de dialogue ; c) mesure et d'équité.
19. a) à l'évidence ; b) qu'on le veuille ou non ; c) pour moi.
20. a) compatriotes ; b) amis ; c) compagnons.
21. a) beaux jours ; b) grandes thèses ; c) belles heures.
22. a) liberté ; b) justice ; c) sécurité.
23. a) institutions ; b) autoroutes ; c) banlieues.
24. a) de sérénité ; b) d'enfants ; c) de temps libre.
25. a) l'essentiel ; b) la France ; c) gagner.
26. a) je vous adresse mes meilleurs vœux ; b) Dieu vous bénisse ; c) bonne année à tous.

Solution dans notre prochain numéro

SOLUTION DU JEU DU LUNDI (Le Parrain)

« Bison épocentrique » était le totem de notre personnage chez les souas. Ses lettres sans verres étaient une allusion à l'une des photos de la campagne présidentielle de 1981 où il avait posé avec de simples montures. Quant à l'« histoire d'habitation », c'était plutôt de cohabitation qu'il s'agissait. Le parrain de Laurent était donc Jacques Chirac.

LÉGION D'HONNEUR

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Sont nommés chevaliers : MM. Caliste Brédère ; Victor Schollhammer ; Efflam Adam ; Eugène Allard ; Joseph Amiot ; Cécile André ; Raymond Anquet ; Maurice Arnaud ; Charles Aronold ; Paul Arondelle ; Louis Arribet ; Jean Arrouy ; Emile Aubry ; Henri Audemard ; Emile Augereau ; Joseph Aussilous ; Emile Aulin ; Fernand Aymard ; Jean-Baptiste Baccarat ; Victor Bailly ; Martin Barbier ; Justin Barbut ; Cyprien Barthes ; Dominique Bastien ; François Bathu ; Antoine Battistelli ; Eugène Baudé ; Victor Bellinguer ; Léon Ben Attar ; Jacques Beney ; Georges Bénézech ; Emile Bergey ; Pierre Bezias ; Raymond Bizard ; Marcel Bidault ; Georges Blanc ; Jean-Baptiste Blanchard ; Berthe Bonnet ; André Boulanger ; Victor Bouquin ; Abel Bourasseau ; Jean Bourgain ; Georges Bourgeat ; Paul Bourgeois ; Jean Bourru-Lacour ; Elie Bouvier ; Louis Bovis ; Victor Brohier ; Joseph Brulin ; Gaston Brucan ; Albert Brunet ; Marcel Buisson ; Gaston Cachelon ; Emile Cadéo ; Jean Camille ; Raymond Calot ; Adolphe Caprilli ; Jean-Etienne Caron ; Gustave Carrière ; Maurice Carreaux ; Jacques Casanova ; Flaminia Cédria ; Lucien Chambard ; François Charreyron ; Louis Chastagne ; Louis Chaudet ; Auguste Chaulagnat ; Léopold Chevala ; Henri Christoffan ; Maurice Cohen ; François Colas ; Jean-Louis Comby ; Jean Comby ; Joseph Corillon ; André Constant ; Joseph Corillon ; Henri Corpet ; Gabriel Couillard ; Jean Courbin ; Jean Crétot ; Germain Cros ; Alexandre Damevin ; Joseph Daniel ; Louis Dardillon ; Jean Dasse ; Georges

Daudier ; Jean Dauré ; Marcel Debra ; Maurice Delauche ; Jean Deland ; René Delgrange ; Pierre Delige ; Germain Delouard ; Marc Delpech ; Paul Delval ; Roger Demé ; Auguste Denis ; Marcel Denis ; Pierre Demoult ; Lucien Derahin ; Joseph Deroulet ; Louis Dubrey ; Louis Duffes ; Pierre Dumail ; Gervais Dumont ; Robert Dupuchamet ; Marius Duravy ; Jean Dussart ; Charles Dutartre ; Marcel Egard ; Edmond Esterle ; Jean Estroubois ; Camille Faizant ; Charles Ferrata ; Antoine Fort ; Joseph Fousche ; Lucien Fourais ; Philibert Fourrier ; Charles François ; Joseph Fréchet ; Maurice Gambut ; Gaston Garat ; René Garry ; Hugues Gaze ; Joseph Gerbier ; François Gindrey ; Alphonse Gouraud ; Yves Gouzien ; Pierre Grégoire ; Paul Greland ; Léon Grosseau ; Théodore Guet ; Barthélemy Guelface ; Justin Guillaume ; Eugène Guillaud ; Jules Guinot ; Augustin Guittet ; Antoine Guyonnet ; Cassandre Héloir ; André Humez ; Jean Jabeau ; Eugène Jellin ; Jean Jonard ; Maurice Jourdheuil ; Fernand Labrousse ; Gilbert Lacour ; Legarique Paul ; Marcel Landré ; Joannès Langlois ; André Laurent ; Jacques Laurent ; Louis Lebel ; Pierre Le Calvez ; Léon Lescaud ; Julien Le Dévhat ; Uria Lefebvre ; Mathurin Le Hégarat ; Léon Lejeune ; Corentin Le Lay ; Georges Lehoir ; Jean Lepigeon ; Edouard Leprou ; André Le Roux ; Régis Lévêque ; Pierre Lizon ; Augustin Longuepée ; Jean Mabillon ; Michel Marbounty ; Marcel Marthy ; Cassim Marneuf ; Vital Massiani ; Auguste Mathien ; Jean Mauféron ; Camille Menet ; Etienne Meneyrol ; Jacques Ménez ; Gaston Molinier ; Jean Moulana ; Georges Montell ; Armand Montrau ; François Morat ;

MODE Monter dans la Rolls

Au deuxième jour des collections d'hiver en haute couture, qui demeurent le creuset et le laboratoire d'idées de la mode, deux silhouettes s'affrontent. Une ligne courte et carrée résolument active et une ligne si envrante qu'elle ne permet pas de monter dans une Rolls.

Robes spectaculaires et profilées chez BALMAIN où Erik Mortensen joue les effets asymétriques. Les drapés en corolle dévalant la jambe, entravés au point de ne pouvoir monter dans sa Rolls sauf châssis spécial comme celui de la reine d'Angleterre. Tout est sombre et couvert, comme ces pâtisseries trop riches où manque le sel.

Les vêtements de jour de Mortensen tendent à se rapprocher du corps par des effets ceinturés, toujours à partir de carrures larges. Les noirs et blancs optiques et les couleurs sèches avec du noir se superposent en cascades sept-huitième sur bouts de jupes parfois en cuir, couverts d'une grande bouillonnante du même volume, souvent ornée de fourrure précieuse. La démesure des chapeaux à la Nefertiti peut s'expliquer par la hauteur du podium du Pavillon Gabriel, enfin doté d'une climatisation efficace.

Neuf mannequins chinois chez PIERRE CARDIN témoignent de l'adaptabilité des femmes, même à partir d'une démarche plus heurtée que glissante et des gestes de danseuses. Elles sont accompagnées d'une douzaine d'assistantes en robe de chambre de Chine noire à col et poignets blancs, genre Colette à Pékin.

Les modèles restent fidèles à la fluidité, aux découpes sur les manches et au volume donné par les colerettes géantes plissées prenant une allure de libellule en fourreaux de



(Dessin de Jean-Louis Scherrer.)
Jean-Louis Scherrer : ensemble « positive des robes » à cachemire grège à grande bouillonnante assortie.

soir aux transparences ailées. Les chapeaux tiennent du bol de riz posé, en couleurs contrastées, sur le côté de calot rond.

JEAN-LOUIS SCHERRER réussit une de ses meilleures collections, d'un goût sûr, associant le long et le court. Tout est emmitoufflé et moelleux, notamment les ensembles blanc et grège. De grands manteaux à écharpe enroulée s'ouvrent sur des tricotés torsadés, brodés de strass, et des larges pantalons, portés avec des bottillons plats... Le rêve pour les blizzards de Saint-Moritz.

En ville, ce style se traduit par de longs tailleurs souples et ceinturés,

des robes au genou, sous des manteaux droits au mollet. Les ceintures rigides et les drapés caractérisent les robes de dîner imprimées, les fourreaux-chandails et les imitables robes du soir brodées et lantes, pétillantes comme le champagne. Les éphémères nattes bas se parent de coiffes de Jean Barthet, un rien russe, d'une beauté hiératique.

Christian Lacroix chez JEAN PATOU, nous propose une garde-robe de fête très jeune, propice à toutes les évasions, avec un humour très Beaux-Arts. Le corps se dévoile au crépuscule et on se déguise en « roqueuses », moulées dans une mini, très rue Saint-Denis. Les manteaux-bénitiers s'ouvrent sur des tunique-maillots voire des shorts précieux et des débardeurs richement brodés. Mais les Indes galantes du Palladium ne doivent pas cacler les jolies robes qu'il crée pour ses clientes.

Marc Bohan chez CHRISTIAN DIOR alterne le court carré jeune et le long mou qui n'apporte pas la joie. Ses silhouettes variées comprennent les tailleurs ajustés, « habits à la française », à grande basque profilée par un jeu de plus dans le dos, en sobre gris-banquier sur bout de jupe droite. Il y a des rétrogrades, des robes droites, des ensembles rappelant les années 50. Les robes s'ornent de découpes en forme de gilet à pointe descendue aux hanches.

Les couleurs s'assombrissent le jour pour s'égarer le soir venu en palettes de laines vives brodées de pierres sur jolies robes noires. Des cols pointus sont perdus en blanc pour éclairer le visage et la veste profilée en broderies multicolores habille un pantalon noir, genre survenement au harem.

NATHALIE MONT-SERVAN.

MÉTÉOROLOGIE

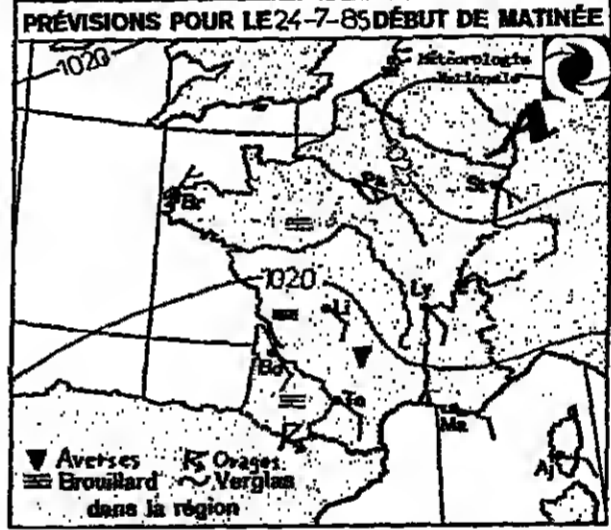


Evolution probable du temps en France entre le mardi 23 juillet à 0 heure et le mercredi 24 juillet 1985 à minuit.

Situation générale : un flux instable de sud-ouest a commencé à s'organiser sur le proche-Atlantique ; de l'air chaud et orageux en provenance d'Espagne s'étendra progressivement à la moitié ouest de la France.

Prévisions : mercredi matin, un beau temps peu nuageux, parfois brumeux, et doux, prédominera sur toutes les régions ; quelques petites averses orageuses seront toutefois observées sur le relief des Pyrénées et de l'ouest du Massif Central.

En cours de la journée, le soleil brillera, mais le temps deviendra très lourd de l'Aquitaine à la Normandie ; les orages qui éclateront par place près des côtes atlantiques dans un premier temps gagneront en fin de journée les régions de l'Ouest, puis le Bassin parisien, le



Centre, l'est du Massif Central et les Alpes au cours de la nuit ; ces orages seront mal organisés, et pourront être localement très forts et accompagnés de fortes rafales de vent.

Les températures maximales, le plus souvent voisines de 30 degrés, dépasseront toutefois l'élément 26 à 27 degrés près des côtes de la Manche, mais pourront avoiser les 35 degrés sur les régions du Sud-Est.

Sans d'évolution pour la fin de la semaine

En liaison avec le talweg du proche-Atlantique qui abordera nos régions et la traversera lentement, un temps chaud et orageux gagnera l'ensemble du pays puis sera suivi d'un temps plus frais mais encore très nuageux.

Jeudi, le temps chaud et orageux se généralisera à l'ensemble de notre pays avec toutefois une amélioration en soirée dans l'Ouest. Localement, les orages pourront prendre un caractère violent. Les températures maximales seront en hausse et atteindront 32 à 35 degrés sur les régions méridionales, de 28 à 31 degrés ailleurs.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Arrêt du 20 mars 1985 par la 11^e chambre des appels correctionnels, section A de la cour d'appel de Paris, sur appels d'un jugement de la 17^e chambre du tribunal de grande instance de Paris du 19 avril 1984.

Ariette CHABOT avait prononcé le texte suivant : la société (CITROEN) en en effet perdu plus de 15 000 voitures depuis le début de la grève. C'est beaucoup mais c'est peu d'argent ceux qui mettent en balance la production et les conditions de travail de l'entreprise, les pressions de l'encadrement, les indécisions de la C.S.L., le syndicat maison ».

PAR CES MOTIFS

LA COUR

Infirme sur les dispositions civiles. Dit qu'en accusant la C.S.L. d'« indécisions » et en la traitant de « syndicat maison », Ariette CHABOT a commis une diffamation publique envers un particulier dont elle doit réparation aux parties civiles.

En conséquence, la condamne à payer à chacune de ces parties civiles la somme de 4 000 F à titre de dommages-intérêts.

Condamne Ariette CHABOT à payer aux parties civiles la somme de 2 500 F sur le fondement de l'article 475.1 du code de procédure pénale.

Déclare la société nationale de Radio-diffusion Radio-France civilement responsable.

Pour extrait.

Vendredi, au cours de la journée, le temps chaud et orageux s'éloignera progressivement vers l'est, et, en soirée, seuls le relief de l'est, les Alpes et la Corse seront encore touchés par des orages. Partout ailleurs se sera installé un temps plus frais et très nuageux, avec passages pluvieux des côtes de la Manche au Bassin parisien, au Nord et aux Ardennes, sauf près de la Méditerranée où de belles éclaircies se produiront.

Le vent de nord-ouest sera assez fort près de la Manche. Les températures maximales seront en baisse de 3 à 5 degrés sur une moitié Ouest, stationnaires ou en légère baisse ailleurs.

Samedi, le matin le ciel sera encore nuageux sur la quasi-totalité du pays, cependant au cours de la journée de belles éclaircies se développeront en toutes régions. En fin de journée, une nouvelle zone nuageuse et pluvieuse abordera les régions de l'Ouest. Les températures maximales seront en baisse sur une moitié est du pays.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 22 juillet ; le second, le minimum dans la nuit du 22 au 23 juillet) : Ajaccio, 30 et 17 degrés ; Biarritz, 29 et 16 ; Bordeaux, 29 et 15 ; Bourges, 29 et 11 ; Brest, 18 et 15 ; Caen, 23 et 14 ; Cherbourg, 17 et 13 ; Clermont-Ferrand, 29 et 11 ; Dijon, 28 et 11 ; Grenoble-St-M-H., 29 et 13 ; Grenoble-St-Georges, 28 et 12 ; Lille, 21 et 15 ; Lyon, 27 et 14 ; Marseille-Marganne, 31 et 18 ; Nancy, 27 et 8 ; Nantes, 25 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 28 et 22 ; Paris-Montsouris, 26 et 17 ; Paris-Orly, 27 et 17 ; Pau, 30 et 16 ; Perpignan, 33 et 18 ; Rennes, 25 et 16 ; Strasbourg, 28 et 15 ; Toulouse, 31 et 14 ; Tours, 26 et 13 ; Poitiers-Pitre, 32 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 17 ; Amsterdam, 18 et 14 ; Athènes, 35 et 24 ; Berlin, 20 et 15 ; Bonn, 20 et 16 ; Bruxelles, 19 et 16 ; Le Caire, 36 et 22 ; Les Canaries, 27 et 21 ; Copenhague, 19 et 14 ; Dakar, 29 et 25 ; Djirba, 31 et 24 ; Genève, 28 et 11 ; Istanbul, 30 et 21 ; Jérusalem, 27 et 17 ; Lisbonne, 33 et 21 ; Londres, 21 et 12 ; Luxembourg, 22 et 15 ; Madrid, 37 et 20 ; Montréal, 23 et 13 ; Moscou, 27 et 15 ; Nairobi, 25 et 10 ; New-York, 29 et 22 ; Palma-de-Majorque, 31 et 18 ; Rio-de-Janeiro, 25 et 19 ; Rome, 33 et 22 ; Stockholm, 21 et 9 ; Téhéran, 39 et 24 ; Tunis, 33 et 19.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris le 23 juillet, à 8 heures, de 1 023,2 millibars, soit 765,5 millimètres de mercure.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4015

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I | | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | | |
| XI | | | | | | | | | |

HORIZONTALEMENT

I. A l'art de s'attirer les foudres. — II. A intérêt à avoir son brevet s'il veut avoir le bas. — III. Pour les fortes têtes ou les grosses idées. — IV. Genre d'apostrophe. Patronne. — V. Vieille école en matière de philosophie. Orientation. — VI. Selon l'espèce, font filer ventre à terre ou grimper aux murs. — VII. Pratiques. Avec lui, les « manières » ne manquent pas. — VIII. Engendre plus la grisaille que la grisaille. — IX. Symbole. L'homme y conduit régulièrement l'une de ses conquêtes. — X. Se pousse avec beaucoup de peine. Se consomme en dragées. — XI. « Prenons », donc de la hauteur.

VERTICALEMENT

1. Indicateur de trains. — 2. Forme de rugbyman. Avec une aiguille, indique toujours le nord. — 3. Femme de lettres américaine. Protégée contre certains fléaux. Négation. — 4. Travaille pour la postérité. — 5. C'est un coup à couper les jambes. Ne réfléchit pas en silence. — 6. Le plus gros, qu'il suive ou non son régime. Lait étroit. — 7. A toutes les chances de marcher. Plus elle répètent, plus elles étaient bonnes à macérer. — 8. Grosse tranche. Améonager sa monture. — 9. Donc parties, mais pas sans laisser d'adresse.

Solution du problème n° 4014

Horizontalement
1. Adjoints. — II. Cru. Ibis. — III. Cagneux. — IV. Ume. Usées. — V. Semé. Os. — VI. Epargne. — VII. Ténor. — VIII. Intimité. — IX. On. Nérés. — X. Nuit. Aar. — XI. He. Sues.

Verticalement
1. Accusation. — 2. Drame. Eonul. — 3. Jugement. II. — 4. Epoinette. — 5. Dieu. Arme. — 6. Abuser. Iras. — 7. Nix. Gâteau. — 8. TS. Eon. Eire. — 9. Assez !

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel le mardi 22 et le mercredi 23 juillet :

DES ARRÊTÉS
● Fixant les mesures financières relatives à la lutte contre l'enzootie de rage des animaux sauvages.
● Portant création d'un fichier central des thèses de doctorat en lettres, en sciences humaines et sociales, droit, sciences politiques, sciences économiques et sciences de gestion.
● Relatif au régime des études de l'école du Louvre.

PARIS EN VISITES

JEUDI 25 JUILLET
« Une heure au Père-Lachaise », 10 h et 11 h 30, entrée principale.
« Un quartier de roture : Autenil et son cimetière », 14 h 45, sortie métro République-Autenil (V. de Langlade).
« Les Compagnons du devoir du Tour de France », 1, place Saint-Gervais, 14 h 30.
« L'hôtel de Lannuz », 15 h, 17 quai d'Ajou.
« Da Sentier au Palais-Royal », 14 h 30, 89, rue d'Assas.
Pour les sept à douze ans : « La vie au temps de Henri IV », tél. : (1) 277-23-31.
« Les Manuscrits de la mer Morte », 15 h, entrée exposition Grand Palais.
« La Monnaie des Gobelins », 15 h, sortie métro Gobelins, côté rue Lebrun.
« Versailles : quartier Notre-Dame », 14 h 30, rue des Réservoirs.
« Les Cours des Miracles », 15 h, métro Bonne-Nouvelle, devant la poste (M. Lasserre).
« Les salons de réception de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, devant poste, sortie métro Hôtel-de-Ville (M. Raguenon).
« Les tombes célèbres du cimetière du Père-Lachaise », 14 h 30, entrée principale.
« Le vieux Belleville », 15 h, métro Place-des-Fêtes, sortie Cimetière (G. Bouteau).
« La Salpêtrière et le grand renferme », 15 h 47, bd de l'Hôpital.
« L'urbanisme sous Louis XVI : l'Odéon », 15 h, devant le théâtre.

CONFÉRENCES

26, rue Bergère, de 10 h à 18 h. « Corps et écriture », tél. : (1) 770-44-70.
5, rue Laffargère, à 19 h et 21 h. « Notre-Dame et la symbolique des cathédrales » (disparus).

سكوا من الأصل

Le Monde SCIENCES

Le laser à enrichir l'uranium

Né en Amérique dans les années 60, le laser est devenu un produit à tout faire. C'est sur lui que misent désormais les Etats-Unis pour enrichir l'uranium.

Le laser est utilisé dans des domaines aussi variés que l'industrie du textile, la biologie, les télécommunications, la chirurgie, la soudure ou le traitement de surface des matériaux. Il est encore présent dans des secteurs d'activité plus confidentiels, comme la simulation et le déclenchement de réactions de fusion nucléaire ou l'enrichissement de l'uranium destiné à l'alimentation en combustible des centrales nucléaires civiles.

Pourtant, un changement d'importance intervient dans ce domaine de l'enrichissement par voie laser. En effet, au terme d'une enquête très fouillée menée pendant un an, les Américains ont pris récemment la décision de mobiliser tous leurs efforts de recherche sur les nouveaux procédés d'enrichissement en faveur d'une seule et même technique : celle de l'enrichissement laser par voie atomique, mieux connu sous le nom de Silva (Séparation isotopique par laser sur la vapeur atomique de l'uranium).

Mieux et moins cher

Ainsi mettent-ils fin à une longue période d'incertitude, où le laser était en concurrence avec une autre méthode connue sous le nom d'ultracentrifugation. Sans pour autant abandonner la technique éprouvée d'enrichissement de l'uranium par diffusion gazeuse qui, aujourd'hui encore, assure la quasi-totalité des approvisionnements mondiaux en uranium enrichi. C'est du reste sur ce principe que fonctionnent actuellement les trois grandes usines américaines d'enrichissement, dont la capacité de production est d'environ 28 millions d'UTS (1), et l'usine civile européenne d'Eurodif, installée près de Pierrelatte dans le Tricastin, capable d'une production d'environ 10,8 millions d'UTS.

En optant pour le laser par voie atomique, les Américains frap-

pent fort, et même très fort. Pour au moins deux raisons. La première tient à ce que, même si les chercheurs d'outre-Atlantique ne sont pas dans les recherches théoriques aussi en avance sur leurs confrères européens qu'on veut bien le laisser croire, il est vrai, comme l'explique un expert, que « dans le domaine de l'industrialisation du procédé, les équipes européennes les plus avancées sont cinq ans derrière les Etats-Unis ». La seconde raison est d'ordre économique et épidémiologique : les Américains ne supportent guère d'avoir perdu une partie du marché de l'enrichissement au profit de nouveaux venus comme Eurodif, où sont représentés les intérêts français, italiens, iraniens, belges et espagnols, la « troika » germano-néerlandaise britannique d'URENCO, et... les Soviétiques présents avec la société Technobexport.

Il n'est que de reprendre certaines études publiées outre-Atlantique pour se convaincre de cet agacement américain. De 100 % en 1974, la part du département américain à l'énergie (DoE) sur le marché de l'enrichissement est passée à 69 % en 1979 ; puis, si l'on en croit la revue *Nuclear Engineering International*, à 47 % en 1983, tandis que celle d'Eurodif passait de zéro à 10 % pour atteindre cette année 22 %. Dans le même temps, la « troika » d'URENCO passait de 2 % à 5 %.

Les chiffres ne peuvent être plus clairs, et c'est la raison pour laquelle le secrétaire américain à l'énergie, M. John Herrington, tout en reconnaissant que son pays était aujourd'hui « le fournisseur d'uranium enrichi le plus cher du monde », a, au début de juin, invité l'industrie américaine de l'enrichissement à se donner « un coup de fouet pour être prête à l'aube du XXI^e siècle ».

L'enjeu est de taille. D'ici à l'an 2000, les besoins globaux des pro-

grammes d'énergie nucléaire sur le monde entier « seront d'environ trois millions de tonnes d'oxyde d'uranium (U3O8). Or, le prix d'un enrichissement à 3 % de minerai d'uranium à 0,75 % par la méthode de la diffusion gazeuse utilisée dans Eurodif contribue pour près de 10 % au prix du kilowatt-heure fourni par une centrale nucléaire. Cela représente une dépense totale d'environ 150 milliards de dollars d'ici à la fin du siècle » (2). C'est pourquoi l'Amérique a décidé de réagir vigoureusement en se plaçant sur un plan purement technique, de manière à appliquer aux services d'enrichissement le vieux principe japonais « faire mieux et moins cher ».

De nombreux obstacles

Cela, affirme M. Herrington, le procédé Silva peut le faire (3). « Il a, dit-il, des possibilités économiques et techniques meilleures que celles offertes par les autres procédés, et ses coûts de production seraient plus bas que ceux expérimentés avec l'ultracentrifugation » (sur laquelle les Etats-Unis ont mis à perte plusieurs milliards de dollars). « D'autre part, ajoute-t-il, la concentration de nos efforts sur le procédé Silva devrait nous permettre d'économiser 400 à 500 millions de dollars dans les trois ans à venir. Voilà pour le ton ».

Reste que la mise en service aux Etats-Unis de la première unité d'enrichissement par voie laser de taille industrielle ne doit pas intervenir avant 1990, pour une pleine production de 10 millions d'UTS à l'horizon 1992. A cette date, les experts pensent que le marché de l'enrichissement « morose aujourd'hui en raison de l'arrêt ou du ralentissement des programmes de construction de centrales nucléaires » devrait reprendre. Mais il y a quand même loin du laboratoire à l'industrialisation de procédés d'enrichissement très délicats à mettre au point. La grande aventure de la diffusion gazeuse l'a amplement prouvé. Ce ne sont certainement pas les Français qui le démontreraient, eux qui se sont lancés il y a bien longtemps dans cette voie pour développer leur propre armement nucléaire.

Pourtant, tout paraît simple dans le principe ; mais, comme souvent, il y a loin du prototype de laboratoire à la réalisation industrielle. Car, comme le dit M. Paul Rigny, du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), les obstacles techniques sont nombreux. Ainsi en va-t-il des systèmes de vaporisation de l'uranium (des canons à électrons) qu'utilise le procédé, qui ont du mal à « tenir » dans les conditions extrêmes auxquelles ils sont soumis. Il leur faut, en effet, vaporiser chaque heure des centaines de kilogrammes d'uranium, ce qui semble sur le point de faire une installation américaine appelée SDM (Separator Demonstration Module), malgré la très forte température — 2 500 à 3 000 degrés Celsius — qui règne dans la cellule d'enrichissement. Elle serait en mesure d'évaporer 200 à 250 kilogrammes d'uranium métal par heure, là où le CEA, qui, en 1985, a prévu de dépenser 130 millions de francs sur le procédé Silva, dispose d'un évaporateur d'une capacité journalière de quelques kilogrammes seulement.

De même, de grands progrès restent à accomplir dans le domaine des collecteurs d'uranium 235. Nul doute que la mise au point de nouveaux matériaux plus fiables, plus résistants et hautement performants est au centre de ces recherches, tout comme celles menées sur les lasers. Des lasers à cuivre dont on modifie les longueurs d'onde d'émission — par l'intermédiaire de convertisseurs à colorant, dont la fréquence et la puissance de tir doivent être améliorées. Là encore, les Etats-Unis sont en avance avec leurs lasers de 250 watts, voire 400 watts, alors que ceux qui seront installés dans le petit pilote (A-2) de 50 millions de francs que les Français mettront en service en 1987 auront des puissances d'environ 40 watts, en attendant un matériel plus performant de 100 watts que la CILAS prépare.

Un certain retard

Que dire, enfin, des cadences de tir que doivent avoir les lasers pour que les atomes d'uranium, qui circulent à une vitesse de plus de 1 000 mètres par seconde, aient une chance de voir la lumière du laser. Pour cela, il faut des machines qui tirent une impulsion tous les dix millièmes de seconde. Certes, le pari n'est pas impossible, mais la durée de vie du laser s'en trouve fortement affectée. Alors ? Malgré tout cela, les Américains jouent à fond la carte du laser, suivis, quelques pas derrière, par les Français, dont l'effort, mis à part celui consenti, sans doute, par l'Union soviétique, est le second dans le monde.

Les équipes françaises peuvent-elles suivre ? Certainement, mais avec un petit décalage. Même si elles accusent un certain retard, l'écart est moins important qu'il n'y paraît dans la mesure où ce n'est pas la mise en place d'une grosse installation qui est importante, mais la mise au point de la petite unité modulaire de base qui lui donnera naissance. Ainsi en va-t-il de l'unité de production de

2 millions d'UTS (4) dont le DoE projette la mise en service au début des années 90 et qui est un assemblage de deux sous-ensembles d'environ 1 million d'UTS que les Américains s'approprient à tester. Les chiffres, dans ces conditions, ont donc moins de valeur qu'il n'y paraît en première analyse.

C'est cette petite unité que le CEA, avec des moyens plus modestes que le DoE (environ 100 millions de dollars par an), tente de réaliser. Sans doute y arrivera-t-il, mais avec un retard que l'on peut estimer à cinq ans.

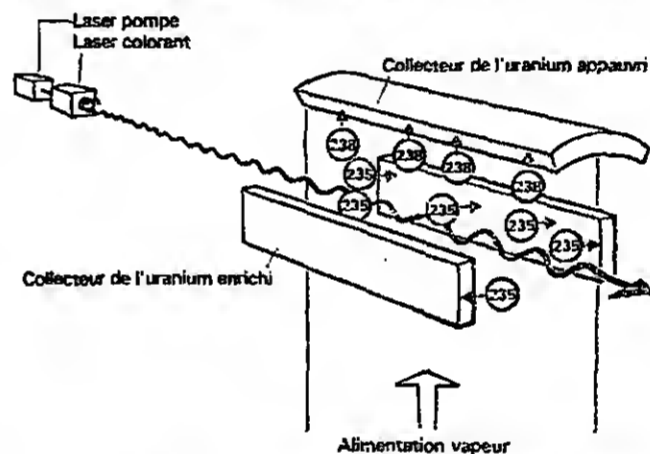
Reste qu'il faut aller vite, car d'autres Etats sont aussi sur les rangs, comme la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, l'Australie, Israël ou le Japon, dont on murmure qu'ils travaillent beaucoup et qu'ils seront très dangereux s'ils démarrent. Mais, comme le dit M. Rigny, « le vrai problème, lorsque l'on veut faire passer ces techniques à un stade industriel, c'est la fiabilité du matériel ». Et là, tous, sauf peut-être les Etats-Unis, sont à la même enseigne.

J.-F. AUGEREAU.

Séparer le bon grain de l'ivraie

L'ENRICHISSEMENT de l'uranium est difficile parce que la nature est avare de ses châtiments. L'uranium, ou plutôt le varié d'uranium (isotope), recherché par les ingénieurs de l'industrie nucléaire pour leurs centrales (uranium légèrement enrichi entre 2 % et 4 %) ou par les militaires pour leurs armements (uranium enrichi à 90 % et plus), est rare. Il y a peu d'uranium 235 dans le minerai natu-

ration isotopique par voie atomique (Silva) ou à celle, aujourd'hui délaissée, par voie moléculaire (Simol). La répétition du processus d'enrichissement n'est plus nécessaire. En quelques passes, on sépare pratiquement le bon grain de l'ivraie, ce qui, à la limite, offre la possibilité de « presser » tout l'uranium 235 contenu dans l'uranium naturel. Pour y parvenir, on utilise le fait que chaque isotope de l'uranium a la pro-



Le procédé SILVA consiste à exciter sélectivement les atomes de l'isotope 235 par un premier laser, par exemple bleu-violet. Les atomes excités sont alors ionisés par un deuxième laser et déviés par des champs magnétiques et électriques.

(Document du Commissariat à l'énergie atomique.)

rel d'uranium : à peine 0,32 % contre 99,27 % d'uranium 238, non utilisable sauf si on le transforme en plutonium, et pour le reste un peu d'uranium 234, pas très intéressant. Seul l'uranium 235 est fissile, c'est-à-dire capable de se briser en deux morceaux sous l'effet d'un neutron en libérant une importante quantité d'énergie.

La tentation est donc grande d'enrichir l'uranium naturel en cet isotope recherché. Cette opération, la diffusion gazeuse, l'ultracentrifugation, la séparation électromagnétique, la permettent. Mais ce sont des procédés d'enrichissement qui font appel à des phénomènes physiques élémentaires peu efficaces, qu'il faut répéter des centaines de fois pour obtenir des résultats satisfaisants.

Avec les lasers, rien de tel, que l'on ait recours à la sépa-

riété d'absorber l'énergie lumineuse d'un laser, pour autant que celle-ci ait une fréquence convenable.

Il devient donc possible d'exciter les atomes d'uranium 235 sans que cela affecte le comportement des atomes d'uranium 238. Reste, ensuite, à leur faire perdre un électron périphérique en les ionisant par voie laser, et le tour est joué ou presque. C'est ce que l'on fait, par exemple, avec le procédé Silva en tirant au laser sur la vapeur d'uranium métal produite à haute température (2500 à 3000 °C). Convenablement excités puis ionisés — c'est-à-dire électriquement chargés —, les atomes d'uranium 235 peuvent alors être collectés par un système de plaques soumises à un champ électrique.

AUX ETATS-UNIS

Une opération chirurgicale courageuse

C'EST un pari difficile et techniquement séduisant que le département américain à l'énergie (DoE) a fait en décidant de tout miser sur le laser pour enrichir l'uranium à la fin du siècle et, surtout, à la technique très éprouvée de la diffusion gazeuse. Mais c'est aussi une opération chirurgicale courageuse que le DoE a entreprise en lançant dans la bataille plusieurs milliards de dollars de pertes. La reprise du monopole que les Etats-Unis avaient sur le marché de l'enrichissement avant 1974, lorsque leurs trois usines à diffusion gazeuse d'Oak-Ridge (Tennessee), de Paducah (Kentucky) et de Portsmouth (Ohio) tournaient à plein pour satisfaire les besoins du monde occidental, est à ce prix.

Au début des années 80, cinq procédés étaient, grosso modo, en course pour assurer les services d'enrichissement de l'uranium à la fin du siècle :

— la diffusion gazeuse, mise en œuvre dès la fin de la seconde guerre mondiale et qui assure la quasi-totalité des approvisionnements ;

— l'ultracentrifugation retenue par URENCO et dont on a longtemps pensé qu'elle se révélerait plus économique que la diffusion gazeuse, parce que moins gourmande en énergie. Rovers de la médaille, elle est difficile à mettre au point et réclame, comme l'ont montré les Américains — qui, dans ce domaine, ont mené les recherches les plus poussées — des trésors d'ingéniosité et des

développements sur les matériaux considérables ;

— l'enrichissement laser par voie atomique (Silva) ;

— l'enrichissement laser par voie moléculaire (Simol), où le gaz à enrichir n'est plus de la vapeur composée d'uranium métal mais un gaz de molécules d'hexafluorure d'uranium ;

— la résonance cyclotronique ionique, enfin, qui fait appel à des plasmas d'uranium mais dont on pense qu'elle ne débouchera pas, au plan industriel, avant de longues années.

Aux oubliettes

De ces différents procédés, le DoE n'en a retenu que deux. La diffusion gazeuse, bien sûr, en raison de son caractère éprouvé et, pour prendre la relève, l'enrichissement laser par voie atomique. Dira que cette décision était attendue serait mentir car, depuis 1978, avait commencé à Portsmouth la construction d'une usine d'enrichissement fondée sur l'ultracentrifugation, technique qui devait succéder naturellement à la diffusion gazeuse.

N'avait-on pas, en effet, déjà engagé 2,6 milliards de dollars pour la construction des huit ateliers de cette usine moderne, capables de produire chacun 1 million d'UTS (1) ? N'avait-on pas déjà commencé l'installation de 1 100 des 24 000 centrifugeuses prévues ? Ne développait-on pas, enfin, à Oak-Ridge une nouvelle génération de machines

(SET-6), trois fois plus performantes, qui, à terme, devaient prendre la relève des SET-3 en cours d'installation ? Huit cents personnes n'étaient-elles pas impliquées dans cet ambitieux projet auquel participaient Boeing, Goodyear, Garrett et Martin Marietta ?

Las ! Tout a été balayé d'un coup par la décision du DoE qui, sur la foi d'une expertise détaillée menée entre avril 1984 et juin 1985 par plus de quatre cents chercheurs, ingénieurs et techniciens, a purement et simplement mis l'ultracentrifugation aux oubliettes. Surprise ? Un peu, car, comme le dit un spécialiste, « on pouvait penser que, dans cette lutte entre l'enrichissement laser par voie atomique et l'ultracentrifugation, il y avait peut-être un affaiblissement, mais en aucun cas un mort ». Il faut, en effet, un certain courage pour mettre à pied des centaines de personnes et passer par pertes et profits près de 3 milliards de dollars d'investissements. Seulement, voilà : le rapport d'expertise réclamé par le gouvernement américain a montré qu'on ne pouvait tout faire et que l'ultracentrifugation n'était pas aussi compétitive qu'on l'avait espéré.

(1) Ce coût d'arrêt permet d'économiser les 2,4 milliards de dollars qu'il aurait fallu dépenser pour achever l'usine. Il s'y ajoute les 250 millions de dollars que représente la mise sous couverte l'usine d'enrichissement par diffusion gazeuse d'Oak-Ridge.

Plus vite, moins cher !

Au prix de 17 décembre 1984

Commandez votre 205 (3 ou 5 portes) votre 205 GTI, votre 305, votre 505

Offre valable jusqu'à épuisement des modèles 1985 disponibles

ne subissant pas la hausse du 1^{er} juillet

PEUGEOT-TALBOT

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

22700d Anatolie France ST-DENIS-LES-MARais-Mainville-les-Coteaux

Baleines en liberté

Le cachalot cosmopolite

COMME les baleines, les cachalots sont des nomades. Comme tous les marins, et à la différence des poissons, ils commencent parfois des erreurs de navigation. Entre 1723 et 1864, au moins six cents cachalots se sont échoués sur les rivages du monde entier. Ces malheurs rappellent que les cachalots sont des animaux secondaires marins. Ils sont avant tout des mammifères, aux cinq sens plus ou moins développés, qui doivent emporter leurs poulains d'oxygène, ont le sang chaud, meurent au monde des petits vivants, les allaitent, et dont le squelette conserve des reliques de fémur.

Aujourd'hui, après trois siècles de chasse artisanale et industrielle, un million de cachalots ont été harponnés. Il semble n'en rester sur l'océan mondial que quelques centaines de mille. Si l'on sait que la mer recouvre 71 % du globe, que sa profondeur moyenne est de 2 kilomètres, on comprend mieux que cette espèce, décimée par la chasse, diminuée par la dégradation de son habitat et l'appauvrissement des chaînes alimentaires marines, ait des difficultés à organiser ses migrations, sa vie sociale et sexuelle, et que la Commission baleinière internationale, pourtant peu encline à l'alarmisme, ait voté dès 1981 et à la quasi-unanimité une interdiction totale et définitive de la chasse commerciale aux cachalots.

Leur taille moyenne est de 15 mètres pour les mâles et de 10 mètres pour les femelles. Ils se déplacent à une vitesse de 7 kilomètres à l'heure, avec des pointes de 22 kilomètres à l'heure. Les nouveaux naissent mesurent entre 3,5 mètres et 4,5 mètres. La durée de gestation est estimée entre onze et dix-sept mois, l'allaitement entre douze et seize mois. Les naissances sont singulières.

Cinq « pachas »

Les cachalots sont cosmopolites. Seuls les mâles vont dans les hautes latitudes, les eaux bordières des pôles. Les femelles préfèrent les eaux tropicales et subtropicales. Aujourd'hui, on pourra les rencontrer au sud-ouest des îles Britanniques, aux Shetland, aux Féroé, au long des côtes norvégiennes et même dans la mer de Barents; ainsi que dans la Manche, au large de la Bretagne, dans le golfe de Gascogne, le long de la péninsule Ibérique jusqu'aux Açores où des chasseurs, munis de crochets harpons manuels, mais juchés sur des vedettes motorisées, continuent à attraper plusieurs centaines de cachalots par an, sous le couvert d'une chasse « traditionnelle » non réglementée. L'hiver, les cachalots de l'Atlantique Nord se retirent dans des eaux chaudes au large des îles du Cap-Vert.

Les cachalots se rassemblent en groupe d'aptitudes physiques égales. Le modèle de base est un troupeau mixte de dix à cinquante femelles aptes à la reproduction et de jeunes immatures des deux sexes, rejoints à la saison des amours par un à cinq « pachas » (mâles géants) dont on ne sait pas encore s'ils sont attirés ou passagers. Il arrive que deux troupeaux se rejoignent, forment une famille de plusieurs dizaines d'individus et que des transferts intergroupes s'effectuent avant leur séparation. Les jeunes mâles, répartis selon la taille et l'avancement de la puberté, s'associent en petites troupes et naviguent souvent à portée de base. Les célibataires qui ne se sont pas encore imposés au sein d'un harem forment encore un groupe particulier.

Enfin, entourés de quelques conducteurs, les mâles qui allaient se rassembler entre elles en un groupe nourricier où l'entraide semble développée. Des chercheurs japonais ont observé d'un avion l'embarquement des cachalots autour d'un blessé auquel ils portaient secours, en se disposant autour de lui et en le poussant hors de l'eau. Au sein de ces groupes, huit codes acoustiques à fréquences variées sont utilisés pour communiquer.

La maturité sexuelle est atteinte vers cinq ans chez les mâles et quatre ans chez les femelles, mais la maturité physique n'est atteinte qu'à vingt-cinq et quinze ans. Les chasseurs ayant dans un premier temps choisi de préférence les sujets les plus forts, l'espèce semble se reproduire de plus en plus tôt et perdre au fil des siècles de sa taille et de son volume.

Le cachalot a une mâchoire de crocodile : la mâchoire inférieure, longue, étroite et seule pourvue de dents. Les premières apparaissent à l'âge de quatre à cinq ans. Elles ne sont complètes que vers vingt à trente ans, alors que les cachalots semblent vivre entre quarante et quarante-cinq ans. Les archéologues,

gigantesques céphalopodes aux tentacules armées de ventouses, constituent l'une des proies favorites des cachalots. Avec d'autres poulpes et calmars, ils sont l'essentiel de leur alimentation. Plutôt que de la poursuivre active, la tactique de chasse du cachalot semble être de se tapir dans l'obscurité de la mer et d'attendre le passage d'un calmar parfois lumineux pour le saisir. Le cachalot, cette énorme masse de marbre et de caoutchouc noir que l'on voit parfois dormir à la surface des océans, est un chasseur des profondeurs.

Si l'écholocation des chauve-souris a été découverte en 1793, celle des cétacés n'a été mise au jour qu'en 1950 grâce aux observations des dauphins en captivité. L'écholocation est l'orientation par sons réfléchis. Elle permet de découvrir un obstacle ou une proie, et de définir sa situation et sa progression dans l'espace à l'aide de l'émission et de la réflexion d'un signal sonore. Certains chercheurs, spécialistes en particulier, comparent le système écholotatif des cachalots à un œil acoustique capable de visualiser et de synthétiser avec précision et simultanéité toutes les informations renvoyées par les échos de leurs signaux sonores. Cet analyseur permet aux cachalots de chasser jusqu'à 2 kilomètres de profondeur dans les ténèbres, et aux cachalots aveugles de conserver un poids normal.

C'est, donc, de tous les cétacés, le cachalot qui détient le record de plongée. Il est capable d'emmener ses 50 tonnes pendant 90 minutes à 2,5 kilomètres de profondeur. Le cachalot, parfois acrobate, qui s'élève dans les airs et retombe sur le flanc dans des montagnes d'écume, est aussi une liane dans l'eau. Un aller et retour à 1 kilomètre de profondeur ne lui prend guère plus de 15 minutes. Un rythme cardiaque presque réduit de moitié, une surcapacité à stocker l'oxygène, à l'épargner, ne suffisent pas à expliquer l'énigme d'une telle liberté de plongée.

Le cachalot (du portugais *cachola* : cabochon) a, en effet, la grosse tête. Elle représente parfois plus du tiers du poids total. En 1700, à Nantucket dans le Massachusetts, deux pêcheurs indiens trouvent un cachalot mort jeté par la mer. Ils percent un trou dans la tête. Plusieurs tonnes d'un liquide blancâtre et onctueux en jaillissent, qui fut baptisé par des négociants, peu soucieux d'anatomie ni de chimie : *spermaceti*. Le spermaceti sert sans doute au cachalot à amplifier les sons qu'il émet, à concentrer les échos qu'il reçoit, à modifier sa densité et à conserver son équilibre pendant toutes les séquences de ses plongées.

Le cachalot, cet animal pacifique défiguré par les témoignages effrayés des navigateurs, commença alors sa carrière commerciale. Jusqu'en 1860, le Nouveau Monde surtout s'écroula au cachalot, aux chandelles de spermaceti. On crut que l'exploitation du pétrole allait lui redonner la paix. Mais on décou-

La Commission baleinière internationale (CIB) s'est réunie à Bornemouth (sud de l'Angleterre), pour un dernier tour de table avant l'entrée en vigueur du moratoire, en 1986, qui devrait suspendre toute chasse à la baleine. Cela afin de permettre aux troupes de cétacés,

décimées par la chasse industrielle des trente dernières années, de se reconstituer. Parmi les cétacés poursuivis avec le plus d'assiduité figure le cachalot, cette baleine à dents qui fournit un précieux lubrifiant, le « spermaceti ». Le mouvement Greenpeace mène une active cam-

pagne pour un respect total du moratoire décidé par la CIB en 1982. Quant au groupe Robin des Bois, une dissidence de Greenpeace, il s'efforce de promouvoir un produit de remplacement au spermaceti, en l'occurrence le fruit du jojoba, arbuste californien.

Jojoba, huile précieuse

LA survie du cachalot sera-t-elle assurée par un arbuste mexicain ? Le rapprochement semble audacieux, et pourtant les faits sont là : les chercheurs américains s'intéressent de plus en plus au fruit du jojoba *Simmondsia chinensis*, un arbuste qui pousse spontanément dans le désert de Sonora, au nord-ouest du Mexique, ainsi que dans les Etats américains de l'Arizona et de la Californie. Grâce

à sa survie du cachalot sera-t-elle assurée par un arbuste mexicain ? Le rapprochement semble audacieux, et pourtant les faits sont là : les chercheurs américains s'intéressent de plus en plus au fruit du jojoba *Simmondsia chinensis*, un arbuste qui pousse spontanément dans le désert de Sonora, au nord-ouest du Mexique, ainsi que dans les Etats américains de l'Arizona et de la Californie. Grâce

à sa résistance à la sécheresse, l'arbuste a développé, qui plonge parfois jusqu'à 30 mètres dans les profondeurs du sol. Le jojoba se contente des sols les plus pauvres (sable ou argile), voire salins. Cette aptitude, à elle seule, rendrait le jojoba intéressant pour tous les pays qui luttent contre l'avance du désert. Là où le jojoba pousse, le sol se stabilise. Des expériences l'ont montré au Soudan : cette plante mexicaine (son nom latin est une erreur) permet dans certains cas de reconquérir le désert.

Produit stratégique

Mais si les Américains, les Australiens ou les Brésiliens s'intéressent aujourd'hui au jojoba, ce n'est pas tant pour ses facultés d'adaptation aux climats les plus rudes que pour sa capacité de production : l'huile de jojoba. Les Américains, depuis toujours, s'en servaient comme onguent pour les chevaux et pour le traitement des cuirs. On sait aujourd'hui qu'elle peut servir à l'industrie cosmétique, pharmaceutique, textile, agro-alimentaire et, surtout, pour la lubrification des moteurs tournant à haut régime.

C'est, en effet, comme lubrifiant que l'huile de jojoba peut être substituée au spermaceti du cachalot, considéré jusqu'à présent comme irremplaçable dans les boîtes de vitesses des voitures de compétition et dans les systèmes de transmission hydraulique. Après bien des réticences, levées peu à peu par la rareté du blanc de baleine, impossible jusqu'à présent à synthétiser chimiquement, l'armée américaine a fini par classer l'huile de jojoba comme produit stratégique, au même titre, précisément, que le spermaceti.

Mais qu'a donc de particulier l'huile de jojoba ? Chaque fruit de l'arbre contient de une à trois graines de la taille d'une arachide qui, elles-mêmes, renferment entre 40 % et 60 % d'une cire liquide, légèrement jaune, à odeur

de noisette. Cette cire liquide n'est pas grasse car, comme les autres huiles végétales, elle est dépourvue de triglycérides. Elle est constituée d'un mélange d'alcides et d'esters d'acides gras insaturés, que l'on extrait du fruit par simple pression mécanique, sans raffinage. Cette huile ne rancit pas, même après une longue conservation (au moins vingt-cinq ans). Elle ne noircit pas après sulfuration et garde sa viscosité, même à très haute température (alors que le spermaceti exige des additifs d'huile minérale). Les essais entrepris par l'armée américaine et General Motors ont montré que l'huile de jojoba remplaçait avantageusement le blanc de baleine : un graissage des véhicules sous les 35 000 kilomètres ! Aucun graphite ni lubrifiant de synthèse ne peut prétendre à ce résultat.

La liste est longue des autres usages industriels de cette cire végétale. A l'état liquide, elle entre dans la composition de nombreux cosmétiques (shampoings, savons, crèmes solaires, etc.) et des produits pharmaceutiques (traitements de la peau, emboîtement de médicaments). A l'état de polymère, on la retrouve dans les encres et vernis, le linoléum. A l'état de dérivés alcools ou acides, elle sert à la fabrication de désinfectants, d'émulsifiants ou de plastifiants. Nos ancêtres avaient le sandoux ; nos contemporains utilisent le blanc de baleine ; nos descendants auront sans doute recours au jojoba.

Plante miracle

Est-ce donc la plante miracle, cet « or liquide » dont parlent certains enthousiastes ? C'est là qu'intervient la botanique de terrain, l'incertitude pour le jojoba par son spécialiste incontesté, Demetrios Yermanos, professeur de génétique à l'université de Californie. Ce chercheur américain dispose aux abords mêmes du campus de Riverside, près de Los Angeles, d'un biotope naturel du jojoba, qui s'étend du niveau de la mer à une altitude maximale de 1 500 mètres, et que l'on retrouve encore dans des zones désertiques où il ne tombe pas plus de 75 mm de pluie dans l'année (il reste alors main mais produit des fruits). Le professeur Yermanos étudie le jojoba depuis vingt ans et il a suivi les premières plantations, commencées aux Etats-Unis en 1973.

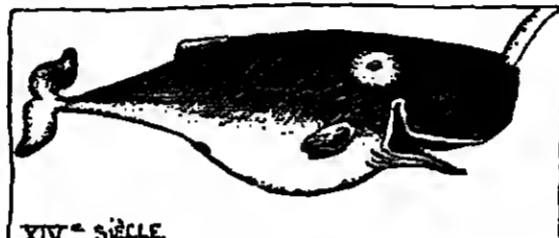
Première constatation : le jojoba exige un peu plus d'humidité que ses premières années que par la suite. Mais, très tôt, il développe un système racinaire exceptionnel : à huit mois, un jeune plant a des racines qui plongent à plus de trois mètres de profondeur ! Deuxième observation : le jojoba commence à donner du fruit au bout de trois à cinq ans, mais sa pleine production commence vers l'âge de dix ans. Elle s'échelonne alors de quelques années par pied, dans les pires des cas, à une quinzaine de kilos.

De ses longues et patientes observations, révélées pour la première fois en 1982 à l'occasion d'une conférence internationale réunie à Khartoum (Soudan), le professeur Yermanos tire une conclusion très optimiste quant à l'avenir agricole du jojoba : la culture de cet arbuste sauvage ne modifie en rien les propriétés de la plante, qui n'exige ni irrigation ni engrais, ne connaît aucun parasite ni maladie notable, et se prête bien à une récolte mécanisée (dégât !). La récolte manuelle d'appareil rentable, qu'à-dehors de quatre dollars la livre, c'est-à-dire environ 80 francs le kilo.

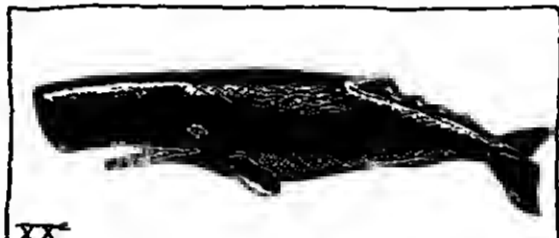
Toujours est-il que l'huile de jojoba, elle, se vend bien. En 1983, le gallon américain se vendait 50 dollars, soit environ 120 francs le litre. La tendance, depuis lors est à la baisse car, naturellement, le jojoba de culture commence à produire. Mais il ne baissera pas indéfiniment : l'arbuste ne peut pousser n'importe où et se reproduit mal par graine (il faut le cloner, sans garantie de sexe, alors que seul le jojoba femelle donne du fruit).

Le « pétrole végétal » des déserts mexicains, introduit en France en 1895 par la Société nationale d'acclimatation, est aujourd'hui cultivé dans les cinq continents, de l'Australie à la Californie ou d'Israël et du Soudan à l'URSS (en Crimée). Les derniers cachalots auront peut-être la vie sauve.

ROGER CANS.



XIV^e siècle



XVIII^e



GRAINE DE JOJOBA

ROBIN DES BOIS

Le jojoba, cet animal pacifique défiguré par les témoignages effrayés des navigateurs, commença alors sa carrière commerciale. Jusqu'en 1860, le Nouveau Monde surtout s'écroula au cachalot, aux chandelles de spermaceti. On crut que l'exploitation du pétrole allait lui redonner la paix. Mais on décou-

Le jojoba, cet animal pacifique défiguré par les témoignages effrayés des navigateurs, commença alors sa carrière commerciale. Jusqu'en 1860, le Nouveau Monde surtout s'écroula au cachalot, aux chandelles de spermaceti. On crut que l'exploitation du pétrole allait lui redonner la paix. Mais on décou-

Le jojoba, cet animal pacifique défiguré par les témoignages effrayés des navigateurs, commença alors sa carrière commerciale. Jusqu'en 1860, le Nouveau Monde surtout s'écroula au cachalot, aux chandelles de spermaceti. On crut que l'exploitation du pétrole allait lui redonner la paix. Mais on décou-

Le jojoba, cet animal pacifique défiguré par les témoignages effrayés des navigateurs, commença alors sa carrière commerciale. Jusqu'en 1860, le Nouveau Monde surtout s'écroula au cachalot, aux chandelles de spermaceti. On crut que l'exploitation du pétrole allait lui redonner la paix. Mais on décou-

L'éternel retour des méduses

Des bancs de méduses envahissent de temps à autre les plages méditerranéennes.

Pourquoi ? On l'ignore, mais les hivers doux et pluvieux favorisent le pullulement des méduses l'été suivant.

MÉDUSE, l'une des trois Gorgones, avait une tête hérissée de serpents et changeait en pierre ceux qui la regardaient. Persée la tua, et offrit sa tête à Athéna, qui en décora son bouclier. Le nom de cet être effrayant est devenu celui par lequel on désigne communément un ensemble disparate d'animaux marins, souvent inoffensifs, mais dont certains peuvent causer de cuisantes brûlures.

Certaines années, des bancs de méduses s'approchent des plages méditerranéennes et interdisent les baignades. Puis reviennent les « années sans méduses », qui leur font perdre l'honneur de l'actualité. Seroient-elles, après trois ans d'une abondance fort peu gâtée des estivants ? Nul ne peut l'affirmer : jusqu'à présent, les méduses sont rares, et les spécialistes ont quelque raison d'espérer que leur absence continuera (!).

Il faut nuancer cette affirmation. Celle qui est rare, c'est *Pelagia noctiluca*, une méduse urticante rosâtre et relativement grande. De nombreuses autres méduses sont présentes, mais leur petite taille, souvent bien inférieure au centimètre, et surtout leur innocuité les font passer inaperçues. Non que leur taille ait à voir avec la virulence. Les deux seules espèces de méduses dont la piqure soit fréquemment mortelle sont petites. Mais, fort heureusement pour les Européens, elles se

fréquentent que quelques côtes septentrionales de l'Australie.

D'ailleurs, si *Pelagia noctiluca* est rare actuellement sur les plages, elle peut parfaitement être abondante au large. Cette méduse passe habituellement ses journées à grande profondeur, pour remonter la nuit en surface. Celles qu'on voit près des plages sont en général agnissantes, ce qui n'enlève rien à leur virulence.

Cent espèces en Méditerranée

On recense plus de cent espèces de méduses en Méditerranée, appartenant à trois groupes. *Pelagia noctiluca* et quelques autres animaux de grande taille sont des scyphoméduses, animaux vivant toujours entre deux eaux. Beaucoup plus répandues sont les hydroméduses, qui sont la forme sexuée d'un organisme fixé sur le fond. Ce dernier, qui a plus l'aspect d'une plante que d'un animal, forme des bourgeons qui se détachent, et constituent les hydroméduses. Cette liberté permet les rencontres et la reproduction. Enfin, il existe en Méditerranée une seule espèce de cuboméduses qui ne vit que dans les grands fonds, et qui est, inoffensive, bien que fort proche des espèces mortelles de cuboméduses qu'on trouve sur les côtes australiennes.

Toutes ces méduses sont théoriquement urticantes, mais, dans la

plupart des cas, leur venin ne traverse pas la peau humaine. Les méduses ont des tentacules qui s'allongent démesurément lorsque la méduse « chasse », ceux de *Pelagia noctiluca* peuvent atteindre une dizaine de mètres. Ces tentacules sont porteurs de milliers de cellules urticantes, les cnidocytes, sorte de sacs munis d'un poil et contenant un filament rempli de venin. Tout contact avec le poil déclenche une sorte de décharge électrique qui se transmette de cellule à cellule, jusqu'à la méduse. Les animaux planctoniques et les alevins, recevant le venin de très nombreuses cellules lors d'un contact avec un tentacule, sont paralysés et peuvent être capturés par la méduse.

Ce mécanisme implique qu'il ne faut jamais, lorsqu'on est piqué par une méduse, rincer la zone atteinte à l'eau douce, comme cela paraît naturel. En général, de nombreux cnidocytes ont été arrachés par le contact ou même des morceaux de tentacules et ces cnidocytes restent sur la peau. Beaucoup d'ont pas fonctionné, et le changement de salinité que provoque un lavage à l'eau douce a un effet déclenchant sur les cellules encore gorgées de venin. De même vaut-il mieux éviter tout frottement pour ne pas étaler les cnidocytes. On peut en revanche rincer à l'eau de mer. On peut aussi saupoudrer de talc, qui dessèche les cnidocytes et les rend inoffensifs, ou badigeonner avec un liquide faiblement acide, eau vinaigrée ou urine.

Seuls les sujets développant une forte réaction allergique doivent consulter un médecin. La vieille méthode des marins : allumer une cigarette et chauffer, dans la zone irritée, apporte un certain soulagement, le venin étant détruit par la chaleur.

Il reste une question sans réponse. Pourquoi les méduses pullulent-elles sur les plages certaines années ? On n'en sait rien. On a accusé la pollution, mais l'explication ne tient pas : des invasions de méduses sont attestées depuis deux siècles. On a prétendu que les tentacules de mer, grandes consommateurs de méduses, prennent pour des proies les nombreux sacs de plastique qui flottent en l'eau et périssent étouffés. L'argument fait sourire tous les biologistes : et le nombre des tentacules marins n'est pas tel qu'elles puissent consommer assez de méduses pour en diminuer notablement la population : les bancs de méduses comptent souvent plusieurs millions d'individus.

A la station marine de Villefranche, près de Nice, où les animaux planctoniques sont étudiés depuis plus d'un siècle, on a tenté d'établir une relation avec le climat. En analysant les périodes 1897-1903 et 1908-1917, où de fréquentes invasions de méduses furent enregistrées dans la rade de Villefranche, les chercheurs ont mis en évidence une corrélation avec la pluviosité et une anticorrélation avec l'écart de température entre hiver et été. Un hiver froid semble diminuer les populations de méduses l'été suivant, celles-ci pullulant au contraire si la température hivernale de l'eau n'est pas descendue au-dessous de 13 °C.

Ce serait une bonne nouvelle pour les baigneurs, l'hiver d'annéer ayant été sévère.

MAURICE ARVONNY.

(1) En 1984, a été mis en place par l'INSEAN et les CRS-MNS (Compagnies républicaines de sécurité-Maitres nageurs sauveteurs) un réseau de surveillance des méduses pour la région Provence-Côte d'Azur. En 1985, ce réseau s'est étendu jusqu'à la frontière espagnole.

150 من الزمان

culture

MUSÉES

RÉAMÉNAGEMENT A ÉVREUX

Le grand souffle et la pieuse conservation

Depuis la loi programme sur les musées, dont les effets se font sentir avec quelques années de décalage, pas un mois ne passe sans inauguration. Que ce soit pour des bâtiments neufs, autour de collection sorties d'arrière-salles de musées où elles végétaient. Ou bien, pour la rénovation, doublée souvent de la restauration, d'un palais, un château, un couvent. A Evreux, c'est l'ancien palais épiscopal qui vient de faire l'objet d'un réaménagement de fond en comble. Un bâtiment du XV^e siècle, comme la belle cathédrale voisine, et, comme elle est à la croisée du Moyen Age et de la Renaissance. Un bâtiment enfin dont le rôle de témoin prend un relief singulier dans une ville si meurtrie par la guerre.

Des discours aussi généraux qu'ambigus, aussi généraux que longs, ont marqué le baptême de cette opération dont la première qualité est pourtant la discrétion et l'équilibre. Le palais lui-même, entre cloître et jardin, a été restauré solidement, aménagé très traditionnellement, sans dépense muséographique excessive, donc sans tapage à l'œil. Cela va bien aux collections. Car leur intérêt local et documentaire, pour incontestable qu'il soit, n'empêche cependant pas qu'on s'y rue séance tenante... Belles tapisseries, notables fatenes, bons meubles, riche orfèvrerie, vénérable statuaire, ne sont pas vraiment complétés par un ensemble de peintures du XIX^e siècle dont les noms les plus marquants sont ceux d'un prolifique Boudin, de Géricault, de Guillaumin. Le musée fait malgré tout contre mauvaise fortune bon cœur, soulignant lui-même dans sa présentation cette relative ténuité de la peinture, impressionnante, notamment, d'une région qui fut pourtant la terre d'accueil de Monet, de Sisley et de Bonnard.

Si la peinture du passé ne pêche pas par sa richesse, le musée d'Evreux a-t-il tourné vers les contemporains. Sage précaution, payante à long terme, et courageuse pour une ville de la taille d'Evreux. Les risques ne sont toutefois pas démesurés, puisque c'est Souleja, Debré, Tal Coat, Degottex, etc. qui prendront place dans une salle du 2^e étage, pour l'heure encore en gestation. En attendant les salles d'exposition temporaire du 3^e étage, où la place ne manque pas (sinon la hauteur de plafond), présentent un large et remarquable ensemble de toiles de Judit Reigl. L'artiste est née en Hongrie en 1923 mais vit à Paris depuis 1950.

Rétrospective Judit Reigl

Les œuvres accrochées vont de ses premières années parisiennes à maintenant : une rétrospective qui montre quelle constance, quelle vigueur, à tous les jours mis Judit Reigl dans sa gestion de l'espace, des *Torses* masculins aux torsades les plus régulièrement abstraites, de la matérialité du Guano à l'éjection élémentaire de *Hydrogène, photon, neutrinos* (1983).

L'exposition de Judit Reigl est d'autant plus saisissante que le musée d'Evreux, dans le vieux palais, est plus cloisonné, plus attentif à mettre en valeur l'objet le plus infime, question d'échelle : le grand souffle contre la pieuse conservation.

part gallo-romain de la ville du Bas-Empire. Ce rempart forme maintenant l'un des murs principaux de la salle, et laisse ruisseler une bonne lumière zénithale sur sa surface pieuse. Cette présence, forte d'histoire et d'architecture, rappelle celle, dans le garage de la rue Dauphine, à Paris, d'un splendide morceau de la muraille de Philippe Auguste, ce serpent de mer de la capitale.

La lumière, brisée sur le rempart, jaillit dans la salle dont elle donne l'éclairage de base. Un beau contraste avec l'éclairage artificiel, très raffiné des vitrines. La muséographie de cet ensemble est due à Fanoptes, société privée, rassemblant des spécialistes de tous bords et qui, moins lourde et moins fonctionnarisée que ses équivalents dans les musées de France, montre aussi plus de souplesse et souvent plus de technique. On mesure ici son efficacité (1). A partir d'objets peu frappants, les inévitables silex taillés, les poteries, ontils, objets de tous usages, d'os, de bronze, de fer... bref, la ration ordinaire du fouille-ur, Fanoptes a élaboré une présentation didactique mais chaleureuse où l'on voit cheminer, lentement, l'homme paléolithique vers l'horizon médiéval. La dimension humaine, et le travail archéologique sont l'un et l'autre préservés, gardent leurs dimensions respectives.

Deux pièces-phares proviennent de l'Evreux gallo-romain (Mediolanum) *Jupiter Stator* et *Apollon* donnent le meilleur de l'expression artistique dans cette évocation rigoureuse de l'histoire et de la vie des gens.

FREDERIC EDELMANN.

(1) Fanoptes vient d'être chargé de la conception de la Maison France-Breil à Rio, projet financé par la chaîne de TV Globo, Rhône-Poulenc et, théoriquement, le ministère français de la culture.

FESTIVALS

« DIEU », au cirque de Gavarnie

A l'assaut de l'utopie hugolienne

A Gavarnie, le ciel écrase la terre. Les nuages montent vers l'horizon en volutes inquiétantes ou descendent en nuées pour se coucher sur le torrent. Les rochers, tachés de neiges qui entre chie et loup semblent grises, forment un site où l'on guette l'éclair, où l'on attend le tonnerre. Et des chocs d'eau tombent des parois vertigineuses, cascades dont le tumulte chante la Création. Tel est le cirque de Gavarnie que Victor Hugo n'oublia jamais.

Douze ans après son séjour dans les Pyrénées, à Jersey d'abord, puis à Guernsey, entre 1855 et 1856, Victor Hugo compose *Dieu*, qui termine le triptyque commencé avec *La Légende des siècles* et par *La Fin de Satan*. Six mille vers durant lesquels le poète dialogue avec des voix célestes, celles qu'il entendait peut-être à Gavarnie, où il situait la Création du monde, ce « coffre de pierre immense renfermant les archives d'une ère et sombre catastrophe... une coupe sombre où pourrait boire la nuit ».

Pour François Joxe, farouche Pyrénéen, monter *Dieu* à Gavarnie, c'était la tentation. Il y a cédé : « J'ai voulu faire, dit-il, un grand spectacle populaire, en me servant d'un texte qui chante ce lieu que j'aime tant. Je n'ai conservé de l'œuvre originale que sept cents vers, en cherchant avant tout à faire de *Dieu* une représentation accessible à tous ». Mais le sujet demandait difficile, peu visuel, difficilement théâtral. Une folie donc, une gageure qui fit tancer les gens de la région, « Faire un spectacle à Gavarnie, comment ils vont faire ? »

■ UN PIANO EN PRISON. — Le pianiste argentin Miguel Angel Estrella a joué deux heures devant pour une centaine de détenus de la prison Saint-Paul de Lyon. Chaque morceau était suivi d'un dialogue direct avec le public. Membre de l'association Musique-Expérience, ancien professeur poétique, le pianiste a déjà donné plusieurs concerts dans les prisons.

« Ce fut une épopée, avoue Jackie Marchand, directeur du Parvis de Tarbes, qui a coproduit le spectacle. Mais nous y sommes parvenus ». Ainsi, depuis le 1^{er} juillet, le matériel a été acheminé le long de l'étroit chemin qui monte jusqu'au site. Cent cinquante personnes ont été hébergées, comédiens, stagiaires, qui participent au spectacle tant au point de vue technique qu'artistique, et tous ceux qui, de près ou de loin, ont aidé à la réalisation de *Dieu*. « Tant de monde, soupire François Joxe, tant de travail, et pour notre première, il pleut. »

Dérisoires parapluies

Ce soir-là, les spectateurs, après une ascension à pied de vingt minutes, arrivent malgré tout. Drapés par les organisateurs dans des couvertures de l'armée, lourdes et épaisses, ils errent en petits groupes sous des dérisoires parapluies. Fantômes humides chaussés de baskets qui assistent à l'Apocalypse et espèrent l'éclaircie.

Elle vient ! Déchirements spectaculaires. Trouée infinie. Hugo, interprété par Claude Bouchery, peut enfin converser avec les dieux. La mise en scène de François Joxe est courageuse, voire héroïque tant le texte demande des efforts de concentration que le site lui-même empêche de fournir. Pour que tout le monde puisse comprendre, des bannières annoncent les huit propositions philosophico-religieuses sur lesquelles s'interroge l'esprit humain. Athéisme, scepticisme, manichéisme, paganisme, moïsme, christianisme, rationalisme et cette « lumière qui n'a pas encore de nom ». Ce sont des oiseaux qui symbolisent ces différentes pensées. Ils surgissent de l'ombre, accompagnés de chants, de musiques. Les puissances du bien et du mal se disputent l'univers. Une croix gigantesque se dresse dans un faisceau de lumières tandis que le vautre, enveloppé d'écarlate, fait se lever

des soupirs et les cris des dieux païens.

Pour servir cette messe universelle, une foule d'officiants, blancs et noirs, courent montent à l'assaut d'utopies ou tombent, foudroyés par la main du Dieu terrible de Moïse. Leurs hurlements sont répercutés par l'écho qui rivalise avec les effets des techniciens du son — leur travail, si on imagine leurs difficultés, est remarquable.

L'altitude, Gavarnie, Dieu et les siens, sans oublier la voix d'Alain Cuny, c'est sûrement un peu écrasant pour l'humain de tous les jours. Mais c'est-ce pas beau pour l'esprit...

CAROLINE DE BARONCELLI.
38 juillet.

EXPOSITION

Les statues d'Arman ravissent ou scandalisent les Parisiens

« J'adore. Voilà vingt minutes que je regarde cette sculpture. Ce n'est pas un tas : il y a une verticalité admirable. Et puis quel symbole pour nous autres banlieusards obsédés par le temps. » Ce jeune bijoutier d'Asnières est en admiration devant l'empilement de montres que le sculpteur Arman a créé et qui vient d'être dressé dans la cour du Havre, devant la gare Saint-Lazare, à Paris. Cette œuvre, intitulée *L'Heure* de tous, mesure 7 mètres de haut et pèse 3 tonnes. Elle a coûté 750 000 francs. Une soixantaine de montres et d'horloges — cadrans de faïence blanche sur des boîtes dorées — semblent dégringoler du ciel.

Elle fait partie des cent œuvres d'art qui ont été commandées par le ministère de la culture, M. Jack Lang, pour encourager la création artistique en France. Certaines ont déjà fait scandale. La statue-menhir due au sculpteur Dorbà et qui représente le président Georges Pompidou n'a jamais été inaugurée bien qu'elle se trouve sur les Champs-Élysées. La

Tour aux Figures de Jean Dubuffet a longtemps cherché un site et l'a finalement trouvé après maintes tribulations sur l'île Saint-Germain, en face des usines Renault.

Arman a été comblé. Sa première œuvre, une commémoration de la Révolution, est déjà plantée devant le perron de l'Élysée. Les deux suivantes, l'empilement de montres et un entassement de valises édifié cour de Rome également devant la gare Saint-Lazare, sont devenues aussitôt coqueluche des Parisiens ou plutôt des banlieusards qui par dizaines de milliers passent par là deux fois par jour. Devant l'empilement de bagages intitulé *Consigne à vie* (7 mètres de haut, 5 tonnes de bronze à la patine sombre) un ouvrier s'arrête un instant : « C'est un peu tristounet mais je trouve ça original ».

Des passants s'arroutent. Les discussions s'engagent. L'art est soudain dans le rue. Familier, quotidien. Certains se débattent.

« Vous savez, confie une infirmière arrivante à Suresnes, moi je fais de la peinture en amateur. En ce moment je commence une « aurore ». Vous pouvez pas savoir comme c'est difficile de rendre le doré. Alors j'admire d'autant plus le travail d'Arman. »

« C'est génial, marrant et gai, lance un cuisinier qui détaille à toutes jambes. A force de discuter je vais être en retard. » Mais un chef de rayon des Galeries Lafayette sanglé dans son deux pièces passe, l'œil noir : « Affreux », jette-t-il. « Domage ou on n'ait pas mis sur la soie quelques indications sur l'artiste et même sa photo », se plaint un jeune couple qui vient de passer cinq minutes à évaluer les mérites respectifs des montres et des valises. « Mais c'est Arman, s'exclame une employée de banque. On le connaît bien à Jouy-en-Josas. On a un empilement de voitures de lui dans le parc de la fondation Carrier. Au début on est surpris et puis, vous voyez, on s'y fait. »

L'accueil des Parisiens consola Arman de ses malheurs à Jouy-en-Josas. Sur plainte de l'Association des amis de la Bièvre, un tribunal vient de le condamner à déplacer son chef-d'œuvre (le Monde du 22 avril). Grosse affaire : ses soixante carrosseries emplies et enrobées de béton mesurent 18 mètres de haut et pèsent 1500 tonnes.

Les rues et les squares de Paris se garnissent donc des commandes de l'Etat. Le Rimbaud d'Ipousteguy s'est élevé il y a quinze jours sur la place de l'Arsenal (12^e arrondissement). La rentrée de septembre sera passionnante : au coin de la rue de Rennes et du boulevard du Montparnasse on verra surgir un *Hommage à Picasso* du sculpteur Caser. Une statue équestre de 6 mètres de haut et 3 mètres de long qui fera jaser. « Un sacrilège », disent déjà certains. « La plus belle sculpture du vingtième siècle », répondent d'autres.

MARC AMBROISE-RENDU.

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

1 SERPENT DE MER

Depuis que Sartre est mort, en avril 1980, tous les mois lui sont bons pour faire parler de lui. Comme nous aimons célébrer, embourner, faire le point (les centennaires ne nous suffisent plus, il n'y en a pas assez, ils se font prier, même si nous prenons la bonne humeur qui les suscite par les deux bouts : sa naissance et sa fin. Et puis un centenaire, c'est long pour une vie d'homme, c'est un plat que l'on ne nous présente pas deux fois. Alors, on se débrouille comme on peut. Tout devient prétexte.

Avec Sartre, nous n'avons que l'embaras du choix. Au lieu d'attendre calmement le 21 juin 2005, nous multiplions les couturiers. Un jour, c'est le *caréme des adieux* de Simone de Beauvoir sur les dernières années, une autre fois, sa correspondance de jeune homme, tel inédit sur Malraux, ces fragments du son traité de morale, les *Carnets de la drôle de guerre*. Ce sont les souvenirs de dix, trente personnes qui l'ont rencontré et qui, sans prétendre l'avoir mieux connu que son entourage, ont tout de même l'impression qu'avec eux Sartre s'exprimait enfin en toute liberté ! Les *Mémoires* de Raymond Aron ont permis d'enrichir d'une façon substantielle les sujets de baccalauréat : en littérature, vaut-il mieux avoir raison d'une façon ennuyeuse ou se tromper avec éclat ? Depuis, Françoise Sagan et Jean Cau, chacun à leur façon, ont enretenu la flamme. J'allais oublier cet événement considérable : la mise en « Pléiade » de son œuvre romanesque.

Dans la presse, les responsables des pages littéraires se sont posé avec componction la question de savoir si Sartre serait remplacé dans notre littérature. Et si oui, par qui ? Si la notion même de « maître à penser », d'« écrivain capital », n'était pas devenue peu démodée, c'était une occasion de nous montrer, par photos, les derniers gourous : Lacan, Foucault, Barthes, pour ne citer que les disparus. Un commissaire à la fois dubitatif et élogieux accompagnait cette mise en scène.

Le Débat, la revue de Pierre Nora, dans son numéro 35, renouvelle la formule, raccourcit les délais, Dumas et ses mousquetaires sont dépassés : Sartre, cinq ans après. On a demandé à cinq jeunes écrivains et philosophes « ce que Sartre a été pour eux et ce qui reste à leurs yeux de son œuvre et de son héritage ». Ce qui m'a frappé à la lecture de ces témoignages, c'est la modération dans l'attaque et la défense. Comme si tout avait été dit déjà, et qu'il n'y avait pas vraiment lieu de rouvrir le dossier. Chacun de ces garçons, avec une lassitude plus ou moins faite, tente de tirer son épingle du jeu.

Que dit François George, par exemple, le seul « sartrien » des cinq ? Il bougonne. Il hausse les épaules. Il sait bien les reproches que l'on peut adresser à Sartre, « Dans le domaine politique proprement dit, en effet, son apport est mince. » C'est le moins qu'on puisse dire ! Au fond, pour François George, en politique, Sartre n'a pas eu de chance. Il a loupé le coche à un an près. Il était bien parti. En 1946, « il avait refusé l'adhésion au marxisme-léninisme dans *Matérialisme et Révolution*. En 1950, il a signé un *éditorial* des Temps modernes révisé par Merleau-Ponty qui dénonçait le système concentrationnaire soviétique. Son attitude lui a valu les insultes du Parti communiste ». George ajoute : « Si Sartre avait campé sur ses positions antérieures, il apparaîtrait aujourd'hui comme un modèle d'intégrité clairvoyance. »

Le malheur de Sartre, c'est que Staline est mort trop tard. Pour bien faire, il aurait fallu que Staline meure entre 1946 et 1950 : quand Sartre ne se laissait pas impressionner par les séries doctrinales du léninisme, que, pour lui, un camp de concentration, même rouge, même dans le sens de l'histoire, ressemblait à un camp de concentration. « En 1952, un an avant la mort de Staline, Sartre a craqué », dit George, d'une façon touchante et presque comique. Et pourquoi Sartre a-t-il craqué ? « Par amour et par faiblesse. » C'est entendu, et c'est vrai. Mais j'ajouterais : parce que Sartre avait mis au point sa façon d'écrire sur les événements. Il savait comment les traiter. C'est en 1953 qu'il publie dans sa revue son débrillant et sublime feuilleton, *Les Communistes et la Paix* en plusieurs épisodes et qui ne fut jamais terminé. Sartre prenait prétexte d'une grève que tout le monde a oubliée, et où Jacques Duclos s'était vu accusé d'espionnage et presque de trahison à propos de pigeons retrouvés dans le coffre de sa voiture, pour s'enfoncer dans les chemins des bois.

Le Sartre qui pensait « bien » sur la politique, c'était le Sartre qui avait des rougissements devant cette grande demoiselle qui l'intimidait ou l'ennuyait. Pour lui, la politique, c'était un domaine réservé aux spécialistes.

cialistes — un peu ce que sont les affaires étrangères pour un président de la République sous la V^e — à Merleau-Ponty, par exemple, puisque Sartre n'avait pu Raymond Aron sous la main. La jour où Sartre a vu le moyen de la submerger avec ses propres mots, il ne s'est plus tenu de bonheur, la réalité est devenue secondaire. Les personnes qui ont déploré l'engagement de Sartre, qui lui ont reproché d'avoir détourné la littérature d'elle-même, ne se sont jamais rendu compte que pour Sartre, tout était littérature, y compris sa passion, la philosophie.

L'année où Sartre a « craqué », suivant l'expression de François George, je l'ai rencontré par hasard à Saint-Tropez. J'étais dans l'euphorie, autrement dit moins maussade que d'habitude : un premier livre en librairie, chroniqueur au Temps modernes et d'autres succès de la même espèce. Sartre aussi était gai. Il habitait cet hôtel qui a changé de nom depuis et qui s'appelait l'Aïoli. « On prend un verre ? » Et comment ! Trop content que j'étais de semer mon éditeur d'ors qui m'avait invité dans sa maison du Midi avec la demoiselle de mes pensées. Après m'avoir complimenté avec sa gentillesse habituelle sur la bonne marche de mes travaux, Sartre, questionné par moi, — Staline venait de mourir — On peut assister à un retour des sars, pourquoi pas ? — me dit qu'il croyait avoir trouvé « le truc » pour parler politique, pour s'adresser aux communistes. Il était assez content de son texte fleuve sur les pigeons de Duclos. Pour lui, Les Communistes et la Paix, c'était « la vraie suite des Chemins de la liberté », le tome IV ou V. Sartre ne faisait pas le détail.

Je me demande si ceux qui ont connu Sartre, je ne parle pas des intimes, ont encore en mémoire son étonnante spontanéité dans la conversation. C'était l'homme le moins prévenu du monde, le moins soucieux d'être en accord avec ses thèses, c'est aussi pour ça qu'il aimait les dames et quelques jeunes gens, avec eux, on pouvait se contredire. Il n'avait cure de ses œuvres complètes, il les retrouvait bien assez tôt devant sa table de travail. Un jour ou l'autre, les pas de côté avec la « doxa » sartrienne seraient intégrés. Sartre n'était pas à une contradiction près, puisque la contradiction, c'était son métier. Et d'un autre côté, quand il avait commencé son discours, à enfiévrer les pages, il n'était plus question que la réalité historique vienne le déranger. Quand elle devenait intolérable, il rompait.

Rompre, c'est une comédie. Une façon artificielle d'aller à la ligne. D'an finit avec ce qui n'a pas de fin. De recommencer ailleurs ce qui n'a pas de fin. J'invente ? Vous devriez lire le dernier numéro de la *Revue internationale de philosophie* (152-153) consacré à Sartre. Pas tout, bien sûr ! Mais, par exemple, la première version de l'article de Sartre sur Merleau-Ponty, « écrit à Rome au cours de l'été 1967 », sur « deux blocs de papier à lettres 21 X 27 ». La *Pleïade* a 130 feuilles. Cette version est très différente du texte que nous connaissons en principe. Pas meilleure. Mais plus personnelle, plus gauchiste, plus sentie et donc plus curieuse. On se dit que cette « nécro » a dû lui coûter. Il la jugeait nécessaire. Phénoménologie et Temps modernes obligent. Entre collègues de bureau, de même niveau et de même grade, on se doit bien ça. Mais le cœur n'y était pas. « Je n'ai pas de pleurs pour Merleau-Ponty ni rien à dire sur sa mort : ma peine est la plus commune, si j'en parle, je n'apprendrai rien à personne. » Et puis, en un autre sens, elle ne regardait que moi. » Avec Gide, la distance d'âge, de sentiments et de talents avait permis les daps sobres à la Ingres. Son Camus, en 1960, nous avait éblouis. Les amateurs du genre étaient restés pantois, se demandant ce qu'ils présentaient le plus, la querelle de 52 ou l'éloge funéraire.

Le Merleau-Ponty de Sartre dans ses moments les plus inspirés valait surtout par les confidences sur l'auteur. C'était typiquement de la « sartraille », ce mélange de philosophie et de littérature où l'on trouve de tout et qui a bien du goût. C'est dans cette première version que vous lirez ce portrait de l'écrivain en action, la phrase que je cherchais : « Je pensais pour rigoler, je donnais mes pensées ou je les jetais, sûr d'en faire quand je voudrais ; une chose m'échappait ; sur des registres divers, à propos d'objets variés, je traçais une seule pensée, toujours la même : j'étais elle que je pouvais distribuer ou perdre, c'était elle qui renaisait de ses cendres toute seule. »

2 POLITESSE

Que soit remarqué le *Nouvel Observateur* qui m'a permis de redécouvrir ces revues.

COMMUNICATION

SPORTS

Mardi 23 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 **Haroun Tazieff** raconte « sa » Terre. Numéro 4 : Les déserts arides de glace. *Déserts de sable, déserts de glace des pôles, répartition des zones désertiques sur la Terre, explications climatologiques de ces phénomènes... par l'un des grands volcanologues français, Haroun Tazieff.*
- 21 h 30 **Théâtre** : Là où vous êtes. D'Alain Malraux, avec C. Marchand, H. Bellon, J. Davy. *Les retrouvailles d'une famille désunie : un fils désobéissant et instable, une fille digne très innovatrice... tous se rassemblent autour de leur père gravement malade... Un drame psychologique.*
- 23 h 20 **Vidéo-danse** : Vue imprenable. De J.-P. Botella, G. Martinez, avec D. Larrieu, P. Henrot, G. Apic. *Les nouvelles techniques vidéo permettent d'élaborer des créations chorégraphiques originales.*
- 23 h 35 **Journal**.
- 23 h 50 **Choses vues** : Hugo, lu par Picozzi.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 **Cinéma (cycle Chaplin)** : Monsieur Verdoux. Film américain de C. Chaplin (1946), avec C. Chaplin, M. Correll, M. Raye, I. Egan, M. Hoffman, M. Nash (N. Rediffusion). *Dans les années 30, un employé de banque français réduit au chômage par la crise séduit de riches veuves qu'il épouse et assassine, s'empare de leur argent pour spéculer. Inspiré de l'histoire de Landru, un pamphlet social d'une rare violence, sous son comique débridé. La société américaine en crise.*
- 22 h 35 **Chefs-d'œuvre en péril** : Carrosses et attelages. Magazine de P. de Lagarde. *Carrosses et attelages d'avant et d'après la Révolution française, les plus belles collections de Londres, Vienne ou Lisbonne.*
- 23 h 5 **Journal**.
- 23 h 30 **Bonsoir les clips**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 **La dernière séance**. Emission d'Éddy Mitchell et Gérard Jourd'hui. Actualités 1957. Dessin animé : Tom et Jerry au piano. A.

22 h 15 Tex Avery : les réclames de l'époque; entrée: l'attraction; Ph. Gauthier, accordéoniste.

- 20 h 50 **Premier film** : Terreur dans la vallée. Film américain de R. Rowland (1957), avec S. Granger, R. Fleming, C. Wills, S. Rowland, J. Gregory. *Un aventurier, revenu chez lui après des années d'absence, est mêlé à un conflit local et doit surmonter l'affection de son fils. Il n'y a aucune originalité dans le scénario et dans la mise en scène.*
- 22 h 40 **Journal**.
- 23 h **Second film** : Le Beau Brummel. Film américain de C. Bernhardt (1954), avec S. Granger, E. Taylor, P. Ustinov, R. Morley, J. Donald, R. Harris. *Sous le règne de George III, les excentriques et les intrigues d'un dandy anglais, surnommé le roi de la mode dans la haute société londonienne. Une somptueuse reconstitution d'époque et un personnage très complexe superbement interprété par Stewart Granger.*

CANAL PLUS

- 20 h 30 **Le Gaiopole**, film de G. Lautner : 22 h. *Sage, film de P. Donovan et M. O'Connell : 23 h 45. Artista, film de D. M. de P. Francis : 1 h. Les superstars du catch : 1 h 50. Au cœur de l'Arabie saoudite : 2 h 45. Répertoire n° 1.*

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 **Pour ainsi dire** : poésie sonore. 21 h 30 **Radio Festival**, en direct d'Avignon : les théâtres indiens d'aujourd'hui : autour de l'acteur, de la peinture : rencontres improvisées avec la « vie » du Festival : concerts indiens (enregistrés) : tour de l'archevêché le 17 juillet) : B. Krishna et N. Ramani.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 35 **Avant-concert**. 21 h 30 **Concert** (en direct de la Cour Jacques-Cœur) : Cinq pièces pour corde, de Hindemith, Lockyer, de Britten. *Concerta en mi bémol majeur pour deux pianos et orchestre, de Mozart. La Valse, de Ravel, par l'Orchestre de chambre de Norvège, dir. T. Tonnessen, G. et S. Pekinel, pianos.*
- 0 h 10 **Jazz-club** : Bob Dorough, chant et piano et Bill Tavas, bassiste.

Mercredi 24 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 15 **ANTIOPE 1**.
- 11 h 45 **La une chez vous**.
- 12 h **Jeu** : Le grand labyrinthe.
- 12 h 35 **De port en port**.
- 13 h **Journal**.
- 13 h 45 **Choses vues** : Victor Hugo lu par Michel Picozzi.
- 13 h 50 **Croque-vacances** (et à 16 h 35). *Variétés, info-magazine.*
- 14 h 30 **Réponse** : Chapeau (Chantal Goya). Diffusé le 19 juillet.
- 15 h 25 **Série** : La Maison des bois.
- 16 h 20 **ANTIOPE 1, jour**.
- 17 h 40 **La chance aux chansons**.
- 18 h 5 **Mini-journal** pour les jeunes.
- 18 h 15 **Série** : L'homme qui revient de loin.
- 19 h 15 **Jeu** : Anagramme.
- 19 h 40 **Les vacances de monsieur Léon**.
- 19 h 55 **Tirage du Téo-o-tao**.
- 20 h **Journal**.
- 20 h 35 **Tirage du Loto**.
- 20 h 40 **Série** : Quelques hommes de bonne volonté. D'après l'œuvre de J. Romains, adapt. M. Julian et F. Villiers. Avec D. Coccadi, C. Dauphin, J. Barney. N° 6. *A la rencontre du matin. Paul Doumer, président de la République, est abattu le 5 mai 1932. Un événement qui n'arrête nullement Haverkamp dans la préparation de ses bœufs du Tréport. La situation internationale empire, l'opposition annonce sa démission du ministère. Inspiré de la saga monumentale que Jules Romains avait écrite selon la méthode existentielle qu'il avait créée : l'unanimité. Multiplicité des personnages et des milieux, un fatrasement de vies humaines prises dans le grand champ collectif d'une histoire en mouvement.*
- 21 h 35 **Variétés** : Nana Mouskouri. Une émission de M. et G. Carpentier. *Concert au théâtre Hérodote Articus en 1984. Nana Mouskouri interprète une vingtaine de ses succès.*
- 22 h 35 **Journal**.
- 22 h 50 **Téléfilm** : Maladie mortelle. Présenté par T. INA, réal. F. Weyergans. Avec A. Dupont, L. Tardif, C. Marlier, A. Nilson. *Un homme joue de sa maladie pour séduire trois femmes. Il mène sa vie et ses fantasmes dans un voyage intellectuel - dans le Paris d'aujourd'hui. Un travail de recherche, élaboré avec soin par François Weyergans, difficile, un peu aride, mais intelligent.*
- 0 h 25 **Choses vues** : Hugo, lu par Picozzi.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 6 h 45 **Télématin**.
- 11 h 45 **Récré A 2**. *Pochette les Petites Canailles.*
- 12 h **Journal et météo** (et à 18 h 40).
- 12 h 10 **Jeu** : L'académie des neuf.
- 12 h 45 **Journal**.
- 13 h 35 **Série** : Simon et Simon.
- 14 h 25 **Chroniques martiennes** : les expéditions. *Premier d'une série en trois épisodes, d'après R. Bradbury, le grand maître de la littérature de science-fiction. Réal. M. Anderson. (Rediff.)*
- 16 h **Sports été**. *Golf : open de Grande-Bretagne.*
- 18 h **Récré A 2**. *Wario-Wario : Les mystérieuses cités d'or.*
- 18 h 50 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 **Informations régionales**.
- 19 h 40 **Feuilleton** : Permis de construire.
- 20 h **Journal**.
- 20 h 35 **Téléfilm** : Messieurs les jurés. L'affaire Meigniez, réal. A. Franck. Avec V. Silver, G. Siquet, P. Laplace, R. Yong. *Dans le box des accusés, Jacques Meigniez, petit voyou, trahit sans convergence, condamné pour recel, vol à l'arraché et proxénétisme... et pour le meurtre d'une femme. Affaire à suivre.*
- 22 h 35 **Histoire courtes**. « Eden », de R. Res : « Le point d'eau », de V. Moncorge.

23 h 5 Journal.

23 h 30 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 19 h 5 **Dessin animé** : La panthère rose.
- 19 h 15 **Informations régionales**.
- 19 h 40 **Coups de soleil**.
- 19 h 55 **Dessin animé** : Il était une fois l'homme.
- 20 h 5 **Les Jeux**.
- 20 h 35 **Intervallés 86** : Dax-Bayonnes. Emission de Guy Lux et C. Savarit. *Des tartes à la crème, des toboggans savonneux, le retour d'une émission-phare des premières années du petit écran : grand public.*
- 22 h 15 **Journal**.
- 22 h 35 **Préface à la nuit**. *Quatuor n° 14 en sol majeur, de Mozart, interprété par le Quatuor Rosamonde.*

CANAL PLUS

- 7 h. Gym à gym : 7 h 10. Top 50 : 7 h 45. Sur la piste du bison blanc : 8 h 35. Dancin' days (et à 13 h 5) : 9 h 5. Cabou cadin (et à 12 h 30, 13 h 35 et 17 h 25) : 9 h 30. Rue Cases Nègres, film de E. Paley : 11 h 10. Shogun assassin, film de K. Misumi : 14 h 45. Les pionniers du Kenya : 15 h 35. Mère dans un miroir : 18 h 40. Jeu : Les affinités sont les affaires : 19 h 10. L'écologie laura : 19 h 45. Top 50 : 20 h 55. Le Crépuscule des faux dieux, film de D. Tessari : 22 h 25. Les Galettes de Pont-Aven, film de J. Scia : 0 h 15. 2019 après la chute de New York, film de M. Dolman : 1 h 45. Le monde fabuleux des effets spéciaux : les créatures fantastiques de G. Lucas : 2 h 30. Séries rock.

FRANCE-CULTURE

- 1 h. Les maîtres de France-Culture : 7 h. Le goût du jour : 8 h 15. Les enjeux internationaux : 8 h 30. Les chemins de la connaissance : deux fois un, les jumelles (et à 10 h 50 : le corps tel qu'on le pense) : 9 h 5. Matinée : sciences et symboles : Colloque international de Tsukuba, les voies de la connaissance (le corps et l'esprit) : 10 h 30. Musique : miroirs (et à 17 h) : 11 h 10. Le livre ouvert sur la vie : rencontre de jeunes lecteurs avec Michel-René Baudouy : 11 h 30. Feuilleton : Le Dossier n° 113 : 12 h. Radio festival, en direct d'Avignon (et à 13 h 40) : 12 h 45. Pausonara : 14 h. Un livre, des voix : « Douce lumière », de René Maupassant : 14 h 30. Collège international de philosophie, par J. Murier : 15 h 30. Lettres ouvertes, magazine littéraire : 17 h 10. Le pays d'Ici : Béziers, histoire d'air, histoire d'eau : 18 h. Subjectif : Agora (Vincent Bardet) : à 18 h 35. Tire la langue... : 19 h 30. Perspectives scientifiques : recherches actuelles : 20 h. Musique, mode d'emploi : J.-S. Bach, le père prodige.
- 20 h 30 **Antipodes** : l'une danse, l'autre écrit poèmes et musiques des nuits de Rabat, Port-au-Prince, Dakar, Beyrouth, Montréal, Pointe-à-Pitre, etc. (Rediff.).
- 21 h 30 **Radio Festival**, en direct d'Avignon. Les théâtres indiens d'aujourd'hui : autour de l'acteur, de la peinture : rencontres improvisées avec la « vie » du Festival : Musique profane italienne de la Chartreuse de Villeneuve-les-Avignon : groupes d'Irgol et de Lunz.

FRANCE-MUSIQUE

- 2 h. Les maîtres de France-Musique : Nikolaus Harnoncourt : 7 h 10. Révélation-matin : 9 h 8. Océanises : Germaine Cernay, Jean Piane, Francis Poulenc, Mireille, Charles Bonaparte... : 12 h 5. Le temps du jazz : 12 h 30. Concert : œuvres d'A. de Bernard par l'Ensemble Cienmenc Janquien : 14 h 4. Programme musical : 17 h. L'imprévu (en direct de Montpellier) : 18 h 30. Récital (en direct de la salle Mollière) : Cyril Hué interprète au piano des œuvres de Busoni : 20 h 5. Jazz (en direct du Festival de Juan-les-Pins) : le Trio de Keith Jarrett.
- 20 h 34 **Avant-concert** : œuvres de Kodaly.
- 21 h 30 **Concert** (donné le 16 juillet dans la cour Jacques-Cœur : polyphonies catalanes. L'alta naixença del rei En Jaume, pour soprano, baryton, chœur et orchestre, de Gerhard : Burlesque pour piano et orchestre, de R. Strauss : Suite du Mandarins merveilleux, de Barok, par l'Orchestre de la ciudad de Barcelona et les Chœurs Antics Escolars de Montserrat, dir. A. Ro-Martin : sol. : A. Ader, piano, C. Bustamante, soprano, E. Serra, baryton.
- 0 h 10 **Programme musical**.

Le sport et l'argent

II. - La télévision a tous les droits

par MICHEL CASTAING

Le sport est le grand spectacle de la fin du deuxième millénaire. Son aspect financier est de plus en plus important, mais les rapports du champion et de l'argent sont devenus plus clairs (le Monde du 23 juillet). Les principales ressources du sport viennent de la télévision qui, en contrepartie, a de plus en plus tendance à imposer ses propres règles du jeu aux champions.

La télévision a tous les droits... D'abord, celui d'en verser aux organisateurs des rencontres sportives qu'elle diffuse. C'est devenu faramineux, à la mesure des passions soulevées. Naturellement, le gigantisme en la matière provient des Etats-Unis.

La féroce empoignade à laquelle se livrent les trois grandes chaînes américaines (ABC, NBC, CBS), pour arracher des contrats d'exclusivité, a, au fil des ans, fait monter les enchères de façon stupéfiante. Entre elles, c'est Dallas tous les jours, et, en comparaison, la vente des yearlings à Deauville, n'est qu'une tombola paroissiale.

Ainsi, les droits de retransmission des Jeux olympiques d'été ont passé, en huit ans (1976-1984), de 34 à 281,5 millions de dollars (+ 807 %). Dans la même période, ceux des JO d'hiver ont grimpé de 11,6 à 102,4 millions de dollars (+ 881 %). Et, parce qu'avec ses principales annexes (hockey sur glace, patinage artistique) le chapitre olympique du « cirque blanc » s'installe en territoire nord-américain, en février 1985, à Calgary (Canada), ABC a fait sauter tous les baromètres de l'inflation, obtenant la « couverture » exclusive de cette manifestation pour la somme de 309 millions de dollars. Trois fois plus qu'à Sarajevo, en 1984.

Rageusement, CBS avait auparavant rafié le marché du football américain : un contrat-record de 2 milliards de dollars, conclu sur cinq ans (1983-1988). Des chiffres à donner, en ces temps de crise, le tournis ou la nausée. Il est vrai qu'une heure de sport coûte six fois moins à réaliser qu'une heure de dramatique.

En France, c'est beaucoup plus modeste : les relations entre le football et la télévision n'ont jamais été au beau fixe, chaque partie dénonçant régulièrement les exigences de l'autre, et TF 1 s'est, la saison dernière, que pour 10 millions de francs. Mais, avec le renouveau du « onze » tricolore et l'arrivée de Canal Plus qui a signé 320 000 francs par soirée pour vingt-cinq matches, M. Jacques Touboul, administrateur général de la Ligue nationale, pronostique une « nette amélioration », financière s'entend, dans les années à venir.

Les payeurs et les décideurs

La télévision a tous les droits : ceux qu'elle acquitte et, à ce titre, ceux qu'elle s'arroge. En l'occurrence, les payeurs veulent être, non seulement des conseillers, mais aussi des décideurs. Consciente de son immense pouvoir, pas besoin d'épiloguer, de l'engouement moderne pour le sport-spectacle, du cercle sans cesse élargi des supporters qui applaudent à grands cris et de la frénésie calculée des publicitaires, elle se montre, en particulier aux Etats-Unis, sûre d'elle et dominatrice. Au point de risquer, un jour, de leur elle-même ses propres poutles aux yeux d'or, c'est-à-dire les deux du stade.

Témoins les pourparlers qui se sont déroulés entre ABC, d'une part, le CIO (Comité international olympique) et les fédérations internationales, d'autre part, pour la retransmission des JO de Séoul. La chaîne américaine proposait un pactole — entre 600 millions et 1 milliard de dollars, soit le double ou le triple de Los Angeles — à une condition évidemment draconienne, rédhibitoire : qu'un nombre suffisant de finales d'athlétisme, de natation, de gymnastique, etc., se déroulent le matin, afin que, compte tenu du décalage horaire, l'Oncle Sam puisse suivre en direct, auvernement qu'en bonnet de nuit, ses compétitions préférées. Sinon, ABC devait baisser ses offres de moitié.

Toutes les fédérations internationales concernées ont, en fin de compte, accepté que les finales se déroulent à partir de midi. Sauf celles d'athlétisme, qui auront lieu en début d'après-midi. ABC paiera 750 millions de dollars.

L'eurovision n'est pas plus innocente : sur ses instances, la FIFA (Fédération internationale de football association) a accepté de programmer, en fin de matinée certaines rencontres de la Coupe du

monde 1986, disputée au Mexique, pour que le Vieux Continent soit branché en direct à l'heure de l'après-midi. Jouer au football à midi, en plein mois de juin, à Mexico, à 2 250 mètres d'altitude, c'est tout simplement de la folie !

Mépris à l'égard des compétiteurs et des spectateurs, complaisance envers les téléspéctateurs. Touche pas à mon poste... Même les caquet de Wimbledon ont courbé l'échine, face à NBC, en reniant une tradition séculaire : la finale du fameux tournoi de tennis a depuis 1982 lieu le dimanche.

Mais il arrive aussi que les goûts des téléspéctateurs ne soient pas entièrement pris en compte. Ainsi, un sondage réalisé en 1980 par TF 1 — les modes ont, cependant, pu changer depuis — a révélé que, en France, c'était sous l'influence du public féminin, le patinage artistique, qui était le plus regardé — 54, Alain Calmat n'était pas encore ministre... — avec 75 % de réponses favorables, devant la gymnastique (65 %), le ski (59 %), l'athlétisme (57 %), le cyclisme (55 %), le football (54 %), la natation (52 %) et le tennis (48 %). Or, selon le Service d'observation des programmes audiovisuels (SOP), TF 1 et A 2 ont, en heures d'antenne, nettement donné la préférence au tennis et au football (enquêtes 1982), loin devant le cyclisme, l'athlétisme, le rugby, l'automobilisme, le patinage artistique et le ski, cités dans l'ordre.

Une commission princière

Tout comme la télévision, mais aussi comme thé et comme tennis. C'est d'actualité : Wimbledon, après Roland-Garros. Tout au long des tournois du Grand Prix de la Fédération internationale — au nombre de soixante-dix-huit en 1985, dotés au total de 16 millions de dollars, — on prend (presque) les mêmes et on reconnaît, de cela, cela plat, cela paie. Porte d'Auteuil, indique M. Hervé Dutrel, directeur adjoint de Roland-Garros, le chiffre d'affaires a atteint, durant la dernière quinzaine, 60 millions de francs, dont une moitié en billetterie (quatorze mille places payantes sur le seul court central), et l'autre en publicité et droits télévisés. Sa victoire en finale du simple messieurs a valu à Mats Wilander d'emporter la somme de 1 338 300 francs.

Globo-trotters, les vedettes du tennis n'ont ni le temps ni, souvent, le goût ou la capacité de gérer elles-mêmes leur avoir. D'autres s'en occupent à leur place. Ainsi, deux grandes sociétés américaines, l'International Management Group (IMG) et ProServ, respectivement fondées par Mark McCormack et Donald Dell, tous deux avocats diplômés de Yale, se concurrencent pour attirer en leur sein les têtes de série — et des champions d'autres sports.

Par exemple, ProServ — dirige Jimmy Connors, Ivan Lendl, Yannick Noah. Comme l'explique M. Philippe Pimpaneau, directeur général du bureau parisien, ProServ se charge non seulement de négocier, pour le joueur, des contrats avec des maisons d'articles de sport ou avec des firmes extraportives, mais elle assure aussi son secrétariat, sa comptabilité, et remplit même sa déclaration d'impôts.

Bien entendu, ces services ne sont pas gratuits. Donald Dell prélève sur chaque contrat une commission, sinon royale, du moins princière : 20 % à 25 %. Et, dans un bulletin adressé aux chefs d'entreprise, ProServ ne cache pas ses motivations en déclarant qu'« elle vous aidera à rentabiliser au maximum le parrainage d'un athlète ou la participation à un événement ».

Le sponsoring, ajoute-t-elle, est une action dynamique, l'événement devant être créé autour de la marque que par la vedette ou le sport.

On ne peut guère être plus clair. Sauf à écouter M. Bernard Tapie, qui assure : « Il vaut mieux dépenser 10 millions de francs pour une équipe championne du monde que 1 million de francs pour une formation de troisième division ». Grand retour des morts (industriels). L'homme d'affaires français qui a ressuscité Bernard Hinault avec le groupe La Vie claire (un budget, équilibré, de 20 millions de francs par an) et qui a ramené Look (fixations de skis), croit tout comme les autres, look des dieux du stade.

« Quand on est bon, on attire toujours du monde. Et quand un champion vend les services de tel ou tel produit, le public marche. » Il souligne, sans le moindre clin d'œil : « Lorsque Renault obtenait des résultats en formule 1, le comité central d'entreprise ne demandait jamais combien cela coûtait. »

Première entreprise mondiale de vêtements et de chaussures de

sport, — surtout concurrente par l'américain Nike et, bientôt, par les japonais Tiger et Mizuno, — maison de verre aux vitres opaques — impossible de connaître ses bénéfices (2). — Adidas estime qu'elle apporte une « aide considérable » au mouvement sportif. Soit, aussi, en patronnant une équipe de football cadets, soit en effectuant des opérations de soutien dans le tiers-monde, soit en valorisant des « permis à grand développement », comme le hockey sur glace, le cyclisme ou la marche. Un principe essentiel, en tout cas : ne jamais intervenir dans la composition d'une équipe ou dans les affaires d'un club ou d'une fédération, contrairement aux tentations et tentatives d'autres publicitaires ou sponsors.

Isabelle de Castille a été le premier grand sponsor — en soutenant Christophe Colomb, dit, non sans humour, M. Michel Etevenon, président de l'AFIPOCO (Association fédérale internationale des promoteurs et organisateurs de courses océaniques) et directeur d'une agence de publicité. Le coût d'un multicoque frôle, aujourd'hui, le milliard de centimes et, depuis que les Anglais ont accepté, il y a une décennie, que les bateaux soient baptisés au mousses (Krieger ou au pétrole (ELF-Aquitaine)), les commanditaires se sont précipités.

Les principaux investisseurs se sont en France, nous avons dépensé nos maîtres anglo-saxons », affirme M. Etevenon. Sophistication poussée à l'extrême, avec tous les systèmes électroniques existants, mais aussi aventure et rêve. Il y avait un bon million de spectateurs, selon le président de l'AFIPOCO, entre Saint-Malo et Fréhel, le 31 août 1984, pour assister à l'arrivée de la course partie de l'estuaire du Saint-Laurent, et de l'île de M. Etevenon, les jeunes gens de La Rochelle — « capitale européenne de la voile » — et les demoiselles de Rochefort ont appris à aimer la géographie grâce à Charente-Maritime. Le vainqueur de Québec — Saint-Malo a perdu 100 000 dollars canadiens, mais, dans l'ensemble, les meilleurs skipper ont un niveau de vie de cadre moyen, — comme le cent cinquantième joueur mondial de tennis », souligne M. Etevenon.

Le rugby pleure misère

Ce sont moins les hommes que le matériel et l'organisation qui coûtent les yeux de la tête, et l'on ne peut pas, aujourd'hui, mettre à flot une épreuve d'envergure à moins de 4 millions de francs. D'où la nécessité de solliciter un maximum de partenaires.

Quatre millions de francs : c'est, également, en moyenne, la subvention annuelle accordée en France par une municipalité à son club de football professionnel (première division). La gauche, longtemps hostile au « parrainage » des sportifs de métier, a dû finalement se rendre à l'évidence, tellement les retombées économiques sont devenues plues d'argent, pour les commerces locaux lors d'événements importants. Hôtels et restaurants bondés.

Elle a beau pointer devant des panneaux publicitaires, toujours judicieusement disposés, comme dans tous les sports, face aux caméras de télévision, la divine Katarina Witt ne touche que 400 francs suisses par exhibition, indique M. Michel Delavier, directeur technique national français.

Le rugby pleure encore plus misère : en tournée (Australie, Nouvelle-Zélande), les joueurs du XV de France ne perçoivent que douze livres sterling par jour et 500 francs pour un match du Tournoi des cinq nations, juré — parole d'homme — M. Albert Ferrasse, président de la Fédération française. Le budget des plus grands clubs nationaux n'est que de 2,5 millions de francs. Du reste, cela se voit : nos amis de l'ovale sont familiaux et aquatiques. « Nous sommes la dernière discipline à résister à l'argent », conclut M. Ferrasse. Cela dit avec l'accent d'Agén.

Prochain article :

EN FRANCE, NI PUISSANT NI MISÉRABLE

- (1) Symposium international Sport, médias olympisme, réuni en novembre 1984 à Lausanne. Le CIO y a réaffirmé sa volonté de ne pas autoriser la publicité commerciale dans les stades, lors des Jeux olympiques.
- (2) Adidas ne consent à révéler que son chiffre d'affaires : 2 230 milliards de francs en 1983, en constante progression (+ 25 % par an) depuis une décennie.

| | La ligne* | La ligne TTC |
|----------------------|-----------|--------------|
| OFFRES D'EMPLOIS | 104,00 | 123,34 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 31,00 | 36,76 |
| IMMOBILIER | 55,00 | 61,83 |
| AUTOMOBILES | 69,00 | 81,83 |
| AGENDA | 69,00 | 81,83 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 204,00 | 241,94 |

ANNONCES CLASSEES

| | La ligne/col* | La ligne/col TTC |
|--------------------|---------------|------------------|
| ANNONCES ENCADREES | 59,00 | 69,97 |
| OFFRES D'EMPLOIS | 17,00 | 20,16 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 45,00 | 53,37 |
| IMMOBILIER | 45,00 | 53,37 |
| AUTOMOBILES | 45,00 | 53,37 |
| AGENDA | 45,00 | 53,37 |

* Dépense selon surface ou nombre de pages.

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

Dynamit Nobel Silicon
High technology is not only found in silicon valley

A leading Italian and U.S. Multinational Company, which manufactures raw materials for the electronics industry, has appointed us to search for professional candidates to join their R & D staff.

The quality and competitiveness of the Company's products, together with its dynamic and competent managerial team have been key factors in the Company's long history of success. They firmly believe that first-class human resources are critical to achieve significant results, and for this reason the Company is now planning to further expand its search for talented personnel.

Sonia Lipsey
HAY Managers 13, rue Alphonse-de-Neuville - 75017 PARIS

HOLLANDO CAMEROUN
technico-commercial de fort niveau
adjoint au directeur général

Cette filiale de notre Groupe implanté en Afrique Noire a pour vocation la vente gros et détail de marchandises générales et matériels électrotechniques (T.V., vidéo, Hi-Fi) et mécaniques.

Ce collaborateur sera amené éventuellement à perfectionner le personnel de dépannage en télévision.

Les candidats doivent posséder un bon diplôme technique, une expérience de l'Afrique et des aptitudes à la gestion.

— 30 ans minimum.
 — Anglais souhaité.

Cabinet Réf. 50227
 4, rue Amiral Courbet
 75116 PARIS
RECRUTER POUR L'AFRIQUE NOIRE...

emplois régionaux (et départements d'Outre-Mer)

Entreprise générale de Bâtiment de taille moyenne, forte de son indépendance, de sa technicité, de sa réputation et d'un bon capital humain... située en NORMANDIE, recherche

directeur adjoint

Il est essentiellement responsable des aspects techniques et du suivi des travaux. Il assure en première ligne les rendez-vous extérieurs, il contrôle et anime les B.E. : structures-béton, mètres, prix, méthodes, plannings. Ce poste ne peut convenir, à partir d'un diplôme d'ingénieur et de 8 à 10 ans d'expérience, qu'à une personne apte à s'impliquer à tous les niveaux, dans un travail de fond et quotidien relatif à l'expression de tous pour une plus forte coordination et une meilleure qualité des produits et réalisations.

Adressez votre dossier (C.V., lettre manuscrite, sal. actuel, tél. pers.) sous la référence 63 A à :

Hervé Le Baut Consultants
 11, rue la Boétie - 75008 PARIS
 Tél. 265.38.39

Schweppes
Jeune cadre de production

Chef de quart, véritable assistant du chef de production, vous assurerez la production d'une ligne d'embouteillage dans les objectifs de quantité, de qualité et de rentabilité ainsi que la coordination et le contrôle des autres lignes de votre équipe de quart.

Ingénieur agro-chimie ou mécanique, vous souhaitez démarrer votre carrière dans un poste tremplin qui servira de base à une évolution dans des postes à la fois opérationnels et fonctionnels.

Notre société, leader sur son marché, pratique une politique d'investissement, de recherche et de qualité. En effet, elle saura vous offrir une carrière en fonction de votre mobilité géographique, de votre aisance en anglais et bien sûr de vos résultats sur le terrain.

Le poste est basé à notre usine de Gadagne, à 20 km d'Avignon.

Merci d'envoyer votre curriculum vitae avec vos prétentions, une photo, ainsi qu'une lettre manuscrite au Service du Personnel - Schweppes France - 84470 Châteaufort de Gadagne.

SOCIÉTÉ FAISANT PARTIE D'UN GROUPE FRANÇAIS IMPORTANT SPÉCIALISÉE DANS LES CONSTRUCTIONS INDUSTRIELLES ET OFFSHORE

recherche

SON RESPONSABLE ASSURANCE QUALITÉ

Le candidat de formation grande école et/ou ESSA devra avoir 5 à 10 années d'expérience dans la fonction et sera à diriger :

- Le département qualité (A.Q./C.Q.)
- Le service soudage,
- La certification niveau 3 COFFREND et/ou ASNT
- La pratique de la langue anglaise est obligatoire.
- Le poste nécessite des qualités de gestion, d'ordre et de contacts.
- Lieu de travail : Marseille.

Envoyer C.V. détaillé avec photo, références et prétentions sous le n° 309.073 M à RÉGIE-PRESSE 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

DIRECTIONS
 Nationales et Internationales

Nous sommes une entreprise de bâtiment et de Travaux Publics à vocation internationale. Le chiffre d'affaires consolidé de nos 12 implantations à l'étranger représente un milliard de Frs. Nous appartenons à l'un des plus importants Groupes français. Nous recherchons un :

DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ ET DU CONTRÔLE DE GESTION

L'expérience a prouvé que pour ce poste, il faut posséder :

- une excellente formation comptable (DECs Expertise)
- environ 10 ans de références professionnelles
- une bonne pratique de l'informatique
- le sens des responsabilités et des qualités d'organisateur
- une certaine mobilité, des missions à l'étranger étant indispensables.

Ce poste est situé dans la Région Parisienne au Siège de la Société.

Adressez CV et lettre manuscrite sous réf. 14127 à CONTESSÉ PUBLICITÉ 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Ingénieur BTP
 Rouen

Une société spécialisée dans la construction de maisons individuelles et bâtiments fonctionnels T.C.E., à structure bois, filiale d'un groupe national BTP recherche un Ingénieur expérimenté souhaitant : industrie ou bâtiment, pour lui confier la responsabilité de la production.

Il disposera :

- d'un bureau d'études : conception, mise à prix T.C.E., méthodes.
- d'une unité de production de composants de 30 personnes.

Connaissance informatique appréciée.

Position cadre - (convention collective du Bâtiment et des T.P.) Poste basé à Rouen.

Véhicule fourni.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe, le réf. 3676/LM, à MEDIA P.A. - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

Eca CONSTRUCTEUR DE VÉHICULES SOUS-MARINS TÉLÉCOMMANDES ET D'ENSEMBLES AUTOMATISÉS

recherche pour son Établissement de TOULON

INGÉNIEURS AGENTS TECHNIQUES ELECTRONICIENS

de Laboratoire, ayant une bonne expérience du domaine analogique et connaissance en microprocesseurs

Adressez C.V. à SOCIÉTÉ ECA Z.I. DE TOULON EST - 83087 TOULON CEDEX.

LANGUEDOC-PROVENCE
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Un groupe d'entreprises connaissant depuis quelques années une croissance importante et régulière dans le secteur de la communication, recherche son **DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER**. Directement rattaché au Président-Directeur-Général, il est secondé par un Chef de la Comptabilité et assume la totalité des responsabilités fonctionnelles (finance, comptabilité, informatique, juridique, social...).

Vous êtes de formation commerciale supérieure, incluant une solide compétence comptable (DESC minimum), juridique et informatique. Vous justifiez d'une expérience en P.M.E. d'au moins cinq ans, au cours de laquelle vous avez notamment développé un système de contrôle de gestion. Vous possédez des qualités de contact, une rigueur intellectuelle, un esprit d'équipe et le goût du terrain. Bénéficiaire d'une expérience de Cabinet d'Audit constituerait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo récente et rémunération actuelle sous la référence ... 309089M à RÉGIE PRESSE, 7, rue de Montessuy 75007 PARIS.

Auchan
 RECHERCHE

pour son service JURIDIQUE ET FISCAL

FISCALISTE CONFIRMÉ

Ce spécialiste de formation universitaire supérieure complétée par une formation fiscale approfondie (ENI...) pourra justifier d'une compétence polyvalente de plus de 5 années dans tous les domaines de la fiscalité de l'entreprise.

Nous demandons imagination, autonomie, esprit de décision, mobilité et de réelles capacités relationnelles et humaines.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :

AUCHAN
 Patrick LESAFFRE
 18, résidence Flandre
 59170 CROIX

Discretion assurée.

ASSOCIATION DE TOURISME
 recherche

UN RESPONSABLE
 de la promotion et des réservations de grand public.

Se présenter avec :

- Promouvoir les séjours familiaux et individuels ;
- Concevoir les brochures et actions de promotion ;
- Coordonner l'équipe de réservation et lui faire ses objectifs (quatre à huit agents travaillant par téléphone et par correspondance) ;
- Animer et développer le réseau des correspondants ;
- Responsable des aspects de renseignements dans un secteur.

Expérience en promotion et vente de produits touristiques fortement recommandée. Envoyer CV + photo + prétentions sous réf. n° 309.088 M à RÉGIE-PRESSE 7, rue de Montessuy, Paris-7.

Ville de plus de 100 000 habitants recherche pour son Service des Affaires économiques

Rédacteur ou attaché (H/F)

Le candidat doit être d'une grande disponibilité, avoir le sens des relations publiques, faire preuve de dynamisme, avoir des qualités de rédaction. Diplômé en économie, il a de bonnes connaissances en gestion d'entreprise et en politique industrielle.

Dossier de candidature Env. à n° 7.892 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue de Tallem, 75003 Paris.

STATION THERMALE ET TOURISME
 ETE - HIVER

COMMERCIAL (H/F)

Envoyer sous le n° 309.089 M à RÉGIE-PRESSE 7, rue de Montessuy, Paris-7.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer soigneusement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publiée » ou d'une agence.

501 من الأصل

سوق العمل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

BANQUE FRANCAISE

de taille modeste mais connaissant une spectaculaire augmentation de ses activités et de ses résultats, principalement axée vers les PME-PMI, recherche

ADJOINT au DIRECTEUR DES AGENCES

Ayant, dans un premier temps, un rôle à dominante administrative (secrétariat, refonte informatique, aménagements, sécurité, etc...) et technique (exploitation des comptes-rendus de l'inspection, études de dossiers, décisions après analyse des risques, contrôle des engagements, etc...), le titulaire du poste évoluera vers une action commerciale consistant la formation des agents, l'animation des équipes de ventes, le contact avec les principaux clients. Cette fonction nécessite une bonne connaissance de l'activité bancaire, l'expérience du contact client et du fonctionnement d'une agence. Age souhaité supérieur à 30 ans.

(Réf. 2148 M)

SOUS-DIRECTEURS D'AGENCES

Capables de seconder efficacement, parfois dans un contexte difficile, les Directeurs, en ce qui concerne la partie commerciale (y compris l'approche de grandes entreprises) et d'apporter une grande rigueur dans la gestion et l'administration d'unités de 10 à 30 personnes. Les postes seront confiés à de jeunes diplômés (30 ans environ), ayant déjà une expérience vécue et réussie dans une fonction similaire acquise dans une banque d'affaires de référence.

(Réf. 2149 M)

Les postes ci-dessus énoncés sont situés à Paris et leur intérêt réside dans le dynamisme de cette banque, dans sa taille permettant des décisions rapides et des délégations réelles mais nécessitant un travail intensif.

Ecrire avec curriculum vitae en spécifiant la référence du poste à Bernard MANGOU

17 rue la Rochefoucauld 75009 PARIS



CAE International
31, boulevard des Boulevards
92000 Nanterre, France
Tél. (33-1) 783445

recherchent des

INGÉNIEURS SUPPORT LOGICIELS INGÉNIERIE ASSISTÉE PAR ORDINATEUR

Nous sommes chargés du marketing, de la vente, de la formation et du support des logiciels d'Ingénierie Assistée par Ordinateur SDRIC qui incluent :

- la conception volumétrique 3 D ;
- le calcul de structures ;
- l'analyse modale ;
- le dessin 2 D.

Pour faire face à la croissance exceptionnelle de notre marché (industries automobile, aéronautique et de l'énergie) en France, Italie et Espagne, nous devons enrichir notre département support de :

- 1 ingénieur support avant ventes ;
 - 1 ingénieur support éléments finis ;
 - 1 ingénieur support CAO/DAG.
- Vous avez une formation d'ingénieur et l'expérience soit en calcul de structures, soit en CAO. Nous vous offrons de travailler sur des produits leaders, une rémunération motivante ainsi que de nombreuses opportunités de développement de carrière en France et à l'étranger. Contactez-nous rapidement à l'adresse mentionnée ci-dessus.

SDRC

GRUPE DYNAMIQUE EN PLEINE EXPANSION

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

30 ans minimum, expérience gestion, trésorerie, budget, contrôle des flux, Comptes sociaux, informatique, etc... Evolution de carrière possible. C.D.I. 8 rue Gabeuf, 93380 PIERREFITTE, tél. (1) 882-22-00.

Ce travailleur cherche RELATION PUBLIQUE. 7 nov. 1986, accepte étudiant stage part. % Téléphone 1 853-11-16.

Le Centre d'Information Financière organise en août un stage pour recruter des conseillers commerciaux (H.F.) ayant goût des contacts à haut niveau, sans des responsabilités :

- formation motivante.
- formation à l'écrit.
- formation à l'oral.
- formation à l'écrit.
- formation à l'oral.

Centre d'Information Financière, 112, bd Voltaire 75011 Paris sous réf. 4706 pour Paris, sous réf. 4706 pour Versailles, sous réf. 4707 pour Lyon, sous réf. 4708 pour Bordeaux, sous réf. 4709 pour Nantes, sous réf. 4710 pour Lille, sous réf. 4711 pour Strasbourg, sous réf. 4712 pour Montpellier, sous réf. 4713 pour Toulouse, sous réf. 4714 pour Marseille, sous réf. 4715 pour Nice, sous réf. 4716 pour Cannes, sous réf. 4717 pour Antibes, sous réf. 4718 pour Ajaccio, sous réf. 4719 pour Bastia, sous réf. 4720 pour Calvi, sous réf. 4721 pour Corte, sous réf. 4722 pour Ajaccio, sous réf. 4723 pour Bastia, sous réf. 4724 pour Corte, sous réf. 4725 pour Ajaccio, sous réf. 4726 pour Bastia, sous réf. 4727 pour Corte, sous réf. 4728 pour Ajaccio, sous réf. 4729 pour Bastia, sous réf. 4730 pour Corte.

INFORMATIS

INGÉNIEUR INFORMATIQUE TECHNICIEN DE POINTS CAO-ROBOTIQUE-MONETIQUE-RESEAUX-PROCESSEURS-VIDEOTEX-MESSAGERIES-ELECTRONIQUES-TEMPS REEL...

INGÉNIEURS SYSTEME BULL MINI 6, MONETIQUE, INGENIEURS SYSTEME TEMPS REEL MOTOROLA 68000

INGENIEURS RESEAUX PROTOCOLES et TRANSMISSIONS INGENIEURS BULLDP8 PROJETS RESEAUX/VIDEOTEX INGENIEURS VAX 780

PROJETS CAO PROJET TECHNIQUES TRES VALORISANTS 26, r. Daubenton 93 337-99-22.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES recherche

ATTACHÉS COMMERCIAUX dynamiques et sérieux, bonne expérience, goût du contact, haut niveau, rémunération très motivante, avantages sociaux, Ecrit à UNIVERSAL 3, r. de Châtelet 75002 PARIS réf. 1178 qui transmettra.

GRUPE DE PRESSE recherche

JOURNALISTE SPÉCIALISÉ EN MICRO-INFORMATIQUE

Contrat à durée déterminée de six mois.

Adresser C.V., lettre manuscrite et photo sous réf. 7.594, le Monde Publicité, service ANNONCES CLASSEES 5, rue des Italiens, 75009 Paris, qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

L'immobilier

appartements-avenues

3^e arrdt
Près Musée Picasso, hâut 17^e, à vendre après qu seront rénovés. Tél. 271-93-30.

13^e arrdt
RUE TOLBIAC
Surfite à aménager, ter. cour, calme, mezzanine, finitions personnalisées, 329-68-66.

14^e arrdt
PL. D'ITALIE 2/3 P., et double liv. + chbr, cuisine équipée, bain, sol, imp. 760.000 F. 687-22-88.

15^e arrdt
MONTMARTRE 85 m² double liv. + chbr, cuisine équipée, bain, sol, imp. 760.000 F. 687-22-88.

18^e arrdt
2 PIÈCES. 180.000 F.
MAIRIE XVIII^e
Imm. pierre de taille, entrée sur perron, triple living, 2 chbrs, 2 bns, cuis. équipée, engins, 5^e ét., asc. 1-180.000 F. 261-22-81.

92
Hauts-de-Seine
BOULOGNE M^e M. SEMBAT
Imm. pierre de taille, triple living, 2 chbrs, 2 bns, cuis. équipée, engins, 5^e ét., asc. 1-180.000 F. 261-22-81.

278.000 F. 4 P.
rue Stenson, imm. récent, immo. Marcadet. 252-01-82.

15^e arrdt
VILLAGE SUISSE
116, BOULEVARD DE GRENNELLE - LIMITE 7^e et 15^e

Dans immeuble pierre de taille, grand standing, double living + 2 chbrs, possibilité professionnelle. 1.250.000 F.
M^e CHANCY-GUÉRIN : 783-75-35.

Dans bel immeuble pierre de taille, 2 pièces occupées, bel 148, libération possible, calme à partir de : 399.000 F.
M^e CHANCY-GUÉRIN : 783-75-35.

Dans bel immeuble pierre de taille, 2 pièces occupées, bel 148, libération possible, calme à partir de : 399.000 F.
M^e CHANCY-GUÉRIN : 783-75-35.

Propriétaire vend bel appartement 85 m² environ, double living + 2 chambres dans immeuble de standing occupé, la 1948, libération possible. Prix comptant : 690.000 F.
M^e CHANCY-GUÉRIN : 783-75-35.

16^e arrdt
1, SQUARE JASMIN
Propriétaire vend dans bel imm. sur voie privée : Studio refait neuf, 300.000 F. 2 pièces, 85 m², 1.300.000 F. Duplex 7 pces ref. neuf, 2.600.000 F. Visite mardi 13 h/15 h, ou 229-34-39.

Province
SAINT-TROPEZ
CHAPPELLE STE-ANNE
2 pièces terrasse, 700.000, étudiante et 3 pièces, Michel Bernard, (94) 54-81-99.

Lausanne
Rue de Bourg 31
Une adresse qui est à elle seule une véritable carte visite.

Appartement traversant de 3 1/2 pièces (110 m²) avec 2 balcons donnant sur la cathédrale et sur la rue de Bourg.

Garage à disposition, finitions au choix. 660.000 F.

BERNARD NICOD SA
26, av. de la Gare 1001 Lausanne
Tél. 021/20 40 61

formation professionnelle
FORMATION PROFESSIONNELLE D'ANALYSTE PROGRAMMEUR en 7 mois = 1 000 H sur 30 micros et gros système IBM.

Assistance au placement. Entretien et sélection sur R.D.V. Crédit étudiant 100 % Centre agréé par OLIVETTI et ERICSSON

Centre International d'Etudes et Formation Professionnelle en Informatique defpi 11, r. de la Gare - 94230 CACHAN Tél. (1) 740 12 22 Mo Arcueil-Cachan - 10^e des Halles

RECONVERSION AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE 200 C.P. depuis 1978 Tél. 206-24-83 / 241-83-83.

propositions diverses
Ingénieurs, cadres et assimilés, pour votre recherche d'emploi pendant l'été, maintien des performances d'information et d'entraide au reclassement de notre association G.I.E.R. CADRES ILE-DE-FRANCE, tous les vendredis 13 h à 14 h 30, au 14, avenue Daumesnil, Paris 17^e, M^e Ecole Militaire.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation gratuite sur le tout spécialisé. FRANCE CARRIÈRES (C 18), 8 P. 402-05 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (I.M.), 8 P. 291.09, PARIS CEXD 08.

ATTACHÉS COMMERCIAUX dynamiques et sérieux, bonne expérience, goût du contact, haut niveau, rémunération très motivante, avantages sociaux, Ecrit à UNIVERSAL 3, r. de Châtelet 75002 PARIS réf. 1178 qui transmettra.

ATTACHÉS COMMERCIAUX dynamiques et sérieux, bonne expérience, goût du contact, haut niveau, rémunération très motivante, avantages sociaux, Ecrit à UNIVERSAL 3, r. de Châtelet 75002 PARIS réf. 1178 qui transmettra.

ATTACHÉS COMMERCIAUX dynamiques et sérieux, bonne expérience, goût du contact, haut niveau, rémunération très motivante, avantages sociaux, Ecrit à UNIVERSAL 3, r. de Châtelet 75002 PARIS réf. 1178 qui transmettra.

ATTACHÉS COMMERCIAUX dynamiques et sérieux, bonne expérience, goût du contact, haut niveau, rémunération très motivante, avantages sociaux, Ecrit à UNIVERSAL 3, r. de Châtelet 75002 PARIS réf. 1178 qui transmettra.

ATTACHÉS COMMERCIAUX dynamiques et sérieux, bonne expérience, goût du contact, haut niveau, rémunération très motivante, avantages sociaux, Ecrit à UNIVERSAL 3, r. de Châtelet 75002 PARIS réf. 1178 qui transmettra.

ATTACHÉS COMMERCIAUX dynamiques et sérieux, bonne expérience, goût du contact, haut niveau, rémunération très motivante, avantages sociaux, Ecrit à UNIVERSAL 3, r. de Châtelet 75002 PARIS réf. 1178 qui transmettra.

ATTACHÉS COMMERCIAUX dynamiques et sérieux, bonne expérience, goût du contact, haut niveau, rémunération très motivante, avantages sociaux, Ecrit à UNIVERSAL 3, r. de Châtelet 75002 PARIS réf. 1178 qui transmettra.

ATTACHÉS COMMERCIAUX dynamiques et sérieux, bonne expérience, goût du contact, haut niveau, rémunération très motivante, avantages sociaux, Ecrit à UNIVERSAL 3, r. de Châtelet 75002 PARIS réf. 1178 qui transmettra.

ATTACHÉS COMMERCIAUX dynamiques et sérieux, bonne expérience, goût du contact, haut niveau, rémunération très motivante, avantages sociaux, Ecrit à UNIVERSAL 3, r. de Châtelet 75002 PARIS réf. 1178 qui transmettra.

ATTACHÉS COMMERCIAUX dynamiques et sérieux, bonne expérience, goût du contact, haut niveau, rémunération très motivante, avantages sociaux, Ecrit à UNIVERSAL 3, r. de Châtelet 75002 PARIS réf. 1178 qui transmettra.

ATTACHÉS COMMERCIAUX dynamiques et sérieux, bonne expérience, goût du contact, haut niveau, rémunération très motivante, avantages sociaux, Ecrit à UNIVERSAL 3, r. de Châtelet 75002 PARIS réf. 1178 qui transmettra.

ATTACHÉS COMMERCIAUX dynamiques et sérieux, bonne expérience, goût du contact, haut niveau, rémunération très motivante, avantages sociaux, Ecrit à UNIVERSAL 3, r. de Châtelet 75002 PARIS réf. 1178 qui transmettra.

ATTACHÉS COMMERCIAUX dynamiques et sérieux, bonne expérience, goût du contact, haut niveau, rémunération très motivante, avantages sociaux, Ecrit à UNIVERSAL 3, r. de Châtelet 75002 PARIS réf. 1178 qui transmettra.

ATTACHÉS COMMERCIAUX dynamiques et sérieux, bonne expérience, goût du contact, haut niveau, rémunération très motivante, avantages sociaux, Ecrit à UNIVERSAL 3, r. de Châtelet 75002 PARIS réf. 1178 qui transmettra.

ATTACHÉS COMMERCIAUX dynamiques et sérieux, bonne expérience, goût du contact, haut niveau, rémunération très motivante, avantages sociaux, Ecrit à UNIVERSAL 3, r. de Châtelet 75002 PARIS réf. 1178 qui transmettra.

ATTACHÉS COMMERCIAUX dynamiques et sérieux, bonne expérience, goût du contact, haut niveau, rémunération très motivante, avantages sociaux, Ecrit à UNIVERSAL 3, r. de Châtelet 75002 PARIS réf. 1178 qui transmettra.

RIVIERA VAUDOISE A LUTRY

Dans petit immeuble résidentiel, avec piscine, sauna, appartement de

4 1/2 pièces (108 m²) avec 2 chambres

Plein sud. Verdure et tranquillité. F.S. 495.000

BERNARD NICOD SA
26, av. de la Gare 1001 Lausanne
Tél. 021/20 40 61

appartements-avenues
AGENCE LITRE
Recht. pour clientèle française et étrangère apparts et hôtels, parts, dans quart. résident. Peuvent com. ch. rez-de. Tél. 544-44-45.

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Mécène 75008 PARIS
pour clientèle française, étrangère et diplomatique APPARTS HAUT DE GAMME et hôtels particuliers. 562-18-40

locations non-mobiliées
NOMBREUSES OFFRES DE LOCAT., 2 à 5 P., STUDIOS, VILLAS, 802-21-00, 17-18 H. Some M^e Mercadet, 4 P., et ch. bel imm. bourgeois, 4.000 F. Immo. Marcadet, 252-01-82.

locations non-mobiliées
Paris
Pour employés et hauts dirigeants. GRANDE BANDE US FRANÇAISE techn. apparats toutes catégories, même lever 5^e ét., STUDIOS, VILLAS, Paris et environs, 504-04-45.

Professeur cherche pour sept. opt. clair, calme, 2.500 F. m², charges comprises, ré-tertable 5^e, Tél. (37) 22-57-37.

Professeur cherche pour sept. opt. clair, calme, 2.500 F. m², charges comprises, ré-tertable 5^e, Tél. (37) 22-57-37.

Professeur cherche pour sept. opt. clair, calme, 2.500 F. m², charges comprises, ré-tertable 5^e, Tél. (37) 22-57-37.

Professeur cherche pour sept. opt. clair, calme, 2.500 F. m², charges comprises, ré-tertable 5^e, Tél. (37) 22-57-37.

Professeur cherche pour sept. opt. clair, calme, 2.500 F. m², charges comprises, ré-tertable 5^e, Tél. (37) 22-57-37.

Professeur cherche pour sept. opt. clair, calme, 2.500 F. m², charges comprises, ré-tertable 5^e, Tél. (37) 22-57-37.

Professeur cherche pour sept. opt. clair, calme, 2.500 F. m², charges comprises, ré-tertable 5^e, Tél. (37) 22-57-37.

Professeur cherche pour sept. opt. clair, calme, 2.500 F. m², charges comprises, ré-tertable 5^e, Tél. (37) 22-57-37.

Professeur cherche pour sept. opt. clair, calme, 2.500 F. m², charges comprises, ré-tertable 5^e, Tél. (37) 22-57-37.

Professeur cherche pour sept. opt. clair, calme, 2.500 F. m², charges comprises, ré-tertable 5^e, Tél. (37) 22-57-37.

Professeur cherche pour sept. opt. clair, calme, 2.500 F. m², charges comprises, ré-tertable 5^e, Tél. (37) 22-57-37.

Professeur cherche pour sept. opt. clair, calme, 2.500 F. m², charges comprises, ré-tertable 5^e, Tél. (37) 22-57-37.

Professeur cherche pour sept. opt. clair, calme, 2.500 F. m², charges comprises, ré-tertable 5^e, Tél. (37) 22-57-37.

Professeur cherche pour sept. opt. clair, calme, 2.500 F. m², charges comprises, ré-tertable 5^e, Tél. (37) 22-57-37.

Professeur cherche pour sept. opt. clair, calme, 2.500 F. m², charges comprises, ré-tertable 5^e, Tél. (37) 22-57-37.

Professeur cherche pour sept. opt. clair, calme, 2.500 F. m², charges comprises, ré-tertable 5^e, Tél. (37) 22-57-37.

Professeur cherche pour sept. opt. clair, calme, 2.500 F. m², charges comprises, ré-tertable 5^e, Tél. (37) 22-57-37.

Professeur cherche pour sept. opt. clair, calme, 2.500 F. m², charges comprises, ré-tertable 5^e, Tél. (37) 22-57-37.

Professeur cherche pour sept. opt. clair, calme, 2.500 F. m², charges comprises, ré-tertable 5^e, Tél. (37) 22-57-37.

Professeur cherche pour sept. opt. clair, calme, 2.500 F. m², charges comprises, ré-tertable 5^e, Tél. (37) 22-57-37.

Professeur cherche pour sept. opt. clair, calme, 2.500 F. m², charges comprises, ré-tertable 5^e, Tél. (37) 22-57-37.

Professeur cherche pour sept. opt. clair, calme, 2.500 F. m², charges comprises, ré-tertable 5^e, Tél. (37) 22-57-37.

Professeur cherche pour sept. opt. clair, calme, 2.500 F. m², charges comprises, ré-tertable 5^e, Tél. (37) 22-57-37.

Professeur cherche pour sept. opt. clair, calme, 2.500 F. m², charges comprises, ré-tertable 5^e, Tél. (37) 22-57-37.

Professeur cherche pour sept. opt. clair, calme, 2.500 F. m², charges comprises, ré-tertable 5^e, Tél. (37) 22-57-37.

Professeur cherche pour sept. opt. clair, calme, 2.500 F. m², charges comprises, ré-tertable 5^e, Tél. (37) 22-57-37.

REPÈRES

Dollar : vif repli à 8,64 F

La reprise du dollar sur les marchés des changes, amorcée le 19 juillet, aura été de courte durée : mardi 23 juillet, le cours du « billet vert » est revenu à 8,64 F, 2,84 DM environ, contre 8,78 F et plus de 2,90 DM la veille. Ce repli est attribué aux incertitudes des opérateurs sur l'évolution de l'économie américaine au deuxième semestre 1985, et sur la perspective d'un retour à l'expansion. La lire italienne a été plutôt ferme après sa dévaluation de 8 % : à Paris, elle a été cotée à 4,53 F (pour 1 000 lire), comme la veille, et a même monté davantage que les autres monnaies de la CEE par rapport au dollar, ce qui gêne les banques centrales européennes et les contraint à intervenir.

Cartes de crédit : les commerçants grondent

Le Syndicat national des associations de commerçants (SNAC) est « parti en guerre » le 21 juillet contre les préjudices « abusifs » des banques sur les paiements par cartes de crédit. A l'issue d'une réunion extraordinaire du bureau national à Lyon, MM. Jean-Paul Gasquet (Rhône), président national, et Robert Auchoux (Paris), vice-président, ont affirmé que le SNAC n'était pas opposé à la monnaie électronique mais qu'il exigeait une concurrence entre les banques afin que le taux des prélèvements ne soit pas « prohibitif ».

M. Auchoux a ajouté : « Nous sommes sur le point d'aboutir avec un important groupe bancaire sur la renégociation du transfert des charges en ce qui concerne les cartes de crédit. » Il est inadmissible, a estimé pour sa part M. Gasquet, que les banques nous prennent 2,50 % depuis 1967 sur les paiements par cartes, alors qu'aujourd'hui elles négocient les nouveaux contrats à moins de 1 % notamment avec certaines grandes surfaces.

Brasserie : première exportation de bière alsacienne concentrée

La brasserie du Pêcheur de Schiltigheim (Bas-Rhin) vient d'exporter au Japon des conteneurs de bière concentrée. C'est une première dans le monde et l'aboutissement de trois ans de recherche. Le procédé s'apparente à celui du dessalage de l'eau de mer : le produit est pressé contre une membrane, qui trie les molécules ; après le transport, la bière est recomposée par adjonction d'eau et de gaz carbonique. M. Michel Dabus, PDG du Pêcheur, estime que ce procédé ne contrarie pas le goût de la bière, et qu'il pourra même être développé, notamment pour en extraire certains minéraux, en réduire la teneur en calories ou, surtout, désalcooliser la bière. Le procédé actuel par chauffage est en effet contesté. La brasserie du Pêcheur emploie neuf cent cinquante salariés et produit environ un million d'hectolitres de bière par an. Ses responsables espèrent que cette longue d'attente sur la technique de concentration de la bière permettra d'exporter des marchés lointains à l'exportation. — (Corresp.)

CEE : Baisse du chômage en juin.

Le chômage dans les pays de la CEE — moins la Grèce — a diminué de 1,8 % en données brutes en juin par rapport à mai pour atteindre 12,1 millions de personnes, soit le niveau le plus bas depuis le début de l'année 1985.

Toutefois par rapport à juin 1984 le nombre de chômeurs enregistrés est en hausse de 2,8 %, soit 380 000 chômeurs de plus. Excepté en Irlande (+ 1,9 %) et aux Pays-Bas (+ 0,1 %) où le chômage a augmenté, il régresse dans les autres pays : Danemark (- 6,4 %), Belgique (- 4,3 %), France (- 2,6 %), Royaume-Uni (- 1,8 %), Luxembourg (- 1,6 %), Allemagne fédérale (- 1,5 %), Italie (- 1,1 %).

ÉNERGIE

L'usine de La Hague tourne à pleine capacité

De notre envoyé spécial

La Hague. — Visitant, le lundi 22 juillet, l'usine de retraitement nucléaire de La Hague, M. Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, a relevé que l'usine « diffuse sur le tissu industriel de la région » et que la Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA) a entrepris un gros effort de formation professionnelle. Elle a aussi apprécié l'avance technologique prise par la COGEMA et l'effort fait pour la garder.

La Hague, c'est actuellement une usine de retraitement (UP2) d'une capacité de 400 tonnes par an, spécialisée dans le retraitement des combustibles en oxyde d'uranium de la filière à eau légère — les combustibles de la filière graphite-gaz seront dès l'année prochaine traités à l'installation UPI de Marcoule. C'est aussi le chantier de deux extensions : une nouvelle usine, UP3, d'une capacité de 800 tonnes par an, qui entrera en service en 1988, et qui a été entièrement payée d'avance par des contrats étrangers, principalement japonais et alle-

mandés : de nouvelles installations qui doubleront en 1992 la capacité d'UP2, pour couvrir les futurs besoins du programme nucléaire français.

L'usine UP2, qui a connu dans le passé de nombreux problèmes, a maintenant un comportement satisfaisant et tient le rythme des 40 tonnes retraitées mensuellement. De ce fait, des disponibilités apparaissent, et la COGEMA offre actuellement à ses clients étrangers la possibilité de retraiter 700 tonnes supplémentaires.

La COGEMA est aussi bien placée pour « vendre » son expérience aux pays qui veulent s'équiper en installations de retraitement. En RFA, sa filiale SGN participera à l'ingénierie de l'usine, dont la construction a été décidée il y a quelques mois. Au Japon, les choses sont moins avancées, les promoteurs de la future usine s'interrogeant actuellement pour savoir s'ils font appel à la technologie française.

MAURICE ARVONNY.

SOYEZ EN AVANCE D'UNE TECHNIQUE SUR LES CAMBRIOLEURS !

NOUVEAU : SUPER BLINDAGE T-JM

- Huissière complète en acier 20/10°.
- Un blindage 20/10° tourné.
- Quatre palmelles 140 mm à billes, soudées, rendant votre porte solide de son huisserie.
- Une barre de seuil de protection soudée à l'ensemble.
- Un cadre anti-pinces trois éléments.
- Une pose de qualité, par des installateurs de métier.

Pour cet ensemble, nous avons sélectionné une serrure Muel, type Vero 410 junior, cinq pannes de fermeture. Garantie fabricant 10 ans.



POSEE
7000 F
TTC
Prix net

HABITAT
PROTECTION

105, rue de l'Abbé-Groux, 75015 PARIS
01 530-12-35

BUDGET

MM. Fabius et Bérégovoy arrêtent un budget draconien

(Suite de la première page.)

Encore ce chiffre est-il trompeur, faussé qu'il est par l'ajournement très rapide des intérêts de la dette publique qui, en progression de 17 %, feront l'année prochaine les 100 milliards de francs : 98 milliards prévus avec des taux d'intérêt à court terme compris entre 7,5 et 8 %, taux que l'Etat prévoit de payer pour ses émissions de bons du Trésor, qui financent la moitié environ de la dette publique intérieure, une dette dont le stock avoisinera les 1 100 milliards de francs l'année prochaine.

Si l'on ne prend pas en compte la charge de la dette publique — qui constitue tout de même une catégorie de dépenses un peu particulière — le budget de l'Etat progresse de 2,8 % seulement, soit moins vite que les prix (3,7 %). Il n'est pas exagéré de dire que l'Etat aurait, par rapport à cette année, moins d'argent à dépenser en 1986, ce qui, sauf erreur, serait sans précédent dans l'histoire économique française de l'après-guerre.

N'en tirons pas pour autant des conclusions définitives, l'expérience de ces dernières années ayant amplement démontré que les frontières du domaine budgétaire se déplacent fréquemment et le plus souvent subrepticement, rendant les comparaisons très difficiles d'une année à l'autre. Il n'empêche que pour la troisième année consécutive le pouvoir freine fortement la dépense publique dans pratiquement tous les domaines, si l'on excepte trois priorités affichées : éducation-formation, sécurité-pénalité, recherche.

C'est en s'abstenant dans trois des quatre gros blocs budgétaires que MM. Bérégovoy et Emmanuelli ont pu transmettre à M. Fabius un projet dans lequel les dépenses ne progressent que de 4 % par rapport à 1985.

Les crédits de fonctionnement (plus de 454 milliards de francs), progressent de 5 % en valeur. Ce sont les crédits (45 % environ du budget total) qui permettent de payer les fonctionnaires : deux millions environ, dont la moitié à l'éducation nationale et quatre cent cinquante mille aux Postes et télécommunications. Ce sont aussi les crédits qui permettent de payer les pensions — en forte croissance, — les subventions du fonctionnement,

l'entretien du matériel. L'année prochaine, les effectifs de la fonction publique diminueront de cinq mille, ce qui est sensiblement moins qu'initialement prévu (moins dix mille). Les salaires seront, eux, revalorisés de la hausse escomptée des prix de détail, soit 3,4 %.

Les dépenses d'intervention économique et sociale — qui sont essentiellement des dépenses de transfert et représentent presque le tiers du budget (320 milliards de francs environ) — stagneraient complètement en valeur. En valeur réelle, la baisse serait sensible, de l'ordre de 3,7 %.

Le conditionnel est de rigueur, car c'est notamment sur cette masse importante et hétérogène qui comprend toutes sortes d'aides de l'Etat à l'industrie, au logement, à l'agriculture, à l'emploi, que les derniers choix de M. Fabius vont porter, faisant varier la mise et déplaçant des milliards de francs.

La contribution de l'Etat aux entreprises publiques du secteur concurrentiel semble peu à peu arrêtée. Ce sont essentiellement des dotations en capital. Elles atteignent 13,5 milliards de francs dans le budget initial de 1985 si l'on inclut la contribution des PTT à la filière électronique (1,7 milliard de francs). Cette somme serait sensiblement réduite l'année prochaine puisqu'elle ne dépasserait pas 8,5 milliards de francs, auxquels s'ajouteraient environ 2,7 milliards de francs de dotation en capital pour la filière électronique, part financée par les PTT. Une idée a guidé ces choix : mis à part Renault et la sidérurgie, les entreprises nationalisées du secteur concurrentiel doivent se débrouiller toutes seules en faisant appel, si besoin est, à l'épargne privée. Cela est maintenant possible, sans abandon de pouvoir, grâce à ces nouveautés que sont les titres participatifs et les certificats d'investissement.

De plus, l'Etat demandera aux entreprises ayant fait des bénéfices de lui verser des dividendes. D'après nos informations, ces demandes pourraient porter sur des sommes non négligeables.

Dans le domaine des interventions sociales, l'évaluation des dépenses est beaucoup moins avancée. Ce retard s'explique notamment par la difficulté d'évaluer le coût des

congrès de conversion, nouvelle formule anti-chômage dont on ne sait si elle connaîtra le succès des TUC (travaux d'utilité collective) ou si elle sera boudée.

L'autre problème est de décider le pourcentage du coût de ces congrès que l'Etat prendra à son compte. dépense peut-être importante : 1,5 milliard de francs au moins pour soixante-dix mille congrès possibles l'année prochaine, auxquels s'ajouteraient les premiers congrès engagés cette année. Autant dire que, sur ce chapitre, l'incertitude est totale.

Les dépenses en capital, qui comprennent les crédits d'investissement public civils et militaires mais aussi les subventions d'Etat aux investissements, seraient les grands sacrifiés. En crédits de paiement, c'est-à-dire en dépenses effectives l'année prochaine, le recul serait de 2 % environ en francs courants. C'est dire que ces crédits reviendraient de 154,7 milliards de francs cette année à 151,3 milliards de francs en 1986. Les autorisations de programmes qui sont, elles, des engagements de dépenses en capital sur les trois ou quatre années suivantes, régresseraient de quelque 15 % en valeur.

Les moyens et l'imagination

Un des très gros problèmes posés dans ce domaine à MM. Fabius et Bérégovoy, mais aussi — mais surtout — à M. Mitterrand, est l'insuffisance des crédits d'équipement alloués à la défense. La loi de programmation militaire qui couvre la période 1984-1988 prévoyait, après deux années de lente montée des dépenses, une forte accélération à partir de 1986. Les propositions du ministre de l'économie et des finances semblent assez sensiblement en deçà de ce programme. L'écart serait de 10 milliards de francs avec les demandes de M. Henu, une somme qui représente l'équivalent d'un porte-avions moderne complètement équipé.

Le poids des intérêts de la dette publique — quatrième masse budgétaire importante — croîtrait de quelque 17 % par rapport à cette année. Il n'est évidemment pas possible, sur ce chapitre, de faire des économies, le seul espoir portant sur une baisse plus forte que prévu des taux d'intérêt.

Les derniers arbitrages seront rendus d'ici à la fin de la semaine, sauf, peut-être, ceux qui concernent l'audiovisuel. Ils peuvent modifier sensiblement le montant de certaines dépenses. Si M. Henu, par exemple, obtenait complètement satisfaction, la croissance des charges de l'Etat serait de 5 % l'année prochaine et non de 4 % comme dans le projet Bérégovoy-Emmanuelli.

Il est très peu probable, cependant, que M. Fabius aille au-delà. Le mot d'ordre est, depuis des mois, de rester sensiblement en dessous de la croissance du produit national en valeur, soit 5,7 % l'année prochaine (2 % en volume et 3,7 % en prix).

LA CONFÉRENCE DE L'OPEP A GENÈVE

Reprendre le contrôle des marchés

De notre envoyée spéciale

Genève. — Un certain réalisme semblait prévaloir au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) à l'issue de la première journée de leur soixante-quatrième conférence ordinaire, le lundi 22 juillet à Genève.

Avant d'abandonner l'espoir de trouver des solutions radicales permettant de stabiliser durablement les cours du brut, les treize pays membres ont cherché à régler les problèmes concrets les plus immédiats. L'essentiel des discussions devait porter, ce mardi 23 juillet, sur un ajustement de la grille des prix officiels à la réalité du marché.

Is ont repoussé à une prochaine conférence extraordinaire, prévue en septembre, les discussions sur les niveaux de production, quatre pays (l'Irak, l'Égypte, le Gabon et Qatar) ayant demandé des augmentations de leurs quotas.

La baisse des cours du pétrole depuis le mois d'avril a, en effet, conduit tous les producteurs non membres de l'OPEP à diminuer leurs tarifs, si bien que l'OPEP qui a jusqu'ici maintenu inchangés ses prix se retrouve dans une position concurrentielle difficile. Les pays membres, a déclaré, lundi, M. Yamani, ministre saoudien du pétrole, ont accepté le principe d'une modification de la grille des prix. « Nous sommes réalistes », a ajouté M. Tam David West, ministre nigérian du pétrole.

L'Arabie saoudite souhaite une modification des différentiels de prix séparant les différentes qualités de brut. Les prix officiels des moins bonnes qualités, dites lourdes, dont l'Arabie saoudite est, entre autres, un grand producteur sont, en effet, actuellement décrochés du marché (d'environ 2 dollars/baril). Un certain nombre de pays, toutefois, demeurent hostiles à tout réajustement des prix officiels.

Il est clair, cependant, que les partenaires de l'Arabie saoudite ne peuvent pas s'opposer massivement à ses volontés. Si le royaume saoudien, oubliant les menaces de guerre des prix agitées récemment, semble disposé à mettre de l'eau dans son vin en acceptant une solution de compromis, il a toutefois pris ses précautions en discutant ces der-

nières semaines avec ses principaux clients des moyens d'accroître rapidement sa position en cas d'échec de la conférence de Genève.

Un certain nombre d'accords liant les prix du brut aux prix des produits raffinés tirés après traitement de ce pétrole brut, donc aux cours réels du marché, aurait été notament discuté entre l'Arabie saoudite et les compagnies membres de l'ARAMCO.

M. Yamani s'est déclaré confiant dans la possibilité de parvenir à une solution sur les deux enjeux principaux de la conférence : la discipline et les différentiels de prix entre différents qualités de brut.

Interrogé lundi matin sur les intentions prêtées à l'Arabie saoudite d'accroître sa production en cas d'échec, il s'est contenté de répondre : « Nous serons satisfaits de cette réunion si elle parvient à corriger les différentiels et à améliorer la discipline. »

De son côté, M. Subroto, ministre indonésien du pétrole et président de l'Organisation, a lancé un appel à la solidarité de tous les producteurs de pétrole, membres ou non de l'OPEP, soulignant les dangers d'une chute des prix pour l'économie mondiale.

« La stabilité du marché est à la croisée des chemins, a-t-il déclaré. L'OPEP a atteint les limites extrêmes de ses capacités de soutien des prix (...) Nous sommes arrivés au point où l'on ne peut plus attendre de l'OPEP qu'elle continue à prendre sa part du marché au bénéfice des autres producteurs ». a-t-il ajouté, précisant : « Nous ne sommes pas ici pour baisser les prix ou réduire la production, mais pour prendre des mesures nous permettant de reprendre le contrôle des marchés. »

VÉRONIQUE MAURUS.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES



L'imaginaire de la renaissance

Par Claude-Gilbert Dubois

Quel est alors l'imaginaire du Monde et de la Matière, du Temps et de l'Histoire, de la Nature et de la Société ? Tout en préservant l'acquis des tendances actuelles qui élargissent les ténèbres, cet ouvrage réussit à rappeler que cette époque vit l'ouverture vers la subjectivité et le « sujet ». L'enfant-dieu est né sous la Renaissance.

Collection « Écriture » dirigée par Béatrice Didier.
256 pages - 150 F

pu

LES LIVRES DES RUT, QUESTION N° 11

AFFAIRES

A L'ACHÈVEMENT DE SES GRANDS CHANTIERS DANS L'ISÈRE

EDF s'efforce de maintenir l'emploi

Grenoble. - Trois grands chantiers EDF sont sur le point de s'achever dans le département de l'Isère, celui de Creys-Melville pour le sur-générateur Super-Phénix (dix ans de travaux), celui de la centrale nucléaire de Saint-Alban-Saint-Maurice (sept ans) et l'aménagement hydroélectrique de la vallée de l'Eau-d'Oile (huit ans). (Lire l'article intitulé « Grand-Maison le baraqué » paru dans le Monde d'aujourd'hui, daté 21-22 juillet.) Ces chantiers mobiliseront respectivement, au plus fort de leur activité, 3100, 2200 et 2100 personnes. Dans quelques mois, les deux centrales nucléaires et le barrage n'em-

pliront plus que quelques centaines d'agents EDF.

Aussi, pour poursuivre les effets économiques bénéfiques induits par un grand chantier sur une petite région, EDF, l'Etat et le département de l'Isère ont signé récemment une convention destinée à encourager la création de 2800 emplois sur les trois sites. Au cours des cinq prochaines années, EDF injectera, dans les trois zones concernées, 52 millions de francs, soit 20 000 F pour chaque emploi nouveau créé dans les entreprises existantes ou qui se constitueront. Sa participation sera

automatique. EDF ne portant aucun jugement sur l'opportunité ou non de telle ou telle création.

« C'est une façon de participer à la lutte pour l'emploi qui est moralement due par EDF, soulignent les responsables de la région EDF-Alpes-Lyon. En effet, à la fin des chantiers, notre départ brutal crée sur place incontestablement un certain traumatisme. La procédure dite d'après grand chantier doit permettre d'atténuer les conséquences ». Mais c'est aussi pour EDF une façon de montrer qu'elle sait désormais engager des chantiers et les finir et qu'un chantier peut être « positif pour une région avant, pendant et après » et qu'« après EDF, l'herbe repousse ».

Le convention tripartite EDF-État-département de l'Isère, qui est la première signée en France sur ce modèle, devant aussi permettre la création de quatre cent quatre-vingt-deux emplois dans les cantons de Bourg-d'Oisans et de Villedieu situés à proximité du barrage de Grand-Maison, sur la rivière de l'Eau-d'Oile.

Ces aides accompagneront les programmes que les communes de l'Oisans mettent actuellement en place pour aménager des sites touristiques, mais également pour valoriser l'artisanat et l'agriculture de montagne, ainsi que pour permettre le développement des entreprises locales. Cela constitue le support indispensable pour la réalisation des programmes immobiliers qui verront le jour prochainement dans les nouvelles stations de sports d'hiver de l'Oisans.

Instituée en mai 1982 par le comité interministériel d'aménagement du territoire, la procédure d'après grand chantier « donne ainsi à de nombreuses communes des moyens importants pour affronter plus sereinement l'achèvement des chantiers EDF et éviter que la dynamique suscitée par les travaux ne retombe brutalement.

CLAUDE FRANÇILLON.

ENTREPRISES

Bouygues entre dans le secteur construction électrique de CSEE

Les sociétés Bouygues et Compagnie des signaux et entreprises électriques (CSEE) ont signé un accord d'exploitation en commun de la division « entreprises électriques » de la CSEE, qui représente un chiffre d'affaires de 600 millions de francs et emploie mille neuf cents personnes. Les deux sociétés vont créer deux filiales communes où Bouygues sera, dans un premier temps, minoritaire : la Compagnie des réseaux électriques (CRE), qui installa des réseaux électriques de moyenne et basse tension pour EDF, et la compagnie d'entreprises électriques (CEE), spécialisée dans les installations pour l'industrie et le secteur tertiaire.

MBK-Industrie (ex-Motobécane) s'apprête à réduire ses effectifs de 11 %

M. Anatole Temkina, président du directoire, a annoncé cette nouvelle le 22 juillet aux responsables syndicaux, précisant que deux cent vingt emplois seraient supprimés sur un total de deux mille à Saint-Quentin. Prise dans le cadre de la restructuration en cours destinée à augmenter la productivité, cette mesure sera officiellement communiquée le 30 juillet au comité central d'entreprise. Soixante-trois personnes seront mises en préretraite.

Olivetti renforce la firme britannique Acorn Computers

Le constructeur britannique de micro-ordinateurs domestiques Acorn doit faire appel de nouveau à ses créanciers. En mai dernier l'italien Olivetti s'était porté à son secours pour 120 millions de francs, obtenant 49,3 % du capital. Actionnaire principal, Olivetti doit aujourd'hui devenir majoritaire en apportant 48 millions de francs supplémentaires, ce qui lui donne 79,8 %

du capital. Par ailleurs les créanciers, dont le Barclay's Bank et la BNC, ont annulé pour 95 millions de francs de dettes et offrent de nouvelles facilités de crédit. Acorn après une période euphorique due aux ventes d'ordinateurs utilisés par la BBC dans ses émissions de sensibilisation à l'informatique, avait dû faire face à un effondrement du marché en 1984. Pour beaucoup d'observateurs, Olivetti a fait un dangereux pari en reprenant le constructeur britannique, encore loin d'être tiré d'affaire.

Shiseido s'installe en Chine

Chef de file de l'industrie mondiale des cosmétiques, le groupe japonais Shiseido (12 milliards de francs environ de chiffre d'affaires) va fabriquer ses produits à Pékin. Un accord dans ce sens a été signé avec les autorités chinoises. Il s'agit d'un accord de coopération d'une durée de trois ans. La production commencera en septembre 1986. Elle sera essentiellement axée sur les produits de soin et de maquillage dont la vente, sous la marque Huazhi, sera réservée à la Chine.

Emprunt Groupé de Collectivités Locales d'Ile de France

450 millions de F.

Juillet 1985

12 %

Emission de 90.000 obligations de 5.000 F.

Prix d'émission : le pair.

Jouissance, règlement : 5 août 1985.

Durée de l'emprunt : 12 ans.

Amortissement :

10 annuités constantes après un différé de 2 ans.

Taux de rendement actuariel brut :

12 %

Souscription dans les Banques, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste et les Caisses d'Epargne. Les intérêts de ces titres figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 5.000 F par an. Une note d'information (vise C.O.B. n° 85-217 du 2.07.85) peut être obtenue sans frais auprès de la C.A.E.C.L., 36 rue de Lille, 75356 PARIS, et des établissements chargés du placement.

Avec le concours de la CACL

21 Collectivités de l'Ile de France se groupent pour émettre cet emprunt :

DEPARTEMENTS :

Essonne, Hauts de Seine, Seine-et-Marne, Val de Marne, Val d'Oise, Yvelines.

VILLES :

Argenteuil, Aubervilliers, Aubry-sous-Bois, Clichy-sous-Bois, Colombes, Drancy, Gennevilliers, Montrouge, Nanterre, Roissy-CDG, Rueil-Malmaison, Sartrouville, Versailles, Vitry-sur-Seine.

SYNDICAT des communes de la banlieue de Paris pour les Eaux.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SICAV du Crédit Lyonnais: une épargne à vos mesures.

| Nombre d'actions en circulation (en milliers) | Actif net (en MF) | Valeur liquidative de l'action (en F) | Rendement acquis depuis le début de l'exercice (en F) | Dividende versé en paiement (en F) | As. base de l'exercice |
|---|-------------------|---------------------------------------|---|------------------------------------|------------------------|
| 6 394,26 | 2 066,50 | 321,62 | 9,52 | 17,99 | 1984 |
| 2 675,03 | 1 021,87 | 382,00 | 20,66 | 19,86 | 1983-84 |
| 24 343,10 | 5 035,64 | 206,86 | 24,01* | 19,21 | 1983-84 |
| 1 460,18 | 486,44 | 333,14 | 11,01 | 15,81 | 1983-84 |
| 38 720,61 | 9 121,72 | 235,58 | 6,93 | 13,32 | 1984 |
| 90,78 | 5 048,28 | 55 613,15 | 1 576,05 | 6 487,30 | 1984-85 |
| 999,44 | 11 408,56 | 11 415,00 | 953,34 | 2 045,23 | 1983-84 |
| 41,88 | 2 504,09 | 59 799,19 | 77,77 | 346,82 | 1984 |
| 224,38 | 245,35 | 1 093,39 | 117,25 | - | - |
| 19,77 | 446,55 | 22 583,63 | 1 859,54 | - | - |



CREDIT LYONNAIS

LE PARTENAIRE DE VOTRE AVENIR

SIMCO - UNION POUR L'HABITATION

Le montant des loyers émis par la société au cours des premier et deuxième trimestres de l'année 1985 est le suivant, comparé à celui de 1984 (Simco + Union pour l'Habitation) :

| | 1984 | 1985 |
|---------------------------|-------------|-------------|
| 1 ^{er} trimestre | 55 539 642 | 62 172 176 |
| 2 ^e trimestre | 55 132 103 | 59 188 418 |
| | 110 671 745 | 121 360 594 |

Ces montants ne tiennent pas compte des indemnités compensatrices dues par l'Etat.

SICAV DU GROUPE CIC

| 28.6.1985 | Actif net (en millions de francs) | Valeur liquidative (en francs) | Dernier coupon payé | Evolution (coupon inclus) depuis le 31.12.1982 |
|--|-----------------------------------|--------------------------------|---------------------|--|
| SICAV ACTIONS | | | | |
| SARL (française) | 1 404 725 | 1 006,79 | 48,05 | +38,61% +11,00% |
| CRÉDINTER (internationale) | 476 376 | 303,42 | 11,02 | +40,08% + 4,95% |
| UNIJAPON (valeurs japonaises) | 1 696 206 | 1 006,06 | 27,86 | +82,48% - 2,30% |
| SICAVIMMO (valeurs immobilières) | 782 064 | 590,50 | 27,70 | +74,74% +17,93% |
| FRANCIC (actions françaises) | 2 145 198 | 281,45 | 14,05 | +57,38% +34,00% |
| TECHNOCIC ¹ (haute technologie) | 99 109 | 1 044,07 | - | + 2,82% |
| JAPACIC ² (valeurs japonaises, japonaises) | 370 258 | 115,29 | - | + 8,87% |
| SICAV OBLIGATIONS | | | | |
| PENTACIC (oblig. immobilières) | 574 082 | 152,80 | 19,39 | +36,87% + 7,10% |
| EUROVIC (obligations étrangères) | 221 480 | 8 101,23 | 591,29 | +37,24% + 2,30% |
| ECUCIC (couverture en Ecu) | - | - | - | - |
| SICAV COURT TERME | | | | |
| SECURICIC ³ (régulièrement, très court terme) | 371 629 | 39 067,71 | 1 annuité | + 0,82% |
| MONECIC (régulièrement) | 3 908 382 | 58 610,00 | 1 mois | + 5,67% |
| ASSOCIC (régulièrement, à court terme) | 2 898 029 | 23 173,94 | 24 mois | + 6,87% |
| EPARCIC (moyen terme, coupon réduit) | 940 757 | 58 114,82 | 6 mois à 2 ans | + 6,87% |

Indice moyen des Sicav actions du Groupe CIC Base 100 au 31.12.1984 : 107,90

11 juillet 1985 : ECUCIC

Sicav investie à 50 % en valeurs libellées en Ecu (unité de compte européenne). Les souscripteurs : entreprises ou particuliers diversifieront leurs placements grâce à un investissement assés sur la valorisation et protégeant des fluctuations des marchés des changes.

Pour toute information complémentaire, adressez-vous au guichet de la banque du Groupe CIC la plus proche de votre domicile ou retournez ce coupon à Vanna Barthélémy (D.E.F.G.), C.I.C. 61, rue de la Victoire, BP 207, 75452 Paris Cedex 09. Tél. 280.93.20



groupe cic

50 من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

22 juillet

Baisse

des mines d'or

Sur un marché calme, par ailleurs, l'événement a été constitué lundi par le vif recul des mines d'or, en liaison avec les graves événements d'Afrique du Sud et l'état d'urgence proclamé dans ce pays. La plus touchée a été Harmony (-12,5 %), mais les autres ont également été affectées.

Sur les valeurs françaises, le ton était irrégulier à la veille des opérations de liquidation mensuelle, qui ont commencé ce jour par la défense des primes.

L'indice instantané est resté pratiquement inchangé, et le volume d'affaires a été passablement réduit.

Certes, le marché avait appris, pendant le week-end, la baisse de 0,40 % du taux de base des banques, plus fort que prévu, et la crise de la lire, ouverte à la veille du week-end, a été réglée rapidement sans réajustement du système monétaire européen.

Le franc, légèrement attaqué vendredi après-midi, s'est raffermi lundi comme si de rien n'était.

Dans ces conditions, les opérateurs, ayant pris, les jours précédents, leur disposition pour l'été, sont restés l'arme au pied.

Quelques variations, cependant : vive avance de Dumez (+ 8 %), dans l'attente, dit-on, de nouvelles faveurs, progression d'Avions Dassault et d'Europe 1 au chapitre de Bourses, et d'Orly au chapitre de Bourses, d'Orly et d'Orly.

Aux valeurs étrangères favorisées par la reprise du dollar commercial et du dollar titre (9,03 F/9,08 F contre moins de 9 F), fermée générale des Américaines, notamment d'Amex.

Sur le marché de l'or, le lingot a perdu 100 F à 89 900 F et le napoléon 8 F à 556 F.

NEW-YORK

22 juillet

Ventes bénéficiaires

Parvenus à ses plus hauts niveaux à la veille du week-end, Wall Street a été, lundi, contraint de se replier sur d'assez abondantes ventes bénéficiaires. Mais ce sont surtout les actions des entreprises de second plan qui ont le plus souffert.

Le bilan de la séance en témoigne avec, sur 2 024 valeurs traitées, 1 051 en baisse, 532 en hausse et 441 sans changement.

En revanche, les « Blue Chips » ont bien tiré leur épingle du jeu. En clôture, l'indice des industrielles s'établissait à 1 367,63 (-1,90 point).

Autour du « Big Board », les analyses se disaient très optimistes de la poursuite prise par cette consolidation. « Le marché a très bonne mine », disait l'un d'entre eux, en ajoutant : « Cette résistance préfigure un prochain mouvement de hausse d'assez large envergure ».

Parmi les vedettes, plusieurs se sont même détachées comme Occidental Petroleum et Searle, qui s'approprie à passer dans l'orbite de Monsanto. L'activité a diminué et 93,54 millions de titres ont changé de mains contre 114,80 millions vendredi.

| VALEURS | Cours de 18 j. | Cours de 22 j. |
|--------------------|----------------|----------------|
| Alcoa | 22 1/2 | 22 1/2 |
| A.T.T. | 48 5/8 | 47 3/4 |
| Chemical Bank | 80 1/4 | 80 1/4 |
| Du Pont de Nemours | 80 1/4 | 80 1/4 |
| Eastman Kodak | 45 1/2 | 45 1/2 |
| Exxon | 43 1/4 | 43 1/4 |
| Ford | 32 3/4 | 32 3/4 |
| General Electric | 69 1/2 | 69 1/2 |
| General Motors | 69 1/2 | 69 1/2 |
| IBM | 129 3/4 | 129 3/4 |
| J.P. Morgan | 31 5/8 | 31 5/8 |
| Lincoln | 32 1/4 | 32 1/4 |
| Rockefeller | 38 3/4 | 38 3/4 |
| Union Carbide | 48 3/4 | 48 3/4 |
| Westinghouse | 36 1/4 | 36 1/4 |
| Xerox Corp. | 54 1/4 | 52 7/8 |

AUTOUR DE LA CORBEILLE

BAISSE DES BÉNÉFICES DE CHRYSLER. — Chrysler Corp., troisième constructeur automobile américain, annonce pour le deuxième trimestre un bénéfice de 596,4 millions de dollars en baisse de 25 %.

Toutefois, le chiffre d'affaires s'est élevé au niveau record de 6 milliards de dollars contre 5,4 milliards pour le trimestre précédent et 5,3 milliards pour le second trimestre 1984.

Selon le président de la société, M. Lee Iacocca, la baisse des bénéfices de la société est principalement due au montant élevé des impôts qu'elle a dû acquitter au second trimestre : 255,4 millions de dollars.

MONSANTO A CAUSE DE L'ENVIRONNEMENT. — Le groupe chimique

américain, qui s'approprie à racheter la firme pharmaceutique SEARLE, a des problèmes avec les mesures de protection de l'environnement. En raison du coût de ces mesures, du prix aussi du dollar, son bénéfice net pour le deuxième trimestre baisse de 14,5 % à 124 millions de dollars pour un chiffre d'affaires également en recul (-9,44 %) à 1,63 milliard de dollars.

FORD, COLGATE ET BAYER RAYES DE LA LISTE NOIRE ARABE. — L'Office de la Ligue arabe pour le boycott d'Israël a décidé de lever le boycottage qui frappait les compagnies américaines Ford et Colgate Palmolive et la société chimique oest-allemande Bayer.

Cette décision concerne également deux sociétés britanniques, une société française, une indienne All India Medical Corporation, une néo-zélandaise et une troisième société américaine Royal Food Products.

Le boycottage de Ford avait été décidé en 1967 après l'établissement d'une usine d'assemblage en Israël. Cette usine a été fermée par la suite parce qu'elle n'était pas rentable.

Par contre, 28 nouvelles sociétés étrangères ont été inscrites sur la liste noire arabe. Il s'agit de 8 espagnols, 4 égyptiens, 5 américains, 3 belges, 3 britanniques, 1 oest-allemand, 1 française (Couture Enfants), 2 indiennes et 1 égyptienne.

INDICES QUOTIDIENS

(NSSE, base 100 = 25, 19 j. 22 j. 22 j.)

Valeurs françaises : 117,7 118

Valeurs étrangères : 96,6 96,5

C° DES AGENTS DE CHANGE (base 100 = 31, 19 j. 22 j. 22 j.)

Indice général : 217,9 218,6

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 22 juillet : 93/94

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen) : 246,55 239,18

BOURSE DE PARIS

Comptant

22 JUILLET

| VALEURS | % | % | VALEURS | Cours | Dernier | VALEURS | Cours | Dernier | VALEURS | Cours | Dernier |
|---------|---------|---------|---------|-------|---------|---------|-------|---------|---------|-------|---------|
| du com. | de com. | de com. | | préc. | cours | | préc. | cours | | préc. | cours |
| 9 % | 31 05 | 2 425 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 8 % | 47 50 | 2 356 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 7 % | 82 26 | 1 828 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 6 % | 120 10 | 1 471 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 5 % | 98 00 | 8 285 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 4 % | 80 50 | 5 378 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 3 % | 100 20 | 8 529 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 2 % | 108 40 | 8 815 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 1 % | 106 50 | 10 586 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 109 28 | 7 146 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 111 60 | 14 501 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 118 00 | 8 477 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 120 20 | 1 829 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 147 20 | 7 601 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 160 20 | 8 902 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 170 20 | 1 966 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 180 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 190 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 200 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 210 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 220 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 230 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 240 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 250 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 260 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 270 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 280 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 290 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 300 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 310 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 320 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 330 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 340 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 350 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 360 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 370 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 380 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 390 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 400 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 410 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 420 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 430 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 440 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 450 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 460 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 470 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 480 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 490 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 500 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 510 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 520 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 530 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 540 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 550 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 560 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 570 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 580 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 590 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 600 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 610 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 620 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 630 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 640 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 650 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 660 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 670 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 680 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 690 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 700 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 710 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 720 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 730 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 740 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 750 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 760 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 770 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 780 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 790 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 800 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 810 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 820 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |
| 0 % | 830 20 | 0 667 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 | Alcoa | 590 | 550 |

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ENQUÊTE

2. TIBET : la terre des dieux dans l'attente du dalaï-lama.
- COURRIER : « Comment être Catalan ? »

ÉTRANGER

3. AFRIQUE
- RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : l'incertitude règne sur les objectifs de M. Botha.
4-5. PROCHE-ORIENT
- ISRAËL : l'épilogue du procès des terroristes juifs.
5. AMÉRIQUES
- BOLIVIE : le « triomphe » en peau de chagrin du général Barzoz.
5. ASIE
- Une centaine d'officiers afghans prisonniers de la résistance auraient été tués par l'armée.

POLITIQUE

6. La reprise du débat parlementaire sur la Nouvelle-Calédonie.

SOCIÉTÉ

7. Les Français et la procréation artificielle, deux points de vue par Mgr Jacques Julien et par les professeurs Georges David et Jacques Lamsac.
8. JUSTICE : sept nationalistes corse devant la cour d'assises du fidèle.
15. « Le sport et l'argent » (II), par Michel Castaigne.

LE MONDE DES SCIENCES

11. La laser à enrichir l'uranium.
12. Boléines en liberté.

CULTURE

13. FESTIVALS : Dider, de Victor Hugo, au cirque de Gavarni.
- MUSÉES : réaménagement à Evreux.
- Digressions, par Bernard Frank.

ÉCONOMIE

18. SOCIAL : les comptes de la Sécurité sociale.
19. ÉNERGIE
20. AFFAIRES

RADIO-TÉLÉVISION (15)

INFORMATIONS
« SERVICES » (10):
Jeu : « Journal officiel » ; Légion d'honneur ; Mode ; Météorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (16-17) ; Carnet (8) ; Programmes des spectacles (14) ; Marchés financiers (21).

Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)

MARDI 23 JUILLET

« Le Monde » reçoit

MICHEL NOIR
député RPR du Rhône
avec
PHILIPPE BOUCHER
MERCREDI 24 JUILLET
Deux voyageurs
du Transsibérien

Le sort des otages au Liban

UN ÉMISSAIRE FRANÇAIS A DAMAS

Un diplomate français (il pourrait s'agir en fait de M. Hubert Védrine, conseiller à l'Elysée) est arrivé lundi 22 juillet à Damas pour chercher à obtenir l'aide de la Syrie en vue de la libération de quatre Français enlevés à Beyrouth depuis mars, apprend-on à l'ambassade de France à Damas.

Le « diplomate » est porteur d'un message du président Mitterrand au président Hafez Al Assad demandant l'aide du chef de l'Etat syrien pour obtenir la libération des deux diplomates français, MM. Marcel Carton et Marcel Fontaine, enlevés le 22 mars, du journaliste Jean-Paul Kauffmann de l'« Evénement du jeudi » et du chercheur Michel Sourat, enlevés le 22 mai dernier. Sept Américains, un Britannique, un photographe iranien sont également captifs au Liban, certains depuis dix-sept mois.

VISANT LA SYNAGOGUE DE COPENHAGUE ET UNE COMPAGNIE AMÉRICAINE

Un double attentat qui a fait vingt-sept blessés est revendiqué par le Jihad islamique à Beyrouth

Le double attentat qui a fait, le lundi 22 juillet à Copenhague, vingt-sept blessés dont quatre grièvement, a plongé dans la consternation le Danemark, jusque-là épargné par ce type de violence, ainsi que la Suède voisine. Peu après les explosions, un interlocuteur anonyme affirmant parler au nom du Jihad islamique déclarait dans un coup de téléphone à une agence de presse à Beyrouth : « Une de nos cellules actives dans les pays scandinaves a exécuté l'opération en réponse à l'agression sioniste barbare contre Kabriha. » Kabriha est un village chéite du sud du Liban où les forces israéliennes ont effectué dimanche une opération de rattachement en cours de laquelle deux membres du Front de la résistance nationale libanaise ont été tués. « Désormais », a ajouté l'inter-

locuteur, la riposte aux agressions sionistes-américaines contre notre peuple sera immédiate et fulgurante ; nous visons toutes les institutions sionistes, américaines et réactionnaires partout dans le monde. »

La Maison Blanche a « fermement condamné » ces attentats. Le Congrès juif mondial (section Europe) appelle tous les gouvernements européens à « unir leurs efforts tant au plan politique que juridique afin de combattre le terrorisme ».

Le chef du bureau de l'OLP, qui a été ouvert il y a quelques mois à Copenhague, a condamné les deux attentats. « De pareils agissements ne pourront ébranler notre volonté de paix », a-t-il déclaré.

De notre correspondant

Copenhague. - Le 22 juillet 1985 marque l'entrée « officielle » du Danemark dans le cycle du terrorisme international. Jusqu'ici ce royaume avait eu le privilège d'échapper à peu près complètement au courant de violence qui, ces dernières années, a touché le reste de l'Europe occidentale. Lundi les deux explosions spectaculaires qui se sont produites à Copenhague, à quatre minutes d'intervalle, ont mis fin à cette immunité. La première a eu lieu devant les bureaux de la compagnie aérienne américaine Northwest Orient. La seconde visait la synagogue, en plein centre, ville ; elle aurait été provoquée par deux bombes de 2 kilogrammes chacune placées dans un passage voûté qui mène à la maison de retraite de la communauté juive.

Outre des dégâts matériels considérables, on dénombre vingt-sept blessés (quatorze Danois et treize étrangers) dont quatre grièvement atteints. L'un, brûlé à 90 %, est dans un état désespéré.

Au début de l'après-midi, un paquet suspect a été repéré sur un quai du vieux port (Nyhavn). Alertés à temps, les services de déminage de l'armée ont désamorcé ce quatrième engin - de même importance que les trois autres, -

Les contrôles aux frontières de la RFA ont été renforcés à la suite d'indications selon lesquelles un commando révolutionnaire libyen tenterait de pénétrer en Europe de l'Ouest pour liquider des opposants au colonel Kadhafi, a annoncé lundi 22 juillet, l'Office fédéral de protection des frontières à Loerach (sud de la RFA). Selon le BKA (police judiciaire ouest-allemande), ce commando, dans lequel se trouve un spécialiste en explosifs, séjourne actuellement à Athènes. - (AFP).

Les Etats-Unis ont annoncé, lundi 22 juillet, qu'ils n'avaient plus rien à reprocher au dispositif de sécurité à l'aéroport d'Athènes après le retour d'une mission d'experts américains dans la capitale grecque.

Washington avait dissuadé les Américains d'utiliser l'aéroport d'Athènes jugé peu sûr après le détournement du Boeing de la TWA qui a conduit ensuite à la prise d'otages de Beyrouth. - (AFP).

DANS UN ENTRETIEN A « TIME MAGAZINE »

M. Nixon révèle que durant sa présidence il a envisagé quatre fois « l'option nucléaire »

Washington (AFP, AP). - L'ancien président des Etats-Unis, M. Richard Nixon, a indiqué qu'il avait envisagé de recourir à l'arme nucléaire à quatre reprises au cours de son mandat présidentiel : pendant la guerre du Vietnam, la guerre israélo-arabe de 1973, lors du conflit frontalier sino-soviétique de 1969 et lors de la guerre entre l'Inde et le Pakistan en 1971.

Dans un entretien publié par Time Magazine dans son édition du dimanche 21 juillet, l'ancien président a cependant précisé qu'il n'avait jamais véritablement été sur le point d'ordonner une attaque nucléaire. Le recours à cette arme avait été évoqué au cours de la guerre du Vietnam, lorsque M. Nixon avait envisagé de faire bombarder des digues du Nord-Vietnam. « De même que j'ai rejeté

les bombardements qui auraient provoqué la noyade d'un million de personnes, j'ai rejeté l'option nucléaire, car les objectifs en question n'étaient pas des objectifs militaires », a expliqué l'ancien président.

Au cours de la guerre israélo-arabe de 1973, a affirmé M. Nixon, M. Brejnev « menaçait d'intervenir unilatéralement au Moyen-Orient », et les Etats-Unis « ne pouvaient pas laisser Israël se fondre ». « Nous ne voulions pas tant menacer l'URSS avec des armes nucléaires que montrer notre détermination à opposer une résistance conventionnelle et nucléaire. Il en a été de même, a dit M. Nixon, en ce qui concerne le conflit frontalier sino-soviétique de 1969, où les armes nucléaires américaines ont exercé une dissuasion face à une éventuelle attaque de Moscou.

M. Nixon assure avoir envisagé « l'option nucléaire » lors du conflit indo-pakistanaise. « M. Gandhi, après avoir réussi à briser le Pakistan oriental, voulait s'emparer du Pakistan occidental, c'est du moins ainsi que j'ai vu les choses. Nous avions peur que les Chinois interviennent pour tenter d'arrêter l'Inde », a indiqué l'ancien chef de l'Etat.

OUVERT EN AOUT pour vous servir

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie d'un grand maître tailleur Pour vous permettre de juger la qualité de notre travail

COSTUMES
MESURE
A partir de 1 750 F
PANTALONS à partir de 500 F
3000 tissus
Luxeuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
Boutique Femme
JUPES et TAILLEURS
SUR MESURE
UNIFORMES et INSIGNES MILITAIRES
Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 742-70-51.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

Les manœuvres de la marine soviétique

FAIR-PLAY

Les gens de mer sont des gentlemen. Fair-play, la marine britannique a récupéré, non loin des Shetland, le pilote d'un avion de combat soviétique qui s'était abîmé dans l'Atlantique. Cela s'est passé le 20 juillet, alors que l'escorte britannique lancée à la poursuite du sous-marin soviétique Klov en manœuvres depuis le 6 juillet dans l'Atlantique nord.

Pour une raison mal élucidée, un avion d'attaque Forger de l'aéronavale embarquée s'est abîmé, et c'est l'escorte britannique qui a été la plus rapide en se portant au secours du pilote de cet appareil à décollage et à atterrissage verticaux.

Le Newcastle était en mission d'observation du grand exercice naval de la marine soviétique en mer de Norvège et en Atlantique nord jusqu'à l'ouest de Terre-Neuve. Trois groupes de bâtiments soviétiques sont mobilisés pour cette manœuvre, autour du porte-avions Klov et du croiseur Kirov. Soit une douzaine de navires de combat, avec un groupe de navires de débarquement, des sous-marins, et le survol d'événements de reconnaissance Badger.

L'ALGÉRIE NOMME UN MÉDIATEUR DANS L'AFFAIRE DES ENFANTS DE COUPLES FRANCO-ALGÉRIENS DIVORCÉS

L'Algérie a nommé, samedi 20 juillet, un médiateur, pour accélérer le règlement d'une vingtaine de dossiers de garde ou de droit de visite d'enfants légitimes de couples franco-algériens, dont ceux des cinq mères françaises qui campent depuis un mois à l'ambassade de France à Alger.

Il s'agit du bâtonnier de la région d'Alger, M. Tayeb Belloul, coordonnateur de l'Organisation nationale des avocats algériens, dont le nom a été proposé au ministère français des relations extérieures en début de semaine à Paris, a-t-on indiqué de source judiciaire à Alger. L'avocat algérien devrait prendre contact avec son homologue français, M. Paul Boucher, conseiller technique au cabinet de M. Georges Dufour, ministre de la solidarité nationale.

Sur le vif

La vie en rose

Là, je suis en Bretagne. Hier, il faisait beau, on décide d'aller pique-niquer à la plage. Je m'installe dans le sable le nez enfouï dans le dernier Barbara Cartland... Mais si, vous savez bien, la mère de la belle-mère de Lady Di, une romancière à l'eau de rose. Moi, j'adore, c'est ma drogue, c'est ma ligne, c'est mon trip à moi. J'étais bien, je ne demandais rien à personne, et naturellement, au bout de dix minutes, j'entends : « T'es oubliée le sol pour les caufs durs. Et les sandwiches au jambon, où c'est qu'ils sont ? »

Me demander ça, à moi, Omélie, moi qui n'ai rien mangé depuis le mort de mon noble père, victime de sa passion pour ma pauvre maman et de la misère. Ils se sont enfuis ensemble et on leur a coupé les vivres. Moi dont les yeux immenses devaient le pur ovale d'un visage d'enfant orné d'un ravissant sourire perlé et d'un adorable petit nez aristocratique...

Ecoutez, arrêtez de lire ces conneries et passez-moi le gros plant. Ah ! ce verre de champagne que le marquis de Wynterborne a approché de mes lèvres exsangues quand je suis tombée évanouie de fatigue et d'émotion.

à ses pieds, et qu'il m'a proposé, lui, l'ami du régiment, l'homme le plus riche et le plus élégant de Londres, de m'emmener au château de ses ancêtres. Nous allions nous faire acheter séance tenante des toilettes dignes d'une reine.

Tiens, attrape mon maillot mouillé, tu veux ? Allez, secou-toi. Je te passerai bien ma planche à voile, mais ampotée comme t'es... Vous voulez une tenue de cheval, ma belle amie ? Mais vous montez ? Supérior de se part. Il ignore que la sauterie qu'il vient d'adopter est une lady, capable de maîtriser le plus fougueux des pur-sang. C'est d'ailleurs en rentrant au pas, à l'ombre des grands arbres de l'allée, qu'il m'a demandé de l'épouser. Une expression d'adoration éclairait son regard. Ses baisers éveillaient en moi des sensations bouleversantes, merveilleuses. Je fondais à la chaleur de l'extase amoureuse...

Oh ! là, là ! ce dos ! T'es choppé un de ces coups de soleil. Tu ressembles à un gros ballon rouge derrière et blanc devant, ma pauvre vieille !

CLAUDE SARRAUTE.

En Guadeloupe

Menace de grève générale pour soutenir Georges Faisans

Correspondance

L'annonce du transfert du militant indépendantiste Georges Faisans de la prison de Fresnes où il poursuivait une grève de la faim depuis le 3 juin dernier vers un autre hôpital parisien, a provoqué lundi 22 juillet de nouvelles manifestations à Pointe-à-Pitre. Dans la nuit de lundi à mardi, vers 1 heure du matin (7 heures à Paris), des barricades ont été érigées en travers des deux principaux axes routiers conduisant au centre de la ville. La décision prise par quatre Guadeloupéens (dont le Père Chénubin Cécile, curé du Laventia, connu pour ses idées indépendantistes) d'entamer une grève de la faim, dimanche, a conduit les différents organisations indépendantistes à se réunir dans le quartier de l'Assainissement, à Pointe-à-Pitre, dans la soirée du 22 juillet.

Pour soutenir Georges Faisans, secrétaire général du MPGI (Mouvement pour la Guadeloupe indépendante) section « Immigration », ont accepté pour la première fois de discuter ensemble, outre le MPGI (branche dure des indépendantistes guadeloupéens), l'UPLG (Union populaire pour la libération de la Guadeloupe, dirigé par le docteur Makouke), le KPLG (Chrétien pour la libération de la Guadeloupe), le MASU (Mouvement d'action syndicaliste unifié), d'obédience séparatiste, ainsi que d'autres organisations moins représentatives. Ces différents mouvements pourraient appeler leurs militants à une grève générale à partir de mardi matin.

ALAIN GILLES.

L'ATTENTAT CONTRE GREENPEACE EN NOUVELLE-ZÉLANDE

Un couple est inculpé de meurtre

Wellington, (AFP). - Un homme et une femme ont été inculpés, le mardi 22 juillet, en Nouvelle-Zélande, de meurtre et d'incendie criminel après l'attentat à l'explosif, commis le 10 juillet, dans le port d'Auckland contre le Rainbow Warrior, un chalutier de l'organisation écologiste Greenpeace. Le couple, dont l'identité et la nationalité n'ont pas été révélées, a en outre été inculpé d'association en vue de commettre un incendie criminel. Le Rainbow Warrior avait été détruit par une double explosion et on a retrouvé des explosifs, le photographe portugais Fernando Pereira, avait trouvé la mort dans cet attentat. Le chalutier devait participer à une prochaine campagne contre les essais nucléaires souterrains français sur l'atoll de Mururoa en Polynésie.

La navette Columbia endommagée. - Une averse a provoqué d'importants dégâts au revêtement de la navette spatiale Columbia, alors qu'elle revenait de Californie en Floride, sur le dos d'un Boeing-747. Il semble que 300 à 400 des 33 000 tuiles devront être changées, les autres tuiles endommagées pouvant être réparées par l'application d'un revêtement protecteur. Cette fragilité des tuiles en cas de forte averse est connue des spécialistes : la NASA n'autorise pas les lancements en cas de pluie. La prochaine mission de Columbia est prévue pour le 20 décembre. Quant à Challenger - cette navette porteur du laboratoire Spacelab, n'a pu partir comme prévu le 12 juillet à cause d'une panne de moteur décelée à la dernière seconde - elle devrait reprendre le 29 juillet la route du cosmos.

La fusillade d'Ajaccio. - L'auteur des coups de feu tirés, le lundi 22 juillet, sur deux policiers à Ajaccio a été identifié. Il s'agit d'Antoine Pasqualaggi. Repris de justice, fiché au grand banditisme, Antoine Pasqualaggi est toujours introuvable. Dans la nuit de dimanche à lundi, abordé par deux policiers qui voulaient contrôler son identité, il avait tiré sur eux plusieurs coups de pistolet (Le Monde du 23 juillet).

NOAH GAGNE LE TOURNOI DE TENNIS DE WASHINGTON

Apparemment remis des blessures qui l'avaient handicapé à Wimbledon, Yannick Noah, a remporté le 22 juillet le tournoi de Washington en battant en finale le jeune Argentin Martin Jaite (6-4, 6-3).

Après sa victoire à Rome en mai dernier, c'est le deuxième succès de la saison pour Noah dans un tournoi comptant pour le Grand Prix. Classé dixième mondial, le Français, qui a reçu 35 700 dollars pour cette victoire, semble être sur la bonne voie pour retrouver sa place parmi l'élite internationale. Il est le favori des championnats des Etats-Unis sur terre battue d'Indianapolis, où ses compatriotes Guy Forget et Thierry Tulasne se sont qualifiés pour le deuxième tour en battant respectivement l'Espagnol Luna (6-3, 4-6, 6-2), et l'Argentin Gazzalé (6-3, 7-6).

Condamnation des mutins de la prison de Chaumont. - Quatre détenus de la prison de Chaumont (Haute-Marne) qui s'étaient mutins ont été condamnés, le lundi 22 juillet, à six mois de prison ferme, par le tribunal de grande instance de Chaumont. Début juillet, les mutins étaient montés, avec une dizaine d'autres prisonniers, sur le toit de l'établissement d'où ils avaient lancé des tuiles sur les forces de police. Les quatre prévenus devront aussi payer solidairement une amende de 16 000 francs. Le montant des dégâts a été évalué à 70 000 francs.

DU CAL
Spécialiste du convertible
(Marque 02-03-120 et 140)
Manèges, bulins, linge ou polyester. Grand choix.
CAPELOU
DISTRIBUTEUR
37, Av. de la République 75001 PARIS
Tel. 357.44.35 - Métro : PARENTIER

505 من الأول